

PARLEMENT

Première séance de la 9^{ème} législature, élection d'un nouveau président

P.p 3-24

M. Goudjil félicite Brahim Boughali pour son élection à la présidence de l'APN

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les finances à la charge du Premier ministre, 15 ministres reconduits

P.p 4-5

ACADÉMIE MILITAIRE DE CHERCHELL

Le Président de la République préside la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé jeudi à l'Académie militaire de Cherchell "défunt Président Houari Boumediène" la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers ayant reçu une formation de haut niveau dans ce pôle de formation d'excellence. Il s'agit de la sortie de la 14^{ème} promotion de formation militaire commune de base, la 52^{ème} promotion de formation fondamentale et la 5^{ème} promotion des officiers de la session Master, de l'Académie militaire après une formation de trois ans. Le Président de la République est arrivé dans la matinée à Cherchell, accompagné du président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche et des membres du Gouvernement.

P. 24

APS



GOVERNEMENT-INSTALLATION

Lamamra met en avant la portée de l'action proactive dans la politique étrangère de l'Algérie

P. 4

KHECNCHELA

Kamel Beldjoud annonce l'acquisition prochaine d'avions anti-incendies

P. 8

COVID-19

Benbouzid appelle à l'augmentation de la cadence de vaccination des citoyens

P. 10

SANTÉ

MÉTABOLISME

Neuf astuces pour le relancer

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (30^e JOURNÉE)

Statu quo en haut du classement, le NAHD et Relizane respirent

P. 21



MUSIQUE

Inauguration à Alger d'un nouveau studio dédié aux répétitions musicales

P. 16

JEUDI À 07H50

Séisme de 3,2 degrés près de Tizi Ouzou

P. 2

ALGÉRIE - AFRIQUE

M. Rezig prend part à la 6^e réunion du Conseil des ministres de la ZLECAF

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a participé jeudi par visioconférence, aux travaux de la 6^e réunion du Conseil des ministres de la zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre a été consacrée à l'examen du rapport de la 8^e réunion du comité des hauts fonctionnaires chargés du commerce de la zone, tenue en juin dernier, ajoute le communiqué.

A cette occasion, les négociateurs ont reçu les orientations nécessaires pour le règlement de l'ensemble des questions en suspens, notamment en ce qui a trait aux règles d'origine et offres tarifaires du commerce de marchandises au sein de la ZLECAF.

Entrée officiellement en vigueur en début de l'année 2021, la ZLECAF permettra d'augmenter les flux commerciaux au sein du continent pour atteindre plus de 52%.

APN

Séance plénière samedi pour l'adoption de la liste des vice-présidents

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra samedi une séance plénière consacrée à l'adoption de la liste des vice-présidents de l'assemblée, a indiqué vendredi un communiqué de la chambre basse du Parlement.

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra samedi à 10h00 une séance plénière consacrée à l'adoption de la liste des vice-présidents de l'assemblée, a précisé le communiqué.

MÉTÉO

La canicule affecte plusieurs wilayas du Sud et de l'extrême-Sud du pays (BMS)

La canicule frappe plusieurs wilayas du Sud et de l'extrême-Sud du pays avec des températures dépassant les 48 degrés, a annoncé jeudi l'Office national de la météorologie qui a émis un bulletin météorologique spécial (BMS).

Les wilayas de Bordj Badji Mokhtar, In Saleh, Adrar et Timimoun où les températures dépasseront les 48 degrés, sont placées en vigilance "orange" jusqu'à ce soir à 21 heures.

ALGÉRIE - SÉISME

Séisme de 3,2 degrés près de Tizi Ouzou

Un tremblement de terre d'une magnitude de 3,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré jeudi matin dans la wilaya de Tizi Ouzou, indique le Centre de Recherches en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG).

Selon le CRAAG, le séisme a été enregistré à 07h50 à 2 km au sud-est de la localité de Tiroual, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

MÉDÉA

Ouverture de 18 points de vente de cheptel ovin, à l'approche de l'Aid



Dix-huit (18) points de vente de cheptel ovin seront ouverts à travers la wilaya de Médéa, pour mieux organiser l'opération et éviter toute spéculation, à l'approche des fêtes de l'Aid-El-Adha, a-t-on appris jeudi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Les points de vente retenus pour cette opération, concernent aussi bien les marchés à bestiaux traditionnels, au nombre de six, que les marchés hebdomadaires, situés au niveau des grandes agglomérations urbaines, telles que Médéa, Ksar-El-Boukhari, Beni-Slimane, Berrouaghia, Tablat et Ain-Boucif, a-t-on indiqué.

Un dispositif de contrôle "strict" sera assuré conjointement par l'inspection vétérinaire de la DSA et la direction du commerce, a-t-on signalé, ajoutant que le cheptel proposé à la vente sera systématiquement contrôlé par des vétérinaires affectés au niveau de ces marchés, avant sa mise en vente.

Outre le contrôle sanitaire, qui sera effectué à l'entrée des points de vente réglementés ouverts à l'occasion de l'Aid-El-Adha, des contrôles similaires auront lieu à l'entrée des limites de la wilaya pour "débusquer" d'éventuels contrevenants, a-t-on encore indiqué.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Journée d'étude sur la promotion de l'intégrité dans le secteur économique dimanche à Alger



Une journée d'étude sur "la promotion de l'intégrité dans le secteur économique" se tiendra dimanche prochain à Alger dans le cadre de la célébration de la Journée africaine de prévention et de lutte contre la corruption, placée cette année sous le slogan "Communautés économiques régionales, acteurs essentiels de la mise en œuvre de la convention africaine de prévention et de lutte contre la corruption", a indiqué mercredi l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, organisateur de la rencontre, dans un communiqué.

La journée d'étude, qui se tiendra au Centre International des Conférences "Abdellatif-Rahal", est organisée "sous le haut patronage du président de la République, en partenariat avec la groupe Sonelgaz", a ajouté la même source, précisant que "des membres du gouvernement, des représentants du corps diplomatique des pays africains, des organes de contrôle et consultatifs nationaux, des représentants des entreprises économiques publiques et privées, des représentants de la société civile, ainsi que des universitaires y prendront part".

Des experts nationaux en prévention et lutte contre la corruption animeront la rencontre dont les débats porteront notamment sur "les voies et moyens pour le renforcement de l'intégrité dans le secteur économique, et la consécration des principes de la bonne gouvernance".

INVESTISSEMENT

Le CNESE organise prochainement un séminaire sur la mobilisation des capitaux privés



Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rédha Tir, a annoncé mercredi à Alger, l'organisation, dans deux semaines, d'une rencontre-débat autour de la mobilisation des capitaux privés pour financer les grands projets structurants.

Intervenant en marge de la deuxième journée du séminaire sur "la nouvelle dynamique des industries des réseaux", organisé par le Conseil, M. Tir a expliqué que la question de trouver les moyens de mobiliser les ressources du secteur privé pour financer de grands projets structurants sera au centre de cette rencontre.

Le président du CNESE a estimé, dans ce sens, que l'Algérie doit chercher d'autres moyens de financement, tout en soulignant que l'opérateur privé sera appelé à prendre plus de risques.

M. Tir a considéré cette démarche comme "l'essence d'une véritable économie industrielle et une véritable politique de développement" ajoutant que l'Etat s'oriente vers le financement des grands projets par le biais du marché et pas à travers le Trésor du fait de la fin du système économique basé sur la rente pétrolière.

ZONE OMBRE - BILAN

Plus de 13.500 zones d'ombre recensées à juin 2021 (Médiateur de la République)



Le nombre total des zones d'ombre recensées en Algérie à juin 2021 a dépassé les 13.500 zones réparties sur 1.357 communes, a indiqué mercredi à Alger le Médiateur de la République, Brahim Merad.

"L'Algérie a recensé jusqu'à fin juin un total de 13.513 zones d'ombre situées dans 1.357 communes", a précisé Mme Merrah, chargée d'études et de synthèse (C.E.S) au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, au nom de M. Merad, lors d'une rencontre sur "la Télémédecine et les aspects socioéconomiques des zones d'ombre". Ces zones nécessitent la réalisation de "43.198 projets avec une enveloppe financière dépassant les 590 milliards Da" afin d'améliorer leur état et hisser le niveau de développement local.

Le même responsable a relevé, selon le bilan, 24.115 projets d'un coût de plus de 323 milliards Da.

Quant à la situation des projets réalisés, il s'agit de "plus de 11.000 projets réceptionnés, soit 46% des projets financés" pour lesquels a été réservé un montant de "quelque 123 milliards Da dont ont bénéficié plus de 4 millions d'habitants répartis sur 6.118 zones s, sur un total de 7 millions d'habitants recensés dans ces zones". 4.880 projets en cours de réalisation et 7.253 en cours d'étude et de finalisation des procédures administratives devraient être lancés prochainement, a conclu le bilan.

APN

Première séance de la 9^{ème} législature, élection d'un nouveau président

Les travaux de la première séance de la 9^{ème} législature de l'Assemblée populaire nationale (APN), ouverts jeudi, ont été couronnés par l'élection de M. Ibrahim Boughali, de la liste des indépendants "Wihda wa Tadaoul" (Unité et Alternance) de la circonscription électorale de Ghardaïa, comme nouveau président de la chambre basse du Parlement pour les cinq ans à venir.

Né le 3 mars 1963 à Beni Yezguene, M. Boughali a récolté 295 voix contre 87 pour Ahmed Sadouk du Mouvement de la société pour la paix (MSP), sur les 382 voix exprimées. Titulaire d'une licence en science politiques et relations internationales de l'université d'Alger (Promotion 1986), le nouveau président de l'APN est considéré comme l'un des artisans de la réconciliation durant les événements de Ghardaïa. Il a occupé plusieurs postes dont le dernier en date est celui de P/APW de Ghardaïa, président de la commission agriculture à l'APW (2017/2020), chef d'agence à la CNEP et Chargé d'études au niveau de la banque El-Baraka 9/6/97. Dans une déclaration faite après l'annonce des résultats du vote, M. Boughali a indiqué que cette législature "édifie vraiment et sincèrement l'Algérie nouvelle souhaitée par le peuple algérien et pour laquelle le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé", en assurant qu'il veillera à coordonner entre les différents groupes parlementaires et le gouvernement pour la concrétisation du programme du Président de la République. Présidé par le doyen des députés, Abdelouahab Aït Menguellet, assisté des deux plus

jeunes députés élus Hamad Ayoub et Bouchlaghem Abdelmoumene, conformément à la Constitution, les travaux ont été entamés par l'adoption de la liste des membres de la Commission de validation de la qualité de membre. La commission est composée de vingt (20) membres dont 5 députés du parti du Front de libération nationale (FLN), 4 indépendants, 3 députés du Mouvement de la société pour la paix (MSP), 3 députés du Rassemblement national démocratique (RND), 3 du Front El-Moustakbal et 2 du Mouvement El-Bina El-Watani.

Le rapport de cette commission qui fait état, entre autres, de la nomination de Samia Moualifi de la circonscription électorale de Bejaïa (FLN) et de Hicham Sofiane Salawatchi (Chlef) de la même formation politique en tant que membres du nouveau gouvernement dont la liste a été annoncée mercredi, a été ensuite adopté par les députés. Au terme de l'adoption, la séance a été levée pour procéder au vote à bulletin secret pour l'élection du président de l'APN. Deux candidats étaient en lice pour ce poste, en l'occurrence, Ibrahim Boughali de la liste des indépendants "Wihda wa Tadaoul" (Ghardaïa) et Ahmed Sadouk du



MSP (Chlef). Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la première séance de la 9^{ème} législature, M. Aït Menguellet a appelé à rétablir la crédibilité de l'APN pour rétablir la confiance avec le citoyen. "Nous ne pouvons pas travailler en l'absence d'une confiance mutuelle", a-t-il déclaré à l'adresse des députés, précisant que "le peuple algérien n'en peut plus des mensonges et de l'hypocrisie, ce qui nous amène à œuvrer au rétablissement de la crédibilité de l'APN pour rétablir la confiance avec lui".

"Nous avons une seule Algérie et vous représentez toutes ses régions,

(...) Nous devons apporter notre appui au président de la République qui a ouvert les portes aux jeunes qui sont l'avenir du pays", a ajouté M. Aït Menguellet, jugeant nécessaire de "travailler dans un climat de confiance et d'entente au service de l'intérêt du pays loin des intérêts personnels". Pour rappel, selon les résultats définitifs des élections législatives du 12 juin 2021 annoncés par le Conseil constitutionnel, le parti du Front de libération nationale (FLN) a remporté 98 sièges, suivi des indépendants (84 sièges), du MSP (65 sièges) et du RND (58 sièges). Le Parti "Sawt Echaab" (La

voix du peuple) a remporté 3 sièges, le Parti de la liberté et la justice, le Parti de la justice et le développement, le Parti El-Fadjr El-djadjid et le Front de la bonne gouvernance ont tous obtenu 2 sièges, alors que le Front de l'Algérie nouvelle, le Parti El-Karama, Jil Jadid et le Front national algérien ont remporté un (1) siège chacun. Mardi, le Bureau provisoire de l'APN avait tenu une réunion présidée par M. Aït Menguellet, assisté des plus jeunes députés élus, en présence des représentants des partis politiques et du représentant des indépendants vainqueurs aux dernières législatives remplissant la condition de constitution de groupe parlementaire.

La réunion a été consacrée à l'ordre du jour de la séance du jeudi qui portait sur la formation de la Commission de validation de la qualité de membre, l'adoption de son rapport, puis l'élection du nouveau président de l'APN conformément aux dispositions de l'article 134 de la Constitution et de l'article 11 de la loi organique 16-12 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la Nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement.

"La législature actuelle marque le début d'une étape amorçant l'Algérie nouvelle à laquelle aspirent les Algériens" (Boughali)

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ibrahim Boughali, a affirmé jeudi que la législature actuelle exige de retrousser les manches, car elle marque le début d'une étape amorçant l'Algérie Nouvelle à laquelle aspire le peuple algérien et pour laquelle s'est engagé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. "Notre législature a cela de particulier qu'elle exige de nous de retrousser les manches, car elle marque le début d'une étape amorçant véritablement l'Algérie Nouvelle à laquelle aspire notre peuple et pour laquelle s'est engagé le président de la République lors de sa campagne électorale", a indiqué M. Boughali dans son allocution, à l'issue de son élection à la majorité, président de l'APN. Il a ajouté

qu'avec l'installation de l'APN, "nous consolidons ainsi le processus électoral qui donne la parole au peuple dans le choix de ses représentants après des élections présidentielles transparentes et intégrées et après le référendum sur la Constitution", a indiqué M. Boughali qui souligne que "le pouvoir législatif retrouve aujourd'hui sa place, à travers la confiance placée en nous par les électeurs, en vue de concrétiser leur vœu d'approfondir la démocratie et de relancer le processus de développement global". Dans le même contexte, le président de l'APN s'est engagé à "veiller, en permanence, à la coordination entre les différents groupes parlementaires et avec le Gouvernement, en vue de mener à bien le programme plébiscité par le

peuple et que le président s'est engagé à mettre en œuvre".

Il s'est également engagé à accompagner le président de la République, en tant que Pouvoir législatif dans la concrétisation des objectifs tracés dans son programme, félicitant à l'occasion, le staff gouvernemental, à sa tête le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane qui a été investi de la confiance du Président Tebboune.

M. Boughali a saisi l'occasion pour exprimer sa gratitude et ses remerciements à "l'armée nationale et à tous les corps de sécurité qui veillent à la protection et à la défense de la Patrie, ainsi qu'à la préservation de sa sécurité et de sa stabilité". Il a également salué les efforts

de tous les travailleurs dans les secteurs vitaux, qui sont au service des citoyens en cette conjoncture particulière que traverse le pays à l'instar des différents pays du monde et induite par la pandémie de la Covid-19. M. Boughali a également salué les efforts considérables consentis par les agents de la Protection civile et l'Armée dans la wilaya de Khenchela, suite au déclenchement des incendies ayant ciblé la ressource forestière, se félicitant également de "l'élan de solidarité des citoyens, lequel dénote de leur souci à protéger et à défendre leur pays et ses ressources, en barrant la route aux détracteurs". Pour rappel, une séance plénière sera tenue samedi et sera consacrée à l'adoption de la liste des vice-présidents de l'APN.

Adoption du rapport de la commission de validation de la qualité de membre pour les nouveaux députés

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, jeudi lors de la première séance plénière, le rapport de la commission de validation de la qualité de membre pour les nouveaux députés élus à l'occasion des législatives du 12 juin dernier.

D'après les résultats annoncés par le Conseil constitutionnel le 23 juin dernier, le parti du Front de libération nationale (FLN) avait remporté 98 sièges, suivi des listes indépendantes (84 sièges), du parti Mouvement de la société pour la

paix (MSP) (65 sièges) et du Rassemblement national démocratique (RND) avec 58 sièges.

Le rapport de la commission a fait état de nomination de Samia Moualifi de la circonscription électorale de Bejaïa (FLN) et Hicham Sofiane Salawatchi (Chlef) de la même formation politique en tant que membres au Gouvernement annoncé ce mercredi.

Au terme de l'adoption, la séance a été levée avant de procéder au vote à bulletin secret pour l'élection du président de l'APN après la candi-

dature de deux députés à savoir, Ibrahim Boughali de la liste indépendante "Al-Wihda wa Tadaoul" (Ghardaïa) ainsi que le député du MSP, Ahmed Sadouk (Chlef).

La séance d'aujourd'hui se tient conformément aux dispositions de l'article 134 de la Constitution, de l'article 11 de la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, et de l'article 3 du Règlement intérieur de l'APN.

Rétablir la crédibilité de l'Assemblée pour regagner la confiance du citoyen (Aït Menguellet)

Le député à l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelouahab Aït Menguellet qui a présidé jeudi, en sa qualité de membre le plus âgé, conformément à ce que prévoit la constitution, la première séance de la neuvième législature de l'Assemblée, a appelé à rétablir la crédibilité de la Chambre basse du Parlement pour regagner la confiance du citoyen. "Nous ne pouvons pas travailler en l'absence de confiance mutuelle", a-t-il déclaré à l'adresse des députés, précisant que "le peuple algérien est fatigué des mensonges et de l'hypocrisie, ce qui nous amène à œuvrer au rétablissement de la crédibilité de l'APN pour regagner la confiance du citoyen". "Nous avons une seule Algérie et vous représentez toutes ses régions, (...) nous devons apporter notre appui au président de la République qui a ouvert les portes aux jeunes qui sont l'avenir du pays", a-t-il souligné.

Il a estimé nécessaire de travailler dans un climat de confiance et d'entente au service de l'intérêt du pays loin des intérêts personnels. Il sera procédé comme prévu dans l'ordre du jour de cette séance, à l'appel des candidats suivant la liste remise par le Conseil constitutionnel et à la formation de la Commission de validation de qualité de membre outre l'approbation du rapport de la Commission et l'élection du président de l'APN.

Le Bureau provisoire de l'APN a tenu, mardi dernier, une réunion présidée par le doyen des députés élus, Abdelouahab Aït Menguellet, assisté des plus jeunes députés élus, en l'occurrence, Hamad Ayoub et Bouchlaghem Abdelmoumene, en présence des représentants des partis politiques et du représentant des indépendants qui ont remporté les dernières législatives. La séance de jeudi se tient conformément aux dispositions de l'article 134 de la Constitution et de l'article 11 de la loi organique 16-12 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, et de l'article 3 du règlement intérieur de l'APN.

Adoption de la liste des membres de la Commission de validation de la qualité de membre

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, jeudi à l'unanimité, la liste des membres de la Commission de validation de la qualité de membre, constituée de 20 députés. Cette commission est composée de 5 membres issus du parti du Front de libération nationale (FLN), 4 indépendants, 3 députés du Mouvement de la société pour la paix (MSP), 3 députés du Rassemblement national démocratique (RND), 3 du Front Al-Moustakbal et deux (02) autres du Mouvement El-Bina El Watani.

Au terme de l'adoption, la séance de la matinée a été levée, sachant que la reprise des travaux est prévue à partir de 12h30, en vue de l'adoption du rapport de la

Commission et de l'élection du président de l'APN.

L'APN a ouvert, jeudi matin, ses travaux de la première séance plénière de la 9^{ème} législature, sous la présidence du doyen des députés, Abdelouahab Aït Menguellet, assisté des deux plus jeunes députés, en l'occurrence, Hamad Ayoub et Bouchlaghem Abdelmoumene.

La séance d'aujourd'hui intervient conformément aux dispositions de l'article 134 de la Constitution et de l'article 11 de la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement et à l'article 3 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

GOUVERNEMENT

Le Président Tebboune nomme les membres du nouveau gouvernement conduit par M. Benabderrahmane

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé mercredi les membres du nouveau gouvernement conduit par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a annoncé le porte-parole de la Présidence de la République par intérim, Samir Agoune.

En application des articles 91, 103, 104 et 105 de la Constitution, et sur proposition du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a désigné, en vertu du décret N 21-281 du 26 Dhoul El Qiadha 1442 correspondant au 7 juillet 2021, les membres du gouvernement dont les noms suivent :

- Aïmene Benabderrahmane: Premier ministre et ministre des Finances
- Ramtane Lamamra: Ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger
- Kamal Beldjoud: Ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire
- Abderrachid Tebbi: Ministre de la Justice, garde des Sceaux
- Mohamed Arkab: Ministre de l'Énergie et des Mines
- Ben Attou Ziane: Ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables
- Laïd Lebguia: Ministre des Moudjahidines et des Ayants-droits



- Youcef Belmehdi: Ministre des Affaires religieuses et des Wakfs
- Abdelhakim Belabed: Ministre de l'Éducation nationale
- Abdelbaki Benziane: Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
- Yacine Merabi: Ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels
- Wafa Chaâlal: Ministre de la Culture et des Arts
- Abderezak Sebgaç: Ministre de la Jeunesse et des Sports
- Hocine Charhabil: Ministre de la Numérisation et des Statistiques
- Karim Bibi Triki: Ministre de la Poste et des Télécommunica-

- tions
- Kauthar Krikou: Ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme
- Ahmed Zeghdar: Ministre de l'Industrie
- Abdelhamid Hamdani: Ministre de l'Agriculture et du Développement rural
- Mohamed Tarek Belaribi: Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
- Kamel Rezig: Ministre du Commerce et de la Promotion des exportations
- Ammar Belhimer: Ministre de la Communication
- Kamel Nasri: Ministre des Tra-

vaux publics

- Aïssa Bekkai: Ministre des Transports
- Karim Hasni: Ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique
- Yacine Hammadi: Ministre du Tourisme et de l'Artisanat
- Abderrahmane Benbouzid: Ministre de la Santé
- Abderrahmane Lahfaya: Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
- Basma Azouar: Ministre des Relations avec le Parlement
- Samia Moualfi: Ministre de l'Environnement
- Hicham Sofiane Salawatchi: Ministre de la Pêche et des productions halieutiques
- Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed: Ministre de l'Industrie pharmaceutique
- Nassim Dhiafat: Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro Entreprise
- Yacine El-Mahdi Walid: Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Économie de la connaissance et des startups
- Yahia Boukhar: Secrétaire général du Gouvernement.

GOUVERNEMENT-INSTALLATION

Lamamra met en avant la portée de l'action proactive dans la politique étrangère de l'Algérie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a mis en avant, jeudi à Alger, la portée de l'action proactive dans la politique étrangère, et les priorités de la diplomatie algérienne chargée d'œuvrer dans le sens de l'unification des rangs dans la région, du maintien et du renforcement de son rôle pionnier sur le continent africain. "Nous assistons à une instabilité et à des changements imprévisibles aux niveaux régional et international, d'où l'importance de l'action proactive qui nous érigerait en acteurs influents sur la scène internationale et nous permettrait d'apporter notre contribution, comme par le passé, à l'instar des pays dont l'influence sur le cours des événements les plus importants dans l'histoire de la communauté internationale dépasse de loin leur poids économique ou leur dimension géographique", a déclaré M. Lamamra à l'issue de sa installation dans ses nouvelles fonctions à la tête de la diplomatie algérienne. "Fort de sa glorieuse Histoire et du génie de son peuple et grâce aux engagements de ses dirigeants, l'Algérie a de tout temps été l'initiatrice d'événements remarquables et a su marquer de son empreinte l'histoire de cette Nation et celle de la communauté internationale, voire de l'Humanité tout entière", a-t-il soutenu.

"Les engagements de l'Algérie sont connus de tous. Nous poursuivons notre action dans la région à laquelle nous appartenons et qui ne se porte pas aussi bien que nous le souhaitons, une région qui avance à pas sûrs vers l'unité et l'intégration. Mais, les conflits existants, en l'occurrence celui du Sahara occidental et la crise libyenne, influent sur l'action d'unification des rangs et le bond vers l'intégration et l'unité escomptées", a-t-il fait remarquer.

Marquer l'Histoire par la clairvoyance, l'intelligence et le sens de responsabilité

"L'Algérie, de par son histoire, son poids et ses responsabilités, est prête plus que jamais à tirer les pays de la région pour les aider à décoller à nouveau et avec force vers la réalisation de cet objectif escompté", a affirmé le chef de la diplomatie algérienne.

"Ce n'est point en fomentant des crises, en œuvrant à leur aggravation ou en imposant le fait accompli qu'on marque l'Histoire, mais plutôt en faisant preuve de clairvoyance, d'intelligence et de sens de responsabilité, autant

de facteurs qui devraient sous-tendre l'action de toutes les parties dans notre région aux fins de créer un climat favorable à même d'assurer un avenir meilleur à tous les peuples sans exclusive aucune", a-t-il souligné. S'exprimant sur la crise libyenne, M. Lamamra a affirmé que "l'action de l'Algérie pour le soutien aux frères Libyens et leur orientation vers une issue de crise à la faveur de la paix, de la fraternité, de l'union des rangs et d'un régime démocratique auquel aspire le peuple libyen frère, exige davantage d'engagement et de disponibilité à répondre aux exigences des parties et de l'Etat libyens, un Etat en lequel nous croyons toujours et nous ne ménagerons aucun effort pour la consolidation de ses orientations et de ses décisions souveraines". "Nous sommes entièrement disponibles à consacrer les liens de fraternité avec tous les pays arabes frères, et aspirons à un sommet arabe réussi dans un avenir proche", a souligné, par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères.

Dans ce contexte, M. Lamamra a précisé que "la cause palestinienne sacrée est le ciment de la cohésion des peuples et des pays arabes", ajoutant que "l'Algérie demeure fermement attachée à l'esprit de l'initiative arabe de paix, et estime que nonobstant la différence de position de certains pays concernant les actions à mener, il est un champ plus large de rapprochement des rangs en se conformant à l'esprit de cette initiative, qui fut un bel acquis de solidarité arabe et de sens de responsabilité vis-à-vis de la paix".

"Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le peuple palestinien est l'initiateur de la paix et celui qui s'y intéresse le plus, mais la paix est désormais la responsabilité de la communauté

internationale tout entière. Toutes les parties sont appelées à s'attacher aux principes sous-tendant une paix juste et globale dans la région, ce qui exige la reconnaissance de l'Etat indépendant de Palestine avec Al-Qods pour capitale et la libération de tous les territoires arabes occupés dont le Golan", a poursuivi le ministre.

"C'est ainsi que les pronostics de l'initiative arabe et les contours tracés par les orientations de l'action arabe commune constitueront une sortie de la crise au Moyen-Orient et dans le monde arabe, où les situations et les tensions ont longtemps entravé la fédération des potentialités et leur exploitation à des fins de développement". Sur le plan africain, M. Lamamra a tenu à préciser que "l'Algérie joue un rôle pionnier", ajoutant que de nombreux peuples africains attendent de l'Algérie "de faire plus". Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est engagé dans ce sens et l'Algérie s'érigera en pays pivot qui agira, comme par le passé, en ce qui concerne l'exportation de la paix, de la stabilité et de la sécurité à travers le continent africain, à commencer par l'espace sahélo-saharien, jusqu'aux foyers de tension partout dans le continent", a déclaré M. Lamamra. "L'espace africain est partie intégrante de l'identité, du destin et de l'avenir de l'Algérie, notamment à la lumière de l'intégration économique africaine et de la diplomatie économique qui place les opérateurs économiques publics et privés algériens devant le défi de se déployer au sein du continent africain, et d'établir des relations fortes alliant solidarité et fraternité, tout en veillant à la sécurité de l'Algérie et des régions où elle détient des intérêts".

M. Tebbi prend ses fonctions à la tête du ministère de la Justice

M. Abderrachid Tebbi a pris, jeudi, ses nouvelles fonctions de ministre de la Justice, Garde des Sceaux, en remplacement de M. Belkacem Zeghmami, suite à l'annonce, mercredi, de la composante du nouveau Gouvernement dirigé par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

Dans son allocution lors de la cérémonie de passation des pouvoirs tenue au siège du ministère, M. Tebbi a exprimé toute sa reconnaissance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour "la confiance placée en sa personne", en s'engageant à ne ménager aucun effort pour être à la hauteur de cette confiance et apporter "un plus à ce secteur sensible". Le nouveau Garde des Sceaux a salué, en outre, les efforts consentis par son prédécesseur, en dépit de la conjoncture exceptionnelle ayant marqué le pays pendant deux années difficiles, notamment dans les volets politique, économique et sanitaire, ajoutant que ce poste représente "une lourde responsabilité et la promotion du secteur exige un travail dévoué et loyal en vue de réaliser les aspirations du citoyen en cette étape cruciale et décisive que traverse le pays".

M. Tebbi s'est dit conscient des "défis à relever dans le secteur de la justice qui exige du corps de la justice l'unification des rangs et davantage d'efforts pour répondre aux aspirations des citoyens à une justice indépendante et neutre, une justice qui garantit les droits et protège les libertés". Concernant l'indépendance de la justice, M. Tebbi a rappelé que la réalisation de cet objectif compte parmi "les principaux axes du programme du président de la République et figure en tête des priorités, dont il s'est engagé, à plusieurs occasions, à consacrer et à protéger et concrétiser lors du récent amendement de la Constitution".

"Les démarches engagées par le président de la République à cet effet, lesquelles ont été exprimées dans son dernier discours destiné à la Nation sont positives et saluables, d'autant qu'il a affirmé, à travers ses démarches, l'édification d'une Algérie nouvelle en allant de l'avant à un rythme accéléré via le dialogue, la consultation et la participation de tout un chacun", a-t-il dit. Partant, un feuille de route du secteur devra être mise en place pour compléter cette volonté sincère, tout en œuvrant dans un climat de calme et de sérénité pour permettre à chaque fonctionnaire du secteur de travailler dans des conditions propices", a poursuivi M. Tebbi. Selon le nouveau ministre, les efforts devront être axés prochainement sur "l'élaboration de nouveaux textes juridiques à même de les adapter au dernier amendement constitutionnel, notamment en ce qui concerne le Statut de la magistrature, la loi organique fixant la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), les lois organiques relatives au fonctionnement de la Cour suprême et ses compétences ainsi qu'une déontologie de la profession qui permet de mettre en place les normes déontologiques à respecter afin d'éviter les soupçons qui pourraient porter atteinte à la dignité et la réputation de la magistrature. "La restitution d'actes issus des crimes de corruption constituera un autre défi à relever, et ce, à travers le recours à toutes les voies possibles pour le recouvrement des deniers publics détournés par le passé dans le cadre d'un effort national visant à récupérer les richesses de la Nation comme l'a promis le président de la République". Pour rappel, M. Tebbi a occupé le poste de premier président de la Cour suprême avant d'être désigné au poste de ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

M. Ben Attou Ziane prend ses fonctions à la tête du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables

Le nouveau ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Ben Attou Ziane, a pris, jeudi, ses nouvelles fonctions, en remplacement de Chems Eddine Chitour, et ce, au lendemain de l'annonce de la composante du nouveau gouvernement dirigé par Aïmene Benabderrahmane. La cérémonie de passation de pouvoirs s'est déroulée au siège du ministère en présence de responsables et de cadres du secteur. Né le 9 août 1960 à Sidi Belabès, M. Ben Attou Ziane est titulaire d'un doctorat en médecine en 1987 de l'université d'Oran et diplômé de l'Université de Louvain (Belgique) en 1996. Il a occupé le poste de professeur en pneumologie à l'université d'Oran depuis 2011 et compte à son actif plusieurs publications et contributions scientifiques. Pr Ziane a occupé, en outre, plusieurs postes dont chef de service au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Tlemcen, et ce, de 2014 jusqu'à sa désignation à la tête du ministère.

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les Finances à la charge du Premier ministre, 15 ministres reconduits et retour de Ramtane Lamamra

La mission du nouveau Gouvernement, dont la composante a été annoncée mercredi, semble être économique par excellence du fait que le secteur des Finances sera dirigé par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, lui-même.

Selon la liste des membres du Gouvernement annoncée par le porte-parole de la Présidence de la République par intérim, Samir Aggoune, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a chargé M. Benabderrahmane, qu'il a nommé dernièrement Premier ministre, du secteur des Finances. Cette liste comporte aussi le nom du diplomate Ramtane Lamamra, qui signe son retour à la tête du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale établie à l'étranger. Concernant les ministères de souveraineté, Kamal Beldjoud a été reconduit comme ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, alors que le secteur de la Justice est désormais dirigé par l'ancien premier président de la Cour suprême, Abderrachid Tebbi, nommé ministre de la Justice, garde des Sceaux. Quinze ministres ont été



reconduits dans ce nouveau Gouvernement, comme le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, et le ministre

de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, dont le portefeuille se limitera désormais à la santé, sans plus.

Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer, a été reconduit mais sans la tâche de porte-parole du Gouvernement. Le nombre des ministres délégués a été réduit de cinq, à seulement deux, à savoir le ministre délégué auprès du Premier mi-

nistre chargé de la Micro-Entreprise, Nassim Dhiafat, et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des startups, Yacine El-Mahdi Walid. La représentation féminine au sein du nouveau Gouvernement comporte quatre noms, en l'occurrence Kaouthar Krikou, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Wafa Chaâlal, ministre de la Culture et des Arts, Basma Azouar, ministre des Relations avec le Parlement, et Samia Moualfi, ministre de l'Environnement.

Enfin, des départements ministériels ont changé d'appellation comme le ministère de la Santé, le ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, une préoccupation de l'heure, et le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Abderezak Sebgag prend ses fonctions de ministre de la Jeunesse et des Sports

Le nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezak Sebgag a pris jeudi ses fonctions à la tête du ministère, en remplacement de Sid Ali Khaldi, lors d'une cérémonie organisée en présence des cadres du secteur.

"Je tiens, tout d'abord, à remercier le président de la République et le Premier ministre pour la confiance qu'ils ont placée en ma personne pour me permettre d'accomplir mon devoir et servir le pays dans ce secteur sensible qui concerne une grande partie de la société algérienne", a indiqué M.

Sebgag dans une allocution prononcée à cette occasion en présence de la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite sortante, Salima Souakri. Et d'ajouter: "grâce aux compétences du secteur et une approche participative dans la gestion du secteur, j'espère que nous soyons tous à la hauteur de la mission au service des sportifs algériens". M. Sebgag a remercié le ministre sortant et Mme. Souakri pour son apport au secteur. "Nous coopérons tous pour le développer ce secteur et concrétiser les objectifs tracés par les pouvoirs publics et la jeunesse algérienne", a-t-il dit.

Pour sa part, le ministre sortant Khaldi a déclaré: "De prime abord, je me réjouis d'adresser mes remerciements et ma reconnaissance au Président de la République d'avoir placé sa confiance en ma personne et m'a permis de servir mon pays 18 mois durant où j'ai pu ouvrir des chantiers structurels visant à promouvoir la jeunesse et développer les sports. Ensuite, je félicite le Premier ministre et lui souhaite réussite".

De son côté, Mme Souakri a adressé ses remerciements au Président de la République pour la confiance placée en sa personne au service des sports d'élite, félicitant le nouveau ministre et lui souhaitant réussite dans l'accomplissement de ses fonctions. A pris part à cette cérémonie le président du Comité olympique et sportif algérien, Abderrahmane Hammad.

M. Salaouatchi prend ses fonctions de ministre de la Pêche et des Productions halieutiques

M. Hichem Sofiane Salaouatchi a pris jeudi ses fonctions de ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, en remplacement de M. Sid Ahmed Ferroukhi au lendemain de l'annonce de la composante du nouveau gouvernement dirigé par Aïmene Benabderrahmane.

La cérémonie de passation de pouvoirs s'est déroulée au siège du ministère à Alger en présence des cadres de ce département ministériel. Après avoir remercié le Président de la République pour la confiance placée en sa personne, M. Salaouatchi s'est engagé à "poursuivre le processus d'édification du secteur de la Pêche", étant un secteur "stratégique sur le plan socio-économique eu égard à son rapport avec la sécurité alimentaire, l'industrie, la recherche scientifique et l'innovation".

Appelant les cadres du secteur à consentir "davantage d'efforts et à œuvrer à la poursuite de son édification et à l'accélération du rythme", M. Salaouatchi a dit être "un défenseur de l'édification et de la continuité". De son côté, M. Ferroukhi a rappelé que "le secteur de la Pêche et des productions halieutiques entame aujourd'hui sa deuxième étape dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie tracée", invitant les cadres du secteur à déployer davantage d'efforts en vue de poursuivre le processus de développement du secteur. Docteur en gestion, M. Salaouatchi a occupé plusieurs postes, le dernier en date étant directeur central chargé du développement technologique à la direction de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. M. Salaouatchi a été élu en tant que député à l'Assemblée populaire nationale (APN) lors des législatives du 12 juin dernier, du parti du Front de libération nationale (FLN) dans la wilaya de Chlef, avant d'être nommé ministre de la Pêche et des Productions halieutiques.

M. Yacine Hammadi prend ses fonctions à la tête du ministère du Tourisme et de l'Artisanat

M. Yacine Hammadi a pris, jeudi, ses nouvelles fonctions à la tête du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, en remplacement de M. Mohamed Ali Boughazi suite à l'annonce, mercredi, de la composante du nouveau Gouvernement dirigé par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Lors de la cérémonie de passation de pouvoirs tenue au siège du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, en présence des cadres du secteur, le nouveau ministre a exprimé "toute sa considération et sa reconnaissance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour la confiance placée en sa personne pour assurer la gestion de ce secteur stratégique et important qui constitue un levier du développement économique et de la croissance". M. Hammadi s'est engagé à "poursuivre les efforts et du travail en vue de proposer un plan permettant au secteur de faire face aux défis actuels à la faveur d'une coopération complémentaire avec tous les acteurs". Le nouveau ministre a également fait part de sa "disponibilité à intensifier les efforts visant à promouvoir le tourisme domestique et à exploiter ses divers atouts pour faire la promotion de la destination Algérie aux niveaux, local et international". M. Boughazi a pour sa part félicité le nouveau ministre, en lui souhaitant "succès et réussite dans les missions dont il est investi".

M. Lahfaya prend ses fonctions à la tête du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Abderrahmane Lahfaya a pris ses fonctions, jeudi à Alger, à la tête du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale au sein du Gouvernement du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et ce en remplacement de M. El-Hachemi Djaoubou. S'exprimant lors de la cérémonie de passation de pouvoirs tenue au siège du ministère en présence des cadres du secteur, M. Lahfaya a appelé tout un chacun à "adhérer dans le processus de concrétisation et de suivi des projets, et le parachèvement des engagements du président de la République pour contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle". Le nouveau ministre a adressé ses remerciements au président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour la confiance placée en sa personne en lui confiant la responsabilité d'un secteur aussi "important et sensible". En tant que cadre du secteur, ajoute M. Lahfaya, "je suis au fait de ce qui a été accompli et des défis qui nous attendent notamment en ce qui concerne la préservation du système national de sécurité sociale, l'amélioration des mécanismes de médiation, l'accompagnement en matière d'emploi, la mise en place d'un climat favorable à même de faciliter la création des activités en vue de promouvoir le dialogue social et ses mécanismes", ajoutant qu'il s'agit également de "contrôler l'application de la législation et de la réglementation relatives aux conditions du travail de la sécurité sociale". Pour rappel, M. Lahfaya occupait le poste de directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS).

Mme Samia Moualfi prend ses fonctions à la tête du ministère de l'Environnement

La nouvelle ministre de l'Environnement, Mme Samia Moualfi a pris jeudi ses nouvelles fonctions, en remplacement de Dallila Boudjemaa, et ce, suite à l'annonce de la composante du nouveau gouvernement dirigé par Aïmene Benabderrahmane. La cérémonie de passation de pouvoirs s'est déroulée au siège du ministère en présence de responsables et de cadres du secteur. A cette occasion, Mme Moualfi a adressé ses remerciements au "président de la République pour la confiance qu'il a placée en sa personne, ainsi qu'au Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Affirmant qu'"elle poursuivra les efforts consentis à la tête du ministère à même de poursuivre le progrès réalisé par ce secteur", Mme Moualfi a souligné qu'"elle ne ménagera aucun effort dans ce sens". Elle a, également, appelé tous les cadres et les responsables du ministère et des instances relevant du secteur à "conjuguer les efforts pour être au service du secteur de l'Environnement". Titulaire d'un doctorat en Droit, la nouvelle ministre est avocate agréée auprès de la Cour Suprême et le Conseil d'Etat.

Elle a obtenu un siège à l'Assemblée populaire nationale (APN) suite aux législatives du 12 juin dernier après avoir été candidate à la liste du parti du Front de la libération nationale (FLN) à la wilaya de Bejaia avant d'être désignée ministre de l'Environnement. Mme Moualfi avait occupé le poste de député à l'APN durant la période législative entre 2002 et 2007.

M. Aïssa Bekkai prend ses fonctions à la tête du ministère des Transports

Le nouveau ministre des Transports, Aïssa Bekkai a pris ses fonctions jeudi au lendemain de la désignation des membres du nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. M. Bekkai a été nommé à la tête du ministère des Transports en remplacement de M. Kamel Nasri qui occupait le poste de ministre des Travaux publics et des Transports dans le gouvernement sortant. La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence des responsables des établissements et instances relevant du secteur. Né le 14 août 1964 à Hassi Bahbah (Djelfa), M. Bekkai a obtenu son doctorat en droit des affaires en 2019. En 2018, il a occupé le poste de Directeur de la régulation et de la réglementation des activités au ministère du Commerce avant sa nomination, janvier 2020, ministre délégué chargé du Commerce extérieur.

M. Ahmed Zeghdar, nouveau ministre de l'Industrie, prend ses fonctions

Le nouveau ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a pris, jeudi, ses nouvelles fonctions en remplacement de Mohamed Bacha, au lendemain de l'annonce de la composante du nouveau Gouvernement dirigé par Aïmene Benabderrahmane. La cérémonie de passation de pouvoirs s'est déroulée au siège du ministère de l'Industrie en présence des cadres du secteur. A cette occasion, le nouveau ministre a adressé ses remerciements au président de la République "pour la confiance placée en sa personne". Qualifiant sa nouvelle mission à la tête du secteur de "lourde responsabilité", M. Zeghdar a indiqué que "l'industrie est la locomotive de la croissance économique et la vitrine de la souveraineté de l'Etat, c'est aussi un facteur de réponse aux besoins des citoyens". Le nouveau ministre a passé en revue les grandes lignes de son plan d'action, visant à donner un nouvel élan au secteur notamment en "relançant les grandes entreprises industrielles publiques et les groupes industriels importants ainsi que la gestion des zones industrielles et d'activité et les pôles compétitifs". Après avoir affirmé qu'il ne ménagera aucun effort pour que "nos entreprises industrielles atteignent la créativité et l'innovation technologique à même de renforcer leur compétitivité", M. Zeghdar a ajouté: "nous allons opter pour le développement de nos start-up innovantes dans le secteur et la pérennité et la protection des entreprises". Son plan d'action tend également à "développer les branches industrielles équilibrées financièrement et qui jouissent d'une activité positive, notamment celles à caractère prioritaire dans le programme du président de la République et à impact direct dans la création de la richesse et de l'emploi".

ENERGIE

Le pétrole devrait continuer à constituer une partie cruciale du bouquet énergétique mondial (SG de l'Opep)

Le pétrole devrait continuer à constituer une partie "cruciale" du bouquet énergétique mondial actuel et futur, a estimé mercredi le Secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Mohammad Sanusi Barkindo.

S'exprimant lors du 4e atelier technique sur le changement climatique organisé par vidéoconférence, M. Barkindo a indiqué que "le pétrole devrait continuer à constituer une partie cruciale du bouquet énergétique mondial actuel et futur, compte tenu de la croissance attendue de l'économie mondiale, de la population et de la demande énergétique".

Dans ce sens, il a souligné que "la stabilité énergétique est et restera vitale pour notre mode de vie", assurant que "l'industrie pétrolière a toujours été un leader en matière d'innovation et d'efficacité, ce qui peut aider à élaborer des solutions inclusives, justes et équitables au changement climatique dans le contexte du développement durable".

A cet effet, M. Barkindo a rappelé "l'engagement des pays membres de l'Opep face aux principaux problèmes mondiaux, tels que le changement climatique et la nécessité d'un développement durable", ajoutant que les 13 membres de l'organisation "continuent de contribuer positivement aux efforts mondiaux en vertu des principes d'équité et de responsabilités communes".

Rappelant des récents développements de l'industrie en lien avec les questions environnementales et la transition énergétique, M. Barkindo a insisté sur "l'importance de garantir un approvisionnement en énergie abordable et durable", estimant que "la pauvreté énergétique est un problème qui nécessite une réponse collective de toutes les parties prenantes impliquées". "L'ampleur de ce défi nécessite un portefeuille d'options énergétiques, y compris des ressources abondantes et économiques comme le pétrole et le gaz.

La reprise post-Covid ne sera pas complète tant que des centaines de millions de personnes vivront dans la pauvreté énergétique", a-t-il averti.

Dans ce sillage, il a annoncé que le Secrétariat de l'Opep prépare actuellement la première table ronde ministérielle sur l'énergie, le climat et le développement durable pour les pays producteurs de pétrole, prévue le 6 septembre prochain.

"La table ronde est le premier événement du genre organisé dans le cadre de la Charte de coopération.

Il réunira des ministres et une large coalition d'acteurs mondiaux de l'énergie qui joueront un rôle crucial dans la transition énergétique", a-t-il expliqué.

AGRICULTURE - PRODUCTION Céréales : une nouvelle carte de production en cours d'élaboration

Six groupes de travail ont été désignés mercredi pour l'élaboration de la nouvelle carte de production des céréales, ainsi que le nouveau dispositif de soutien et d'accompagnement des producteurs des blés notamment le blé dur, a indiqué le ministère de l'Agriculture et du développement rural dans un communiqué.

Ces groupes ont été désignés lors d'une réunion travail, tenue au siège du ministère, en présence des cadres de ce département, ceux des instituts techniques, des membres du Conseil national interprofessionnel de la filière céréales, des multiplicateurs de semences, ainsi que des spécialistes en la matière, a précisé la même source.

La réunion s'inscrit dans le cadre de la préparation de la prochaine campagne labours semailles et en application des orientations du président de la République, ainsi que la mise en œuvre de la feuille de route du secteur pour la période 2020-2024, explique le ministère.

A cet effet, six groupes de travail ont été désignés afin d'élaborer, dans un délai d'une semaine, le plan opérationnel des nouvelles mesures à prendre concernant notamment l'identification des zones potencieuses de production des blés notamment le blé dur, le dispositif de soutien et d'accompagnement des agriculteurs et des investisseurs, la production des semences, l'impact économique de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif aussi bien en terme de production qu'en terme de réduction de la facture d'importation, selon le communiqué.

ENERGIE ET MINES

M. Arkab se réunit avec les cadres du secteur

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a tenu jeudi une réunion avec les cadres du secteur, durant laquelle il a évoqué les défis énergétiques auxquels fait face le pays et les efforts à consentir pour les relever, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion s'est déroulée au siège du ministère en présence du Président directeur général (P-dg) du Groupe Sonatrach, du représentant du P-dg du Groupe Sonelgaz, du président de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), du P-dg du Groupe Manadjim El Djazair (MANAL), du président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), de la présidente de l'Agence du service géologique d'Algérie (ASGA) et des cadres du ministère, souligne la même source.

Exprimant "ses remerciements et sa reconnaissance" au président de la République pour la confiance renouvelée en sa personne, M. Arkab a affirmé "la poursuite de l'action et des efforts au service du pays et de la population".

La croissance et le progrès du secteur de l'énergie et des mines "n'au ront lieu sans la conjugaison des efforts de tous les opérateurs, une démarche qui se



répercutera positivement sur l'économie nationale et permettra d'assurer une vie digne et stable à tous les citoyens", a-t-il ajouté.

Le secteur, poursuit M. Arkab, fait face à plusieurs défis notamment dans le domaine des hydrocarbures, d'où la nécessité de développer les champs pour augmenter la production par Sonatrach seul ou dans le cadre du partenariat et ce conformément à la nouvelle loi sur les hydrocarbures, ainsi que de relancer les projets pétrochimiques en vue de couvrir les besoins nationaux et réduire les importations. Il a relevé la

grande importance du programme de dessalement d'eau de mer comme alternative face à la rareté des eaux à court et à moyen termes. En matière d'énergie électrique, le ministre s'est dit soucieux de développer et d'élargir le réseau national du transport d'électricité de haute et très haute tension, notamment vers le Sud en poursuivant le raccordement des zones d'ombre, des exploitations agricoles et industrielles productives au réseau électrique et gazier.

Il a appelé à saisir les opportunités d'investissements offertes dans le conti-

nuent africain et à promouvoir l'intégration du système électrique et énergétique avec l'Europe.

Il s'agit également d'assurer une meilleure exploitation économique des grandes richesses minières dont recèle le pays à même de créer une richesse et une plus value ainsi que de l'emploi pour les jeunes et les diplômés.

M. Arkab a mis l'accent sur la nécessité d'exploiter pour de vrai la nouvelle mine de Gara Djebilet et de parachever toutes les mesures relatives au lancement du projet de phosphate tout en oeuvrant à développer et à élargir tous les projets miniers.

Le ministre a abordé d'autres volets comme l'énergie nucléaire destinée à la production d'électricité, la protection de l'environnement, les installations énergétiques, l'encouragement de l'intégration nationale dans le secteur de l'énergie et des mines, la numérisation, l'utilisation des technologies de pointe, l'organisation administratives des directions de l'énergie et des mines et le soutien au startup.

AGRICULTURE - DÉVELOPPEMENT - SEMENCES Cultures stratégiques: les agriculteurs invités à s'approvisionner en semences et engrais

Le ministère de l'Agriculture et du développement rural a invité jeudi dans un communiqué les agriculteurs et les exploitants agricoles intéressés par le programme de développement des cultures stratégiques, notamment celle du maïs, à se rapprocher de ses services pour s'inscrire en vue de s'approvisionner en semences et engrais et de bénéficier d'incitations.

Cette opération entre dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur de l'Agriculture et du

développement rural pour la période 2020-2024, a ajouté la même source.

"Les agriculteurs et les exploitants agricoles intéressés par le programme de développement des cultures stratégiques, notamment celle du maïs, sont priés de se rapprocher des directions et départements des services agricoles de leurs wilayas pour s'inscrire en vue de s'approvisionner en semences et engrais dans les délais fixés et de bénéficier des incitations prévues par le ministère de tutelle", a précisé le com-

munié. Le ministère a, dans ce cadre, assuré aux agriculteurs et opérateurs que l'Office national des aliments du bétail (ONAB) assurera l'achat de la récolte de maïs qui entre dans la production des aliments du bétail, ainsi que son acheminement vers les unités de transformation. Le communiqué a, par ailleurs, indiqué que le développement de ces agricultures stratégiques permettra d'augmenter la production nationale et de réduire la facture des importations.

DROITS DE L'HOMME - CNDH - ATELIER Un webinaire sur le rôle des indicateurs des droits de l'homme dans la réalisation du développement durable

Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a organisé jeudi un webinaire sur l'activation de la méthode des droits de l'Homme des données et des indicateurs dans la réalisation du développement durable.

Ont pris part à ce webinaire les représentants de 13 organes et secteurs ministériels sous forme de groupes en charge de collecter les données et les statistiques en vue d'évaluer les droits de l'homme et réaliser les objectifs du développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

Ce webinaire vise à déterminer les moyens d'usage de méthodes basées sur les droits de l'homme y compris les objectifs du développement durable dans le fonctionnement du CNDH et du Centre national des statistiques. Le président du

NNDH, Bouzid Lezhari a estimé dans son allocution que cette rencontre était "un bon départ" pour réaliser le développement durable, soulignant l'impératif de ne pas faire de distinction en matière de droits de l'homme.

Il a rappelé que 98 % des enfants sont scolarisés en Algérie dans le cadre de la consécration du droit à l'Éducation, à l'enseignement et aux droits socioéconomiques". Concernant les critiques et les observations soumises au CNDH, M. Lezhari a déclaré "nous n'avons aucun problème en matière des droits civils ou droits socioéconomiques et ce en vue de corriger le processus", relevant que le CNDH est doté d'une commission chargée de la société civile. A cette occasion, M.

Lazhari a appelé les organisations de la société civile à présenter leur vision et les suggestions concernant la situation des droits de l'homme en Algérie, soulignant qu'"il avait reçu avec satisfaction des rapports contenant des critiques de la situation des droits de l'homme", avant de relever "une forte volonté politique pour se préoccuper davantage des droits de l'homme en Algérie conformément à la Constitution". Lors de cette rencontre, les représentants du ministère de la Numérisation et des Statistiques, du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), de l'Office national des statistiques (ONS) et du ministère du Travail et de la Sécurité sociale sont intervenus sur les expériences et les

acteurs gouvernementaux en Algérie ainsi que la feuille de route concernant la collecte de données sur les droits de l'homme.

La représentante du Haut-Commissariat pour les droits de l'homme et du bureau régional de MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), Rouwaida Al Hadj, a mis en avant, dans son intervention, les efforts de l'Algérie en matière de droits de l'homme, estimant qu'elle est "en progression constante". De son côté, l'Ambassadeur onusien résident en Algérie a salué le rapport soumis par l'Algérie en 2019 à titre volontaire et sa mise en œuvre du plan de développement durable, formulant le souhait de voir l'Algérie poursuivre ses efforts dans ce domaine.

SOMMET DU G20

Réunion du G20 Finances pour débattre de la réforme de la taxation des multinationales

Le G20 Finances s'est ouvert vendredi à Venise sous haute sécurité, avec au centre des débats la réforme de la taxation des multinationales, qui ambitionne de mettre fin aux paradis fiscaux en instaurant un impôt mondial d'au moins 15% sur les bénéficiaires.

Sous présidence italienne, les grands argentiers des dix-neuf pays les plus riches du monde et de l'Union européenne se retrouvent en présentiel pour la première fois depuis leur réunion de février 2020 à Ryad, au tout début de la pandémie de coronavirus.

Les pays du G20 ont déjà tous adhéré au cadre général de la réforme sous l'égide de l'Organisation de développement et de coopération économique (OCDE), le 1er juillet, mais ils doivent désormais afficher "un accord politique" pour l'endosser.

Selon un projet de communiqué encore en discussions à Venise, les ministres des Finances du G20 devraient "approuver" cet accord "historique sur une architecture fiscale internationale plus stable et plus équitable". Négociée depuis des années, cette réforme porte sur deux piliers: l'instauration d'un taux minimal mondial et un système visant à répartir de manière plus juste l'impôt sur les multinationales en fonction des bénéfices réalisés dans chaque pays, indépendamment de leur établissement fiscal.

Ce dernier volet concerne surtout les géants d'internet, les fameux Gafa (Google, Amazon, Facebook et Apple), enclins à pratiquer l'optimisation fiscale en établissant leur siège là où l'imposition est la plus faible. Le ministre



britannique des Finances Rishi Sunak, dont le pays préside le G7, a appelé vendredi ses homologues du G20 à "se mobiliser" et "faire en sorte que les derniers détails de l'accord soient réglés d'ici octobre". Plusieurs pays, dont la France, les Etats-Unis et l'Allemagne, militent pour un taux supérieur à 15%, mais il ne devrait pas bouger avant la prochaine réunion du G20 en octobre.

"La France va se battre avec beaucoup de force pour que le taux de la taxation minimale soit supérieur à 15%", a déclaré à la ministre française de l'Economie Bruno Le Maire. Les dirigeants du G7 avaient annoncé lors de leur sommet en juin vouloir mobiliser 100 milliards de dollars de cette émission pour aider les pays défavorisés,

surtout en Afrique, à rebondir après la pandémie. Selon le projet de communiqué, le G20 appelle de ses vœux "des contributions de tous les pays en mesure de le faire pour atteindre un objectif ambitieux en faveur des pays vulnérables", sans fixer toutefois un montant. Autre sujet à l'ordre du jour, le changement climatique. La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a appelé vendredi ses homologues du G20 à prendre des mesures "immédiates" pour "décarboner l'économie mondiale", "principal défi de la politique internationale".

Selon elle, les pays du G20 "sont responsables de 80% des émissions de CO2 et il est de notre responsabilité d'agir dès maintenant".

PRIX DU PÉTROLE

Le Brent en hausse à 74,8 dollars

Les prix du pétrole remontaient encore vendredi, rassurés par la baisse des réserves américaines de brut, mais le marché restait inquiet de l'absence d'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de leurs alliés (Opep+).

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 74,80 dollars à Londres ce matin (10h40), en hausse de 0,92% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour août prenait 1,15%, à 73,78 dollars.

Le WTI, référence amé-

ricaine, est temporairement passé jeudi sous les 71 dollars avant de remonter avec la baisse des stocks américains", commente Ipek Ozkardeska, analyste chez SwissQuote. Les stocks de brut ont plongé de 6,9 millions de barils (MB), à 445,5 MB, pour la semaine close le 2 juillet, selon le rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Mais si cette preuve d'une forte demande du premier consommateur mondial de pétrole a un peu consolé les investisseurs, l'or noir reste parti pour

enregistrer sa première baisse hebdomadaire depuis fin mai (-1,8% pour le Brent comme pour le WTI). Le marché est affecté "par la crainte que les grands producteurs pompent au-dessus de leurs quotas en raison des problèmes qui plombent l'Opep+", fait savoir Sukrit Vijayakar, analyste chez Trifecta Consultants. Les meneurs de l'alliance de producteurs, l'Arabie saoudite et la Russie, avaient proposé d'ouvrir légèrement les vannes pour répondre à la demande montante alors que l'écono-

mie mondiale redémarre après la pandémie de Covid-19. Les Emirats arabes unis ont demandé à revoir à la hausse leur niveau de production de base, pour pouvoir pomper encore plus, et les 23 pays de l'Opep+ ont annulé leur réunion en début de semaine.

Par ailleurs, "les inquiétudes sur le variant Delta, qui pourrait provoquer une nouvelle vague à travers le monde, ont provoqué une vente massive des actifs à risque cette semaine", ce qui a pesé sur le prix du pétrole, ajoute le même analyste.

ORGANISATION - FMI

Feu vert du conseil d'administration du FMI à l'augmentation de ses capacités de prêts

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international a donné son aval jeudi à l'augmentation des réserves et des capacités de prêt de l'institution de 650 milliards de dollars, nouveau pas vers l'approbation finale, a annoncé vendredi la directrice générale du FMI.

Cette proposition doit encore obtenir l'approbation du conseil des gouverneurs du FMI, a précisé Kristalina Georgieva, en marge du G20 qui se tient à Venise, en Italie, vendredi et samedi.

"Le conseil d'administration du FMI a souscrit hier (jeudi) à ma proposition de procéder à une nouvelle allocation générale de DTS (droits de tirages spéciaux) équivalant à 650 milliards de dollars, soit la plus élevée de l'histoire de l'institution, pour faire face aux besoins globaux de réserves à long terme durant cette crise (provoquée par la pandémie), la pire depuis la Grande Dépression", a déclaré la dirigeante dans un communiqué.

"Je vais maintenant présenter la proposition (...) au conseil des gouverneurs

du FMI pour examen et approbation", a-t-elle ajouté. Si la proposition est approuvée, l'allocation de DTS sera effectuée "d'ici la fin du mois d'août", a-t-elle dit. "Cette allocation constitue une bouffée d'oxygène pour le monde.

Elle accroîtra les liquidités et les réserves de tous nos pays membres, renforcera la confiance et favorisera la résilience et la stabilité de l'économie mondiale", estime en outre Mme Georgieva qui avait dévoilé cette proposition en mars dernier. En 2009, une allocation de DTS avait contribué à la reprise après la crise financière mondiale. Mme Georgieva s'est dit "convaincue" que celle-ci aura un effet bénéfique "similaire".

Elle a en outre expliqué que le dialogue va se poursuivre "activement (...) dans les mois à venir pour déterminer comment, de manière viable, les pays plus riches pourraient volontairement redéployer leurs DTS au profit des pays plus pauvres et plus vulnérables afin de les aider à se redresser après la pandémie". Ceci "contribuera aussi à stimuler

la reprise de l'économie mondiale".

La décision d'approuver une allocation de DTS requiert alors "le soutien de pays membres représentant 85% du nombre total des voix attribuées aux pays membres qui participent au département des DTS", précisé le FMI.

Créés en 1969, les DTS (SDR en anglais) ne sont pas une monnaie et n'ont pas d'existence matérielle. Leur valeur repose sur un panier de cinq grandes monnaies internationales, le dollar, l'euro, la livre, le renminbi ou yuan, et le yen.

Une fois émis, les DTS peuvent être utilisés soit en monnaie de réserve qui permet de stabiliser la valeur de la monnaie intérieure, soit convertis dans des monnaies plus fortes afin de financer des investissements.

Pour les pays pauvres, l'intérêt est aussi de se procurer des devises fortes sans avoir à verser des taux d'intérêt substantiels.

Mme Georgieva martèle que cela ne créera ainsi pas de dette supplémentaire.

CORÉE DU SUD

Plus de 35 milliards USD d'investissements pour renforcer l'industrie des batteries rechargeables

La Corée du Sud investira 35,3 milliards de dollars dans l'industrie des batteries rechargeables jusqu'en 2030 dans le cadre du plan de développement du secteur destiné à consolider sa position de leader mondial, a fait savoir jeudi le ministère sud-coréen du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie, cité par l'agence de presse Yonhap.

La Corée du Sud a représenté 44,1% du marché mondial des batteries rechargeables l'année dernière, devant la Chine et le Japon, a-t-on ajouté de même source. Un parc de batteries de nouvelle génération sera également construit d'ici 2026 afin de faciliter la recherche et les tests des sociétés locales.

De même, le gouvernement favorisera aussi la Recherche et le développement pour améliorer la performance, la sûreté et la productivité des batteries rechargeables lithium-ion actuellement utilisées.

CHINE - COMMERCE

La Chine prévoit une croissance annuelle des ventes au détail de 5%

Les ventes au détail de la Chine devraient atteindre 50.000 milliards de yuans (7.720 milliards de dollars) d'ici 2025, une croissance annuelle moyenne de 5% pour la période du 14e Plan quinquennal (2021-2025), a déclaré vendredi le ministère du Commerce. La Chine s'est engagée à construire un marché intérieur fort avec de nouvelles mesures pour promouvoir un niveau plus élevé d'ouverture au cours de la période 2021-2025, selon un plan de développement commercial publié par le ministère.

La Chine oeuvrera à jouer un meilleur rôle dans la gouvernance économique mondiale et renforcera sa capacité à prévenir et à désamorcer les risques, selon le plan.

Outre les objectifs de développement 2021-2025, le plan offre également des perspectives pour une croissance du commerce de meilleure qualité en 2035.

FRANCE - BOURSE

Rebond attendu à la Bourse de Paris après sa correction de jeudi

La Bourse de Paris devrait ouvrir en hausse vendredi, rebondissant après son fort recul de la veille causé par des inquiétudes sur le futur soutien monétaire de la Fed et l'évolution de la pandémie.

Le contrat à terme sur l'indice CAC 40 prenait 0,38% une trentaine de minutes avant l'ouverture.

Jeudi, il avait reculé de 2,01%.

La Bourse de New York a clôturé jeudi en baisse, mais plus modérée que celle des Bourses européennes.

"Les trois principaux indices américains ont clôturé la séance de jeudi dans le rouge, et la plupart des indices asiatiques ont évolué à la baisse vendredi en raison de la montée des inquiétudes liées au Covid-19", résume Ipek Ozkardeska, analyste chez Swissquote.

Vendredi, l'Europe pourrait connaître un modeste rebond après "une certaine confusion concernant l'évolution de la trajectoire monétaire", selon John Plassard, responsable de l'investissement chez Mirabaud.

Sans surprise, le compte-rendu de la dernière réunion de la Banque centrale américaine (Fed), publié mercredi soir, fait état de discussions concernant un changement de cap de l'institution dans sa politique de soutien monétaire, avec la nécessité de penser à un calendrier pour réduire les achats de bons du Trésor et autres actifs qui soutiennent la reprise.

"La dernière réunion du FOMC (le comité de politique monétaire de la Réserve fédérale) signale un certain désaccord entre les membres de la Fed", estime M. Plassard. Signe positif par rapport à l'évolution de l'inflation, autre inquiétude des investisseurs, les prix à la production se sont stabilisés en juin en Chine après leur flambée du mois précédent, avec une hausse de 8,3% sur un an. Et l'indice des prix à la consommation, principale jauge de l'inflation, reflue également avec une hausse de 1,4% sur un an en juin après une augmentation de 1,3% en mai.

Mais sur le plan sanitaire, en France, le gouvernement compte ainsi prendre des mesures la semaine prochaine pour éviter "une quatrième vague rapide".

EL TARF

Deux adolescents décèdent à l'hôpital après leur noyade dans une mare d'eau à Ain El Assel (Protection civile)

Deux adolescents repêchés d'une mare d'eau, jeudi matin à Ain El Assel, par les éléments de la Protection civile de la wilaya d'El Tarf, ont rendu l'âme peu de temps après leur admission à l'établissement public hospitalier (EPH) El Hadi Bendjedid de la ville d'El Tarf, a-t-on appris auprès du chargé de communication de ce corps constitué.

Selon le lieutenant Seïf Eddine Madaci, les victimes, âgées de 13 et 14 ans, sont décédées dans le service des urgences de cet établissement sanitaire, où elles avaient été admises auparavant dans un état "très critique".

Un homme, qui était venu à la rescousse des adolescents tombés dans cette mare, située au lieu dit Bensebti à proximité du Groupement des gardes-frontières (GGF) relevant de la commune de Ain El Assel, a été repêché inconscient, a ajouté la même source, signalant que ce trentenaire a bénéficié des soins nécessaires au niveau de cet hôpital où il est hospitalisé.

Une enquête a été ouverte, par ailleurs, par les services compétents pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ce drame, a signalé le lieutenant Madaci.

Il est à rappeler que les actions de sensibilisation aux risques de noyade dans les barages et les mares d'eau sont menées depuis quelques semaines dans cette wilaya où des usagers de la RN 44 reliant Annaba à El Kala, précisément au niveau du lieu dit "route du transformateur", dans la commune de Ain El Assel, ont déclaré à l'APS que plusieurs mares d'eau sont prises d'assaut par des enfants en quête de fraîcheur.

BLIDA - FEUX DE FORÊTS Installation de la colonne mobile au niveau de l'unité principale de la protection civile

La colonne mobile de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Blida, jadis positionnée dans le parc national de Chréa, a été installée, cette année et pour la première fois, au niveau de l'unité principale de la protection civile, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de ce corps constitué.

Cette mesure a pour but d'élargir le champ d'intervention de la colonne mobile et à assurer une rapidité d'intervention à travers différentes régions de la wilaya, notamment celle enregistrant habituellement des incendies à l'instar de la partie est notamment, a indiqué le chargé de communication, le lieutenant Adel Zeghimi.

Il a observé que la colonne mobile, qui peut être envoyée en renfort dans les wilayas voisines, représente le bouclier principal contre les feux de forêts et qui participe à minimiser les dégâts en cas d'incendies.

Cette colonne, a-t-il ajouté, a été dotée de tous les moyens humains et matériels pour une intervention plus efficace contre les feux.

Il s'agit notamment de 10 camions de lutte contre les incendies et autres équipements nécessaires pour contenir les flammes et empêcher leur propagation, selon le même chargé de communication.

En outre, 58 éléments de la protection civile, qualifiés (tous grades confondus), qui ont bénéficié de formations théoriques et sur le terrain concernant la lutte contre les feux de forêts, ont été mobilisés par la direction. A noter qu'avant l'installation de la colonne mobile, les officiers en charge de ce dispositif, ont reçu des orientations et des informations pratiques et ont effectué des manœuvres et prospecté les différentes pistes forestières de la wilaya, a-t-on ajouté.

FORÊTS - INCENDIES

Khecnchela : Kamel Beldjoud annonce l'acquisition prochaine d'avions anti-incendies

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a affirmé vendredi depuis la commune de Bouhmama (wilaya de Khenchela), que "des avions anti-incendies seront prochainement acquis".

"Un cahier des charges a été élaboré à cet égard et nous sommes en contact avec des Sociétés internationales actives dans ce domaine", a précisé M. Beldjoud, qui était accompagné par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, lors de son inspection du centre de commandement de la Protection civile à Bouhmama, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection à Khenchela pour s'enquérir de la situation suite aux incendies qui se sont déclarés dans la région. Le ministre a ajouté, dans ce contexte, que "les moyens existent et ces avions seront disponibles dans le pays dès que les fournisseurs les livreront". S'agissant des incendies de Khenchela, M. Beldjoud a souligné que "tous les moyens matériels et humains pour éteindre les feux qui se sont déclarés dimanche dernier ont été four-



nis, avec la mobilisation de plus de 2 500 éléments de la Protection civile et de la conservation des forêts, 60 bulldozers et engins lourds, 140 camions citernes, en plus de deux hélicoptères".

Le ministre a salué, à cette occasion, les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) qui sont intervenues pour ouvrir les pistes forestières à Tamza et Chélia afin de faciliter l'opération d'extinction des feux, et

exprimé également ses remerciements aux citoyens qui se sont portés volontaires pour contribuer à l'opération en les qualifiant d'"honorables".

M. Beldjoud a également affirmé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, suivent de près la situation à Khenchela depuis le 4 juillet courant. Et

d'ajouter: "Je suis en contact quotidiennement avec le wali de Khenchela pour connaître l'évolution de la situation et fournir tout ce qui est nécessaire".

Lors de sa rencontre avec les citoyens habitant dans les périmètres forestiers des communes de Tamza, Bouhmama et Chélia, M. Beldjoud a écouté, en compagnie du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, leurs préoccupations et s'est engagé à les transmettre au Premier ministre et aux ministres concernés, notamment celle relative à la réalisation d'un barrage au niveau de la plaine Mellagou à Bouhmama.

S'agissant de l'ouverture et l'aménagement de pistes forestières, M. Beldjoud a fait état de l'inscription de projets de réalisation de 300 km de pistes, à savoir l'aménagement de 200 km de pistes à l'intérieur des forêts et l'ouverture de 100 km de pistes.

SAIDA

Un mort dans un grave accident de la circulation

Une personne est décédée dans la nuit de jeudi à vendredi dans un grave accident de la circulation survenu suite à une violente collision entre une motocyclette et un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile. L'accident survenu suite à une violente collision entre une motocyclette

de grosse cylindrée et un camion s'est produit vers minuit trente minutes dans la commune de Ain Lahdjar, causant de graves blessures au conducteur de la moto, a précisé la même source à l'APS.

Les éléments de l'unité secondaire de Ain Lahdjar sont intervenus sur le lieu de

l'accident pour prodiguer les premiers soins à la victime âgée de 18 ans avant son transfert vers l'établissement hospitalier de proximité de ladite commune où il a rendu l'âme. Les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident.

ACCIDENT DE LA ROUTE

Un mort et deux blessés dans un accident de circulation au sud-ouest d'El Menea

Une personne a trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessés dans un accident de la circulation survenu jeudi à 170 Km au sud /ouest d'El Menea, apprend-on des services de la Protection civile de la wilaya. L'accident s'est produit sur le tronçon de

la route nationale RN 51 reliant El Menea vers Timimoune à 170 Km au sud/Ouest de la ville d'El Menea, lorsque le véhicule touristique transportant les victimes a dérapé avant d'effectuer plusieurs tonneaux et finir sa course en dehors de la chaussée, causant la mort sur

place d'une femme tandis que deux blessés souffrent de multiples traumatismes, a précisé la même source. Le corps de la victime décédée sur place et âgée de 55 ans ainsi que les deux blessés âgés de 59 et 17 ont été évacués respectivement vers la morgue et les urgences

de l'Hôpital "Mohamed Chaabani" d'El Menea, structure médicale la plus proche du lieu de l'accident. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

ORAN

Deux morts et quatre blessés dans un accident à la sortie Est d'Oran

Un accident de la route survenu, jeudi près du rond-point de la Pépinière, à Bir El Djir (sortie Est d'Oran) a fait deux morts et quatre blessés, indique un communiqué des services de la protection civile de la wilaya. La collision de deux véhicules a

causé la mort de deux jeunes hommes, âgés de 22 ans ainsi que quatre blessés dont une femme.

Les victimes sont âgées entre 23 et 59 ans, précise le même document. Les éléments de la protection civile se sont dépla-

cés sur le lieu de l'accident pour déposer les dépouilles mortelles des deux victimes à la morgue de l'EHU d'Oran et évacuer les quatre blessés au service des urgences du même établissement, souligne-t-on de même source.

CHLEF

Saisie de 24 kg de kif traité et arrestation de 4 personnes

Les services de sécurité de Chlef ont saisi, au chef-lieu de wilaya, 24 kg de kif traité et arrêté quatre individus s'adonnant au trafic illicite de cette drogue, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Suite à des informations faisant état qu'un groupe d'individus a reçu une quantité de kif traité dans le but de l'écouler à Chlef à des petits dealers, les éléments de la Brigade Mobile de la Police Judiciaire (BMPJ) de la cité Bensouana du chef-lieu de wilaya ont mis en place un plan minutieux visant leur neutralisation, a-t-on indiqué. Après avoir identifié l'un des membres de la bande, les policiers

l'ont surveillé de très près, l'arrêtant la semaine dernière à Chlef, a-t-on fait savoir. Acculé, l'individu en question a révélé l'identité de trois de ses acolytes impliqués dans cette activité répréhensible. Ils ont été arrêtés suite à des investigations poussées menées par l'instance sécuritaire susmentionnée, a-t-on signalé. Deux voitures touristiques et un bulldozer utilisés par cette bande pour le transport de la drogue, ont été saisis à l'issue dans la même opération. Un PV a été dressé à l'encontre des mis en cause portant sur les griefs de "détention, stockage et transport de drogue dans le cadre d'une organisation criminelle organisée".

TIZI-OUZOU

Saisie de près de 2kg de kif traité (Sûreté)

Une quantité d'1,75 KG de kif traité a été saisie au courant de cette semaine par les éléments de la sûreté urbaine à l'Est de Tizi-Ouzou, a rapporté jeudi un communiqué de la sûreté de wilaya.

L'opération a, également, permis l'arrestation d'une personne âgée de 34 ans et la saisie d'un téléphone portable et d'un véhicule utilisés dans la commercialisation de la drogue.

Présenté jeudi devant le procureur du tribunal de Tizgirt, pour détention de stupéfiants en vue de leur commercialisation, il a été placé en détention préventive, ajoute la même source.

APS

COVID, CLIMAT, CONFLITS

La faim dans le monde a été ravageuse en 2020, alerte Oxfam

La faim dans le monde s'est terriblement aggravée en 2020, en raison d'une combinaison de facteurs et avec à la clef six fois plus de personnes qu'en 2019 "dans des conditions proches de la famine", selon un rapport d'Oxfam publié vendredi.

Elles sont désormais plus d'un demi-million dans le monde à être dans ce cas.

Et au total, 155 millions de personnes sont désormais en situation de crise alimentaire, c'est-à-dire exposées à des difficultés d'accès à la nourriture, selon ce rapport.

C'est "l'équivalent de la population de la France, l'Allemagne et la Belgique réunies", et c'est 20 millions de plus qu'en 2019.

En cause, le "cocktail explosif des trois C", à savoir "les conflits, le Covid-19 et le changement climatique", qui pourrait, "sans action immédiate", d'ici la fin de l'année, faire mourir de faim 11 personnes par minute, une cadence "supérieure au taux de mortalité actuel dû à la pandémie, qui est de sept personnes par minute", selon l'ONG.

Les conflits restent toutefois "la principale cause de la faim depuis la pandémie, poussant plus d'un demi-million de personnes dans des conditions proche



s de la famine, soit six fois plus qu'en 2019, indique Oxfam.

Parmi les foyers de faim extrême identifiés, Afghanistan, Yémen, région sahélienne d'Afrique de l'Ouest, Soudan du Sud et Venezuela, notamment, ont vu leur situation s'aggraver encore en 2020.

"On assiste aujourd'hui à une superposition des crises : conflits incessants, conséquences économiques du Covid-19 et une

crise climatique qui s'affoie, tous ces événements ont poussé plus de 520.000 personnes dans une situation catastrophique de famine", déclare Hélène Botreau, chargée de plaidoyer sécurité alimentaire et agriculture à Oxfam France, citée dans un communiqué.

Parmi les 155 millions de personnes en situation de crise alimentaire, deux personnes sur trois vivent dans un pays en guerre ou en

conflit. A cela s'est ajouté "l'impact massif" des chocs économiques, "exacerbés par la pandémie de coronavirus, et l'aggravation de la crise climatique, plongeant des dizaines de millions de personnes supplémentaires dans la faim".

"Le chômage de masse et la production alimentaire gravement perturbée ont entraîné une hausse de 40% des prix alimentaires mondiaux, la plus forte hausse depuis plus de dix ans", rappelle Oxfam.

L'ONG demande notamment aux gouvernements de "financer intégralement l'appel humanitaire des Nations unies et soutenir un fonds mondial dédié à la protection sociale", ainsi que de "garantir un accès humanitaire dans les zones de conflit et ne plus utiliser la faim comme arme de guerre".

L'Agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation doit également publier lundi un rapport sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde.

SUÈDE

Neuf morts dans l'accident d'un petit avion

Les neuf personnes présentes à bord d'un petit avion qui transportait des parachutistes amateurs et s'est écrasé jeudi peu après son décollage en Suède sont toutes décédées, a annoncé la police vendredi matin.

A l'annonce de l'accident, survenu non loin d'Orebro, à environ 160 km au nord-ouest de Stockholm, la police avait d'abord parlé de "plusieurs morts" parmi les huit passagers plus le pilote.

Mais finalement les neuf personnes sont décédées, dont une, grièvement blessée, qui est morte à l'hôpital.

L'appareil à hélices venait de quitter l'aéroport d'Orebro, avec des membres d'un club local de parachutisme qui l'avaient loué pour célébrer un événement, lorsqu'il s'est écrasé très vite et, "pour autant que l'on sache, c'est lié à son décollage", a déclaré un responsable des secours.

FRANCE-SÉCURITÉ ROUTIÈRE

"Résultats effrayants" d'une étude en immersion sur le téléphone au volant

Quelque 8% des automobilistes et 14% des chauffeurs de poids-lourds tiennent leur téléphone en main en conduisant sur autoroute en France, selon une étude publiée vendredi, fondée sur une observation des conducteurs en immersion dans le trafic.

En mai et juin, les observateurs du Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) ont, pour l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (AFSA), sillonné cinq portions d'autoroutes: ils ont noté que les conducteurs de 799 des 7399 véhicules croisés tenaient "distinctement" un téléphone en main.

Cette étude, fondée sur une observation des conducteurs dans le trafic et non sur leurs déclarations comme la plupart de celles auparavant menées en la matière, n'est cependant "probablement pas en mesure de révéler totalement la proportion d'utilisateurs s'adonnant à l'écriture ou à la lecture de messages", relèvent ses auteurs.

En effet, l'infraction étant uniquement caractérisée "lorsque l'observateur voit distinctement l'appareil téléphonique tenu en main par le conducteur", d'autres utilisations dangereuses ne sont pas comptabilisées.

Parmi elles, figurent les usagers "qui pianotent ou lisent des vidéos sur leur téléphone posé à côté, sur leurs genoux ou accroché au tableau de bord, ceux qui utilisent un kit mains libres", dont l'usage est illégal, détaille Christophe Boutin, délégué général de l'ASFA.

L'Association regroupe les concessionnaires privés gestionnaires de 9.180 des 12.000 kilomètres d'autoroutes françaises.

Une observation spécifique sur l'autoroute A1 a montré qu'en plus des chauffeurs de poids-lourds tenant leur téléphone en main, 13% ne regardaient pas la route parce qu'ils consultaient un écran.

Au total, un conducteur de camion sur quatre était donc inattentif sur cet itinéraire, selon l'enquête.

Résultat: sur un trajet Paris-Lille "un automobiliste doublera en moyenne 200 chauffeurs de poids-lourds" ne regardant pas la route.

L'étude ne prend pas non plus en compte l'usage des distracteurs autres que le téléphone, principalement les systèmes d'aide à la navigation (GPS).

Selon un sondage Harris Interactive pour l'ASFA publié en juillet 2020, 65% des conducteurs interrogés (70% des hommes et 79% des moins de 35 ans) déclaraient interagir avec un écran alors qu'ils étaient au volant.

APB

INCENDIE DANS UNE USINE AU BANGLADESH

Au moins 52 morts (nouveau bilan)

Au moins 52 personnes ont péri et une trentaine ont été blessées selon les autorités vendredi dans un gigantesque incendie qui a ravagé une usine près de Dacca au Bangladesh, où de nombreux ouvriers ont dû sauter par les fenêtres pour échapper au brasier.

On ignorait encore vendredi le nombre total de personnes qui se trouvaient dans le bâtiment de six étages situé à Rugganj, une ville industrielle proche de la capitale.

Et des familles continuaient d'attendre des nouvelles de leurs proches près de l'usine qui était toujours la proie des flammes.

Les incendies sont relativement fréquents au Bangladesh en raison d'un manque de respect des normes de sécurité. La police et des témoins ont rapporté que le feu avait débuté jeudi vers 17H00 (11H00 GMT) à l'usine Hashem Food and Beverage, qui fabri-

quait notamment des bonbons, des nouilles et des jus de fruit. La police avait initialement annoncé que trois personnes avaient péri. Mais ce bilan n'a cessé d'enfler vendredi après-midi quand les pompiers ont finalement atteint les étages les plus élevés, ce qui a permis aux secouristes de commencer à retirer des cadavres de l'édifice. Les corps brûlés ont été emportés vers des morgues par des ambulances, sous le regard horrifié et les cris de personnes dans les rues.

La police a dû disperser par la force des centaines de personnes qui bloquaient des rues adjacentes.

Au moins 30 personnes ont été blessées, dont certaines qui s'étaient jetées par les fenêtres des étages les plus élevés du fait de la progression rapide des flammes, a déclaré l'inspecteur de police Sheikh Kabirul Islam. Les pompiers ont secouru 25 personnes sur le

toit du bâtiment. "Une fois que le feu sera contenu, nous lancerons une opération de recherche de survivants à l'intérieur", a déclaré Debashish Bardhan, porte-parole des pompiers.

Les incendies et effondrements de bâtiments sont fréquents au Bangladesh, pays pauvre d'Asie du Sud, notamment au sein de son importante industrie textile, en raison du non-respect de mesures et normes de sécurité.

Au moins 70 personnes avaient péri en février 2019 dans un gigantesque incendie qui avait ravagé des immeubles d'habitation de Dacca, où étaient entreposés illégalement des produits chimiques. En avril 2013, l'atelier de confection Rana Plaza s'était effondré comme un château de cartes, tuant au moins 1.138 ouvriers.

Ce drame avait soulevé un émoi plan.

HONDURAS

Une foule lynche un Italien accusé d'avoir tué son voisin

Un Italien vivant au Honduras a été tué jeudi dans un village du sud du pays par une foule en colère qui a également mis le feu à sa maison, l'accusant d'avoir tué son voisin, a annoncé la police. Dans un des villages

de la municipalité de Yusquare, à environ 80 km au sud de Tegucigalpa, "une foule en colère de quelque 600 personnes dont beaucoup armées" est entrée chez Giorgio Scanu "avec l'intention apparente de le tuer", et

l'intervention de la police locale n'a pas pu les empêcher, a précisé un communiqué de la police.

Selon les médias locaux, ils ont tué à coup de bâtons, machettes et pierres cet homme qu'ils accusaient

d'avoir lui-même tué la veille au soir son voisin de 74 ans, et ont également incendié sa maison et sa voiture.

La police a annoncé avoir lancé une enquête pour "identifier et capturer" les responsables.

SUISSE

Vaste panne des numéros d'urgence dans une grande partie du pays

La Suisse était touchée vendredi matin par une vaste panne des numéros d'urgence, injoignables depuis les lignes fixes dans une grande partie du pays depuis la nuit. Les cantons affectés ont rapidement diffusés des numéros de remplacement sur le site AlertSwiss, le portail de la Confédération destiné à gérer les situa-

tions d'urgence ou par le biais de Twitter. Le problème affecte une grande partie du pays, notamment des grandes villes telles Zurich, Bâle et Genève. L'origine de la panne n'est pas encore connue, mais selon l'opérateur Swisscom le problème touche actuellement les appels vers les lignes fixes, expliquant que "les appels sont éta-

bliés" mais "interrompus après quelques secondes". La panne affecte les lignes fixes, les numéros commerciaux mais aussi d'urgence, les appels sur le réseau mobile n'étant en revanche pas touchés, précise l'opérateur historique de télécoms en Suisse qui dit mettre "tout en oeuvre afin de rétablir la situation".

COVID-19

Vacciner le plus grand nombre de citoyens, seul moyen pour prévenir la propagation du variant "Delta" (spécialiste)

Le Directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Dr Fawzi Derrar, a affirmé jeudi à Alger que l'élargissement de la campagne de vaccination contre la Covid-19 à 80% de la population constitue "le seul moyen" de prévention contre la propagation du variant "Delta", actuellement le plus répandu et le plus dangereux dans le monde.

"La vaccination reste le seul moyen efficace contre le virus et les variants, notamment "Delta", devenu une menace pour la population en raison de sa vitesse de propagation, où une seule personne atteinte du variant peut contaminer 8 personnes, contrairement aux autres variants", a fait savoir Dr Derrar lors d'un point de presse animé par le ministre de la Santé en compagnie de cadres de son département.

Appelant les citoyens à l'impératif de se faire vacciner, d'autant que les vaccins sont disponibles actuellement, le même responsable a estimé que "le taux atteint par cette opération, à savoir 10% seulement, ne permet pas d'endiguer la propagation du variant +Delta+, d'où l'impératif d'inciter le s citoyens à atteindre un taux de 80% à même de permettre de briser la chaîne de contamination et de faire face aux autres vagues".

Il a tenu à rassurer les citoyens quant à "l'efficacité des vaccins contre le virus et ses variants notamment ceux qui devront apparaître dans le futur".

De son côté, le ministre de la Santé, Pr Abderrahmane Benbouzid a présenté le nouveau plan stratégique de communication de la campagne de vaccination qui vise, en premier lieu, à inciter les citoyens à se faire vacciner afin de briser la chaîne de contamination à travers le recours aux différents médias et l'organisation de conférences et de tables rondes par des spécialistes et des personnalités influentes dans la société. Il s'agit également du lancement de caravanes mobiles vers les zones enclavées et l'élargissement du nombre des espaces publics, des centres commerciaux, des mosquées, des institutions et des cliniques relevant du secteur privé dédiées à cette opération, qualifiée de "très importante". Cette nouvelle stratégie, poursuit Pr. Benbouzid, vise à cibler au moins un million de personnes par mois, afin d'endiguer la propagation du virus et de ses nouveaux variants, soulignant que "le respect des gestes barrières, notamment le lavage des mains plusieurs fois par jour, le port des masques".

Le mini stre a en outre rappelé "la simplification de l'opération de vaccination en rapprochant la santé des citoyens et qu'il n'y a pas lieu d'avoir peur des effets secondaires des vaccins" qui, selon le Centre national de la veille pharmaceutique, sont "très légers, à l'instar d'autres types de vaccins".

De son côté, la directrice générale de la pharmacie et des équipements médicaux, Pr.

Ouahiba Hadjoudj a évoqué les différents types de vaccins acquis par l'Algérie ainsi que ceux qu'elle va acquérir à l'avenir (Pfizer, Johnson And Johnson, et Moderna) qui sont homologués par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), faisant état de la réception d'un nombre "important" de ces vaccins durant le mois de juillet en cours et d'août prochain.

Pour sa part, le directeur général des structures sanitaires au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a mis en avant la mobilisation du ministère pour la mise à disposition d'un grand nombre de lits d'hospitalisation et de réanimation, notamment dans la wilaya d'Alger soumise actuellement à une forte pression.

Il a également souligné le pic des cas de contagion durant les dernières semaines dans dix wilayas, ainsi que la disposition du ministère à faire face à cette situation sur le territoire national, en adressant des instructions aux directeurs de la santé et aux gestionnaires des hôpitaux à l'effet de tirer profit des deux expériences précédentes de février et de juillet 2021.

De son côté, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar a passé en revue la situation épidémiologique et la stratégie adoptée par le ministère en vue d'encourager la campagne de vaccination.

BILAN CORONAVIRUS

831 nouveaux cas, 452 guérisons et 13 décès

Huit cent trente et un (831) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 452 guérisons et 13 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué vendredi le ministère de la Santé, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 144483, celui des décès à 3811 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint les 100383 cas.

Par ailleurs, 44 patients sont actuellement en soins intensifs. En outre, 8 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 23 wilayas ont enregistré plus de 10 cas, ajoute la même source. Le ministre rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation phy-



sique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

COVID-19

Benbouzid appelle à l'augmentation de la cadence de vaccination des citoyens

Le ministre de la Santé, Pr. Abderrahmane Benbouzid a appelé, jeudi, l'ensemble des directeurs locaux de la santé à augmenter la cadence de vaccination des citoyens en vue d'atteindre l'objectif tracé par les pouvoirs publics, à savoir un taux de 70%.

S'exprimant lors d'une rencontre tenue en visioconférence avec les directeurs de la santé, M. Benbouzid a insisté sur "l'accélération" de l'opération de vaccination de la population au vu de la disponibilité de "quantités importantes" des doses en attendant que d'autres lots arrivent progressivement en Algérie.

Les structures sanitaires de 09 wilayas du pays dont Alger connaissent une énorme pression en raison de l'augmentation du nombre de cas contaminés.

Outre la situation pandémique, les directeurs locaux ont fait état des capacités mobilisées actuellement pour couvrir les besoins des populations de ces régions, notamment en termes de nombre de lits d'hospitalisation, de réanimation et du taux de vaccination. Intervenant à cette occa-



sion, le directeur général de la prévention et de la promotion de la Santé, Djamel Fourar a constaté un taux faible de vaccination à travers plusieurs wilayas, appelant à "l'accélération" de la cadence de cette opération par la mobilisation de tous les moyens recommandés par le ministère tels que la vaccination des travailleurs des établissements, le recours aux cliniques du secteur privé et cliniques mobiles, l'élargissement des espaces publics tout en associant les notables des régions et le mouvement associatif. Vacciner un grand nombre de citoyens contribue à briser la

chaîne de contamination" notamment avec l'apparition de nouvelles souches du virus dont le variant "Delta" qualifié comme "le plus dévastateur au monde".

Répondant aux préoccupations exprimées au niveau des neuf wilayas qui connaissent un accroissement des cas de contamination en matière de mobilisation de lits supplémentaires d'hospitalisation et de réanimation ainsi que l'oxygène, le directeur général des services sanitaires au ministère, Pr. Lyes Rehal a affirmé "la disponibilité du ministère à mobiliser tous les moyens en vue de prendre en

charge les citoyens".

Il a même durci le ton avec les directeurs de la santé ayant manqué à leurs responsabilités et n'ayant pas suivi les orientations du ministère, leur rappelant la tenue d'une rencontre hebdomadaire d'évaluation en vue d'améliorer la situation du pays. De son côté, la directrice générale de la pharmacie et des équipements médicaux, Pr. Ouahiba Hadjoudj a insisté sur la nécessité d'utiliser tous les vaccins à leur disposition avant la date de péremption, assurant l'acquisition prochaine d'un lot de 04 millions doses.

Accompagné des cadres de son département, le ministre de la Santé avait animé, jeudi matin, une conférence de presse où il a exposé la nouvelle stratégie de communication tout en encourageant l'opération de la vaccination sur l'ensemble du territoire. Deux millions et demi de citoyens ont bénéficié du vaccin, un chiffre que les experts qualifient de "très faible" pour atteindre les objectifs tracés par les pouvoirs publics, soit 70% de la population.

VACCIN ANTI-COVID-19

Une campagne vaccinale à travers 13 mosquées d'Alger

Une campagne vaccinale contre la Covid-19 est prévue, après la prière du vendredi à Alger, à travers 13 mosquées réparties sur 10 communes de la wilaya, a annoncé, jeudi, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué. Dans le cadre de la campagne nationale de vaccination contre le coronavirus et en coordination entre la direction de wilaya du secteur et

la direction de la santé et de la réforme hospitalière d'Alger, une campagne de vaccination contre la Covid-19 sera organisée après la prière du vendredi (demain), au niveau de 13 mosquées relevant de 10 communes de la capitale, précise la même source. Il s'agit de quatre mosquées situées dans le périmètre de la Place des Martyrs (commune de la Casbah), entre autres Ketchaoua et

Djamaâ El Kabir, ainsi que des mosquées réparties sur les communes de Dar El Beida, Hiraoua, Ouled Chebel, Ain Benian, Cheraga, Zerolda, Dely Ibrahim, Hammamet et Ouled Fayet.

Le ministère invite les citoyens à se rendre aux mosquées concernées pour se faire vacciner, tout en respectant les mesures préventives contre la propagation de ce virus.

BISKRA

Lancement de la vaccination contre la Covid-19 dans l'espace public

Les services de la santé de la wilaya de Biskra ont lancé jeudi l'opération de vaccination des citoyens contre la Covid-19 dans un espace public.

Lancée par le wali, Abdallah Abinouar, depuis la Maison de la culture Ahmed Reda Houhou, l'opération de vaccination des citoyens contre la Covid-19 a mobilisé des staffs médicaux spécialement

affectés à cette mission, a indiqué le directeur de wilaya de la santé et de la population, Reda Djellouli.

L'initiative visant à vacciner le plus grand nombre de citoyens, est menée dans des conditions adéquates par des équipes médicales qui procèdent à un examen préalable et au suivi des personnes une fois le vaccin administré, a ajouté le même responsable. La

campagne, qui se poursuivra jusqu'au 15 juillet courant, est menée en coordination avec l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) et la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas).

Elle comprend également des actions de sensibilisation des citoyens à la nécessité de respecter les mesures préventives

comme le port du masque de protection, la désinfection et éviter les regroupements y compris familiaux.

La wilaya de Biskra a connu dernièrement une augmentation "sensible" des cas de contamination par la Covid-19, réclamant davantage de précaution et de prévention, selon la même source.

PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Plus de 4 millions de morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait 4.004.966 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles jeudi à 10H00 GMT.

Plus de 185.020.840 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois. Sur la journée de mercredi, 8.734 nouveaux décès et 425.527 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 1.648 nouveaux morts, l'Indonésie (852) et l'Inde (817). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 606.218 décès pour 33.770.459 cas recensés, selon le comptage de l'uni-



versité Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 528.540 morts et 18.909.037 cas, l'Inde avec 405.028 morts (30.709.557 cas), le Mexique avec 234.192 morts (2.558.369 cas), et le

Pérou avec 193.743 morts (2.071.637 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 588 décès pour 100.000 habitants, suivi par la

Hongrie (311), la Bosnie (295), la République tchèque (283) et la Macédoine du Nord (263).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient jeudi à 10H00 GMT 1.299.551 décès pour 38.328.026 cas, l'Europe 1.176.629 décès (55.130.100 cas), les Etats-Unis et le Canada 632.602 décès (35.188.918 cas), l'Asie 594.101 décès (41.019.939 cas), le Moyen-Orient 152.219 décès (9.518.298 cas), l'Afrique 148.709 décès (5.777.028 cas), et l'Océanie 1.155 décès (58.533 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'Indonésie reçoit de l'oxygène et des équipements de Singapour

L'Indonésie a reçu vendredi de Singapour des bouteilles d'oxygène désespérément attendues et des équipements de protection pour soutenir son système de santé submergé par une grave vague épidémique provoquée par le variant Delta du virus.

Les hôpitaux tentent de faire face, avec des tentes installées sur des parkings, mais beaucoup refusent dorénavant de nouveaux patients, laissant de nombreux malades mourir chez eux alors que leurs proches font tout leur possible pour essayer de se procurer de l'oxygène.

Outre des bouteilles d'oxygène, Singapour a envoyé à Jakarta des ventilateurs, des masques, des gants et des blouses à bord de deux avions militaires, a fait savoir le ministère des Affaires étrangères singapourien.

Un millier d'autres ventilateurs doivent arriver depuis l'Australie plus tard dans la journée de vendredi.

Les autorités indonésiennes prévoient également d'acheter davantage d'oxygène et d'équipements.

De plus en plus de médecins et travailleurs médicaux sont contaminés.

Près de mille travailleurs médicaux sont morts du Covid-19, y compris plus d'une dizaine qui étaient totalement vaccinés, selon l'association des médecins du pays.

Dans un hôpital de Surabaya, sur l'île de Java où vit la moitié de la population indonésienne, des malades atteints du virus font la queue pour se faire soigner mais "beaucoup de nos travailleurs médicaux sont eux-mêmes contaminés par le Covid-19", explique la porte-parole de l'hôpital Redita Putri Iriani.

"Dès qu'un patient sort, un autre arrive immédiatement.

Nous nous sentons tous débordés".

L'Indonésie, quatrième pays le plus peuplé au monde avec près de 270 millions de habitants, comptabilise des dizaines de milliers de nouveaux cas chaque jour et a enregistré cette semaine un nombre record de décès quotidiens (1.040).

Le nombre de cas quotidiens a quadruplé en moins d'un mois.

Depuis le début de l'épidémie, le nombre de cas dépasse les 2,4 millions dans le pays mais les experts estiment le chiffre réel bien supérieur en raison du faible nombre de tests. De nouvelles restrictions draconiennes, avec la fermeture des bureaux, des mosquées et églises ainsi que des parcs, restaurants et centres commerciaux, ont été élargies mercredi à l'ensemble du pays.

AFRIQUE

Le nombre de cas confirmés dépasse les 5,78 millions

Le nombre de cas confirmés de COVID-19 sur le continent africain est monté à 5.784.641 en date de jeudi après-midi, a indiqué le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

D'après l'agence sanitaire de l'Union africaine (UA), le bilan de la pandémie sur le continent s'élève à 148.832 décès tandis que 5.064.005 personnes qui avaient contracté la COVID-19 se sont rétablies à ce jour.

Les pays les plus gravement touchés d'Afrique en nombre de cas positifs sont l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, l'Éthiopie et l'Égypte.

Par ailleurs, l'Afrique australe demeure la région la plus frappée par la pandémie en nombre de cas confirmés, suivie par l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est, tandis que l'Afrique centrale reste la région la moins touchée à cet égard.

APS

Le nombre de personnes guéries dans le monde dépasse les 170 millions

Le nombre de personnes qui se sont rétablies du coronavirus Covid-19 dans le monde dépasse les 170 millions jusqu'à jeudi matin, selon les données de la plateforme spécialisée dans le suivi de la pandémie dans le monde Worldometer.

Les données du site Web "Worldometers", ont montré que le nom-

bre de personnes guéries ou en rémission du virus a atteint 170 102 891. L'Inde arrive en tête de liste avec 77 843 825 cas de rémission, suivie des Etats-Unis d'Amérique avec 29 843 825, puis le Brésil avec 17 352 670 personnes rétablies. En Turquie, le total des cas de rémission a atteint les 5 328 747. En ce qui concerne les cas de contami-

nation, 11 735 143 personnes sont infectées à la Covid dans le monde et continuent de recevoir un traitement pour se remettre du virus. Il est à noter que le dernier bilan officiel indique que le nombre d'infections au coronavirus dans le monde a atteint les 185 855 902, tandis que le nombre de décès a atteint les 4 17 868.

TUNISIE

Le gouvernement approuve l'état d'urgence sanitaire

Le gouvernement tunisien a approuvé, jeudi, un projet de loi fondamentale relative à la réglementation de l'état d'urgence sanitaire, au moment où la porte-parole officielle du ministère de la Santé, Nissaf Ben Alaya, considérait le système de santé de son pays comme "effondré".

D'après la présidence du gouvernement tunisien, un conseil des ministres a approuvé, lors d'une réunion tenue ce jeudi, présidée par le chef du gouvernement, Hichem Mechichi, un projet de loi portant sur l'instauration de l'état d'urgence sanitaire, en plus d'un certain nombre de projets.

Le chef du gouvernement a souligné, à cette occasion, l'importance de la loi fondamentale relative à l'organisation de l'état d'urgence sanitaire pour encadrer le travail accompli par toutes les parties en cas de propagation des épidémies, en

accélération la mise en œuvre de mesures liées à la lutte contre la pandémie de COVID-19. L'état d'urgence sanitaire permet au gouvernement d'avoir des pouvoirs plus larges dans le cadre de la maîtrise de la situation sanitaire et de prendre des mesures exceptionnelles pour freiner la propagation de l'épidémie en préservant la vie des citoyens.

Dans ce sens, le gouvernement a mis en place toutes les capacités logistiques, humaines et matérielles pour résister à cette pandémie, fournir le plus grand nombre de vaccins aux citoyens et protéger le système de santé, "qui souffre de nombreuses difficultés et lacunes et pour éviter qu'il ne s'effondre dans cette situation sanitaire difficile que connaît le pays", selon un communiqué du gouvernement tunisien. L'état d'urgence sanitaire permet également au gouvernement d'approuver un

confinement partiel ou général, de déterminer et de surveiller la résidence des personnes infectées et suspectes, de limiter leurs déplacements, y compris l'isolement sur leur lieu de résidence, d'imposer des restrictions à la liberté de circulation des personnes et moyens de transport, fermer les commerces ouverts au public et empêcher l'organisation de rassemblements, d'activités et de manifestations toutes catégories confondues.

Dans une déclaration, la porte-parole du ministère tunisien de la Santé, Nissaf Ben Alaya a affirmé que la commission nationale de la lutte contre la COVID-19 a décidé, ce jeudi, d'interdire les circulations interprovinciales à compter de ce jeudi et de maintenir les mesures déjà en vigueur jusqu'au 31 du mois courant. La couvre-feu s'era, par conséquent, maintenu de 20h00 à 05h00 jusqu'à la fin du mois de

juillet courant. Elle a regretté que la pandémie "a touché tous les pays du monde (...) la Tunisie traverse, actuellement, une conjoncture sanitaire catastrophique d'autant plus que le virus est en train de faire des ravages et de se propager à grande vitesse dans le pays".

Citée par la radio privée, Mosaïque, Ben Alaya a mis en garde qu'il y a eu une invasion du variant Alpha en avril et mai, puis la souche indienne Delta ayant causé la nouvelle vague actuelle avec un taux de contagion de 70%. La propagation de ce virus est très rapide, a-t-elle expliqué: le système sanitaire s'est écroulé et le corps médical est complètement dépassé.

"Les lits de réanimation et d'oxygène ne sont quasiment plus disponibles (...) le taux de contamination à la COVID-19 est en augmentation, ainsi que le nombre de décès", a-t-elle précisé.

FRANCE

Le variant Delta représente presque 50% des contaminations

Le variant Delta est en train de supplanter rapidement les autres souches du virus du Covid-19 en France, et représente déjà "pas loin de 50%" des contaminations, a déclaré vendredi le ministre de la Santé Olivier Véran.

"Le variant Delta, ce variant qui nous est venu initialement de l'Inde" avant de se développer dans d'autres zones comme le Royaume-Uni, "est apparu il y a quelques semaines dans notre pays et il est 60% plus contagieux que les autres souches virales qui circulaient jusqu'ici", a rappelé le ministre, sur France Inter. "Il est en train

progressivement de remplacer toutes les autres souches du coronavirus qui existaient et il sera bientôt majoritaire, probablement ce weekend, dans notre pays", a ajouté le ministre, précisant que ce variant "n'était pas loin de 50%" des nouveaux cas de contamination jeudi soir.

C'est la diffusion de ce variant plus contagieux qui a fait repartir à la hausse l'épidémie dans le pays, a souligné Olivier Véran. "Il entraîne à nouveau une augmentation des contaminations en France", a-t-il dit, observant que "chaque semaine il y a environ 50% de contaminations de plus

que dans la semaine précédente". "Il se passe un phénomène assez proche de ce que l'on a connu l'été dernier : le virus touche essentiellement des personnes jeunes, qui font peu de formes graves mais se contaminent", selon le ministre.

Mais même avec ce variant, "le vaccin reste efficace contre les formes graves", a-t-il poursuivi.

"C'est le moment d'aller se faire vacciner", notamment pour tous ceux qui hésitent ou qui voulaient attendre encore avant de passer à l'acte, a encore dit Olivier Véran.

MÉTABOLISME

9 ASTUCES POUR LE RELANCER

La métabolisme dépend de votre âge, de votre sexe, de votre quantité de muscles, mais aussi de votre sommeil ou encore de votre microbiote intestinal. Diverses solutions existent afin de lutter contre son ralentissement.

Et si vous mettiez en action votre métabolisme ? Comment ? En mettant en place de nouvelles habitudes quotidiennes, afin de brûler davantage de calories.

LES CAUSES D'UN MÉTABOLISME LENT

Le métabolisme au repos (BMR) correspond à la quantité de calories que votre corps doit brûler pour vous maintenir en vie. Le métabolisme peut être trop lent ou trop rapide. Il varie selon plusieurs facteurs : d'abord la génétique (on a tous un équilibre de base qui nous est propre). Ensuite l'activité physique : quand on bouge moins, la masse musculaire est remplacée par la masse grasse, qui ne dépense pas d'énergie. Résultat : le métabolisme diminue.

Les hormones ralentissent également le métabolisme. En période de ménopause par exemple, la production d'hormones de croissance et de stockage, comme l'insuline diminuent les dépenses d'énergie donc le corps élimine moins facilement les graisses. Ce ralentissement du fonctionnement du corps de manière générale impacte donc le métabolisme.

Les maladies, telles que le diabète ou les pathologies liées à la thyroïde (hypothyroïdie, hyperthyroïdie) sont souvent responsables de la lenteur du métabolisme, favorisant une prise de poids.

D'autres facteurs contribuent à diminuer le métabolisme : le manque de sommeil, mais aussi les régimes restrictifs et trop rapides. C'est paradoxal, mais plus vous perdez du poids, moins votre corps a besoin d'énergie, plus votre métabolisme ralentit, donc plus vous stockez. En somme, si votre perte de poids se révèle trop rapide, vous risquez d'en reprendre plus vite.

Le saviez-vous ? 100 % des réac-



tions métaboliques dépendent de votre consommation d'eau. Une légère déshydratation suffit pour ralentir le fonctionnement de votre organisme.

COMMENT BOOSTER UN MÉTABOLISME RALENTI ?

Pour relancer votre métabolisme, privilégiez les aliments riches en protéines et en fibres. Ils vous permettront de brûler davantage de calories. Vos repas doivent également se composer d'éléments essentiellement naturels et bruts. Cette catégorie sollicite davantage votre métabolisme que les produits transformés. Pourquoi ? Ces derniers aliments se trouvent plus faciles à assimiler : une partie du travail a été réalisée par les industriels.

Le fait d'entretenir vos muscles contribue également à augmenter votre métabolisme, même pendant votre sommeil. N'hésitez pas à muscler cuisses, dos, ou encore abdos grâce à une activité physique régulière. Les exercices de gainage, les squats et les séances de yoga représentent de bons alliés.

1/9 - Bien vous hydrater

Boire beaucoup d'eau aide à augmenter votre métabolisme de base de 3%. Lorsque vous avez faim, votre organisme envoie un signal à votre cerveau : il lui signale cette sensation. Il s'agit du même signal donné lorsque vous avez soif. Ainsi, une envie de grignotage peut se résoudre en buvant un

verre d'eau.

2/9 - Réajuster progressivement votre nombre de calories

Le métabolisme détermine le nombre de calories que vous brûlez chaque jour. Après un régime peu calorique, si vous continuez de manger peu, le moindre aliment sera stocké par votre organisme.

3/9 - Améliorer la qualité de votre sommeil

Sachez qu'une bonne nuit se compose d'environ huit heures de sommeil. Une privation de sommeil de trois heures perturbe déjà considérablement le métabolisme des lipides. Veillez à vous coucher à heure fixe, sans lumière

ni bruit.

4/9 - Éviter les aliments transformés

Afin d'accélérer votre métabolisme, évitez le sucre, les édulcorants type aspartame, l'excès de gras et tout aliment industriel. Ils favorisent le stockage de graisses.

5/9 - Pratiquer la musculation

L'activité physique augmente naturellement votre métabolisme. Votre organisme va puiser dans ses réserves pour alimenter les cellules musculaires. L'activité physique augmente votre métabolisme de base sur le long terme. La musculation reste particulièrement recommandée pour remplacer le gras par du muscle.

6/9 - Limiter le stress

Le stress entraîne des conséquences néfastes sur votre sommeil, votre humeur ou encore le stockage des graisses. Il ralentit votre métabolisme et vous fait brûler moins de calories qu'habituellement.

8/9 - Prendre un petit-déjeuner

Sauter le premier repas de votre journée augmente le risque de grignoter tout au long de la journée. Plus vous grignotez, plus vous aurez envie de grignoter et plus les conséquences sur votre métabolisme seront néfastes.

9/9 - Augmenter votre apport en protéines

Pour relancer votre métabolisme, privilégiez les aliments riches en protéines et en fibres. Ils vous aident à vous sentir rassasié et à brûler davantage. Les fibres dont votre métabolisme a besoin se trouvent dans l'avoine, les pois ou encore les lentilles.

9 SIGNES POUR RECONNAÎTRE UN MÉTABOLISME (TROP) LENT

1/9 - Une fatigue chronique

Les personnes dont le métabolisme ralentit ressentent beaucoup de fatigue et un manque d'énergie. Si vous dormez suffisamment, mais que vous avez des sensations de faiblesse sans raison, c'est peut-être votre cas.

2/9 - Un perte de poids difficile

Avoir un métabolisme rapide signifie que vous éliminez plus rapidement les graisses. Si malgré vos efforts pour mincir vous observez un gain de poids, ou encore que le moindre excès a un impact sur

votre balance, votre métabolisme est probablement lent.

3/9 - Les extrémités du corps froides

Si votre température corporelle a tendance à être basse, que vous ne parvenez pas à vous réchauffer ou que vos extrémités sont fréquemment froides, il s'agit de signaux d'un métabolisme lent.

4/9 - Des cheveux fragiles

Des cheveux secs ou cassants peuvent aussi vous alerter. Si vous constatez une perte importante ou

une fragilité de vos cheveux, votre métabolisme tourne probablement au ralenti.

5/9 - Des ongles cassants

Lorsque votre thyroïde ne produit pas suffisamment d'hormones, vous souffrez d'hypothyroïdie. Ces hormones ont une influence sur votre métabolisme. Des ongles cassants peuvent constituer un signe d'un métabolisme ralenti.

6/9 - Une peau sèche

Si votre peau semble très sèche, votre métabolisme ne fait peut-être

pas son devoir. Vous pouvez observer ce phénomène sur vos coudes ou vos talons.

7/9 - Des envies de sucres

Si vous ressentez de nombreuses fringales ou d'envies d'aliments sucrés régulièrement, cela peut être lié à une baisse de quantité d'énergie que votre corps utilise pour maintenir ses fonctions vitales.

8/9 - Vous avez passé la soixantaine

Le métabolisme dépend égale-

ment de l'âge. Les personnes âgées de plus de 65 ans brûlent jusqu'à 30% de graisses de moins que les individus plus jeunes. Dès 40 ans, il reste vivement conseillé de pratiquer une activité physique régulière pour y remédier.

9/9 - Des migraines fréquentes

La migraine s'inscrit comme un désordre neurologique chronique qui entraîne des épisodes de maux de tête importants. Elle peut, entre autres, être favorisée par un métabolisme énergétique altéré.

Précédent

Et s'il était possible de suspendre notre vieillissement ?

Comme le poisson africain killi, qui parvient à suspendre les effets du temps sur son métabolisme, les humains pourraient faire de même dans le futur. Les chercheurs étudient l'animal pour appliquer son fonctionnement au corps humain.

Le poisson killi a de quoi faire pâlir d'envie bon nombre d'humains... et de quoi ruiner les chirurgiens esthétiques ! Il est capable de suspendre les effets du temps sur son métabolisme. On a déjà vu cela dans de nombreux films de science-fiction, notamment dans les voyages interstellaires. Et si l'on pouvait appliquer cette "animation suspendue" aux humains ? Les chercheurs penchent sur la question, selon une étude parue dans la revue Science le 21 février.

Le killi turquoise se trouve en Afrique, et il parvient à se mettre en "pause". Ou plus particulièrement, en "diapause". Il s'agit d'une forme d'animation suspendue, qui ralentit grandement les effets du temps sur son corps. Le bul n'est évidemment pas pour l'espèce de ne pas vieillir... Mais plutôt de se protéger contre les aléas climatiques, comme la sécheresse d'un lac par exemple. Si sa durée de vie est comprise entre 4 et 10 mois, il est capable de se mettre en pause largement plus longtemps. Pendant ce temps, il ne se développe plus. Mais comment fait-il ?

UNE PROTÉINE MAGIQUE ?
C'est la question que se sont posés les chercheurs de l'université de Stanford. Pour se mettre en état de diapause, le poisson augmente sa production d'une certaine protéine : la CBX7. Elle permet en temps normal de préserver les muscles du corps des verbeux, et régule les gènes des organes. C'est elle qui, une fois produite en grande quantité place le verbeux en état de diapause.

A partir de cette information, les chercheurs souhaitent reproduire ce mécanisme pour les humains, et les placer en animation suspendue comme le killi. Cela pourrait par exemple, à échelle locale, de permettre de ralentir le processus métabolique et de limiter le vieillissement ? Par ailleurs, être en mesure de "suspendre la vie" pourrait être intéressant dans le futur, pour de longs voyages. Vers l'espace, par exemple !

de l'expression de

LE JEÛNE INTERMITTENT POUR PRÉVENIR LES MALADIES MÉTABOLIQUES ?

Ne manger que sur une période de 10 heures par jour permettrait d'éviter l'obésité ou le diabète. C'est la conclusion étonnante d'une étude américaine qui décrit l'influence de l'horloge biologique sur le métabolisme.

Des périodes de jeûne pour se protéger de l'obésité et du diabète ? C'est la piste suivie par les scientifiques de l'Institut Salk pour les études biologiques, en Californie. Dans la revue Cell Metabolism publiée le 30 août dernier, ils démontrent que répartir les calories consommées quotidiennement sur une période de 10 heures par jour (ce qu'on appelle jeûne intermittent) permettrait de prévenir les troubles métaboliques tels que l'obésité ou le diabète.

« Pour un bon nombre d'entre nous, la journée commence par une tasse de café en tout début de matinée et se termine par une collation avant le coucher, 14 ou 15 heures plus tard, développe Satchidananda Panda, professeure à l'Institut Salk et autrice principale de l'étude. Mais limiter sa consommation de nourriture à 10 heures par jour et jeûner le reste peut conduire à une meilleure santé, quelle que soit notre horloge biologique. » Car c'est bien d'horloge biologique dont il est question.

SYNCHRONISATION DES HORLOGES CELLULAIRES

En fait, pour arriver à cette conclusion, deux études ont été nécessaires. Pour la première, Satchidananda Panda et son équipe ont travaillé avec deux groupes de souris : le premier avec un accès illimité à de la nourriture riche en graisses et le deuxième avec un accès limité à 10 heures par jour à cette même nourriture. Ils avaient alors montré que les souris ayant accès 24 heures sur 24 à un régime gras développaient des maladies métaboliques, notamment un taux élevé de cholestérol ou du diabète. Mais les souris du 2ème groupe, elles, étaient devenues « minces », saines et en bonne santé. Ils en avaient conclu que cet effet bénéfique d'une plage horaire d'alimentation réduite (8 à 10h VS 24h) était dû à une meilleure



synchronisation de leurs horloges cellulaires. Car chaque cellule fonctionne selon un cycle qui dure 24 heures, appelé rythme circadien. Ce rythme biologique se décompose en plusieurs phases durant la journée. Ainsi, chez l'homme, les gènes de la digestion sont plus actifs assez tôt dans la journée, alors que les gènes de la réparation cellulaire sont plus actifs la nuit, période de jeûne.

Pour confirmer leur hypothèse, une autre étude a été nécessaire. Ils ont alors voulu tester ce même protocole (accès 24h sur 24 à de la nourriture enrichie en graisse VS nourriture disponible 10h par jour) sur des souris dont l'horloge interne était désactivée (souris génétiquement modifiées). Ils s'attendaient à ce que les souris de deux groupes développent des maladies métaboliques, étant l'absence d'horloge biologique pour diéter aux cellules quoi faire à quel

moment.

Or, il s'avère que même chez les souris sans horloge, le fait de ne manger que 10h par jour suffisait à leur éviter les maladies métaboliques : elles aussi étaient en bonne santé.

ÉQUILIBRE ENTRE DIGESTION ET RÉPARATION CELLULAIRE

Comment l'expliquer ? « En fait, notre première étude nous laissait penser que l'horloge biologique était programmée pour "éteindre" et "allumer" les gènes du métabolisme à des moments donnés, explique Amandine Chaix, scientifique à l'Institut Salk. Et même si c'est peut-être vrai, notre nouvelle étude, elle, suggère que le fait de contrôler les cycles d'alimentation et de jeûne (en imposant les heures de prise alimentaire) peut pallier l'absence d'horloge interne. » En d'autres termes, ils pensent que

l'horloge interne sert notamment à dicter les heures où manger et celles où s'abstenir. Ainsi, des perturbations de cette horloge biologique - notamment chez les travailleurs de nuit, le personnel navigant, etc. - favorisent le développement de maladies métaboliques, l'organisme ne sachant plus quand consommer de l'énergie et quand la dépenser.

La bonne nouvelle, expliquent les scientifiques, est qu'un simple changement de style de vie - manger durant une période de 10 heures - pourrait éviter ces maladies et rester en bonne santé. Les perturbations de l'horloge interne sont de cette façon rééquilibrée par une horloge externe. De même, une étude anglaise récemment publiée démontrait que reculer son petit-déjeuner et avancer son dîner de 90 minutes permettrait de perdre de la masse grasseuse.

LE JEÛNE INTERMITTENT POUR RÉDUIRE LES SYMPTÔMES DE L'OBÉSITÉ

Pour améliorer leur santé, stabiliser leur métabolisme et perdre du poids, les obèses devraient suivre un jeûne intermittent.

Le jeûne intermittent sans restriction calorique serait favorable au maintien du poids et au métabolisme, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Cell Research. Les conclusions de l'étude ont été observées sur des souris.

Les chercheurs de l'université de Toronto au Canada ont examiné

l'effet d'un jeûne intermittent, sans restriction calorique, chez les souris pendant 16 semaines. Les rongeurs avaient accès à la nourriture pendant 2 jours et suivaient le jeûne pendant 1 jour.

STABILISER LE MÉTABOLISME

Les résultats de l'étude ont montré que la santé des souris est considérablement influencée par les habitudes alimentaires quotidiennes. A la fin de l'étude, les scientifiques

ont constaté que ce régime avait permis des modifications sur le poids et la santé des rongeurs.

En effet, les souris testées pesaient moins que les souris du groupe témoin et l'accumulation de graisse blanche était réduite au profit de la graisse brune, impliquée dans la combustion de l'énergie et la production de chaleur corporelle. Le jeûne intermittent a aussi permis de stabiliser leur système métabolique. « Nous avons constaté qu'un jeûne intermittent non seulement em-

pêche l'obésité chez les souris, mais aussi améliore le métabolisme en changeant la qualité de la graisse dans le corps », explique Dr Hoon-Ki Sung, professeur adjoint en médecine de laboratoire et en pathobiologie à l'université de Toronto. Les résultats sont excitants, car ils montrent que la perte de poids n'est pas le seul avantage du jeûne. Il rétablit également la double fonction des cellules grasses, qui est de stocker et de libérer de l'énergie.

BURKINA FASO "Un Pacte de vivre-ensemble" attendu d'ici à fin août

Le ministère chargé de la Réconciliation nationale et de Cohésion sociale a installé jeudi, les membres du comité de pilotage chargé d'élaborer un "Pacte de vivre-ensemble" d'ici à fin août, qui va permettre de restaurer la cohésion sociale au Burkina Faso, ont rapporté des médias locaux.

"Dans la logique de réconciliation nationale et du redressement de notre société, ce Pacte de vivre-ensemble va être une sorte de nouvel accord entre Burkinabè dans nos différentes diversités pour s'assumer et vivre ensemble", a indiqué le ministre en charge de la cohésion sociale, Zéphirin Diabré, rapporte l'agence de presse burkinabè (AIB).

Il a précisé que le Pacte devrait être rédigé d'ici à fin août. Car pour M. Diabré, "Une chose est de se réconcilier, une chose est d'éviter de retomber dans les mêmes erreurs du passé". Il s'exprimait jeudi, lors de la cérémonie d'installation des membres du comité de pilotage du Pacte de vivre-ensemble.

Un comité de rédaction qui est un cadre plus technique est chargé de rédiger et soumettre ce document à l'appréciation du comité de pilotage. Il regroupe des représentants des institutions publiques, privées et des organisations de la société civile.

Selon M. Diabré, ce Pacte doit permettre de rêver d'une société Burkinabè réconciliée mais surtout consciente de son destin et qui décide de se redresser. Pour lui, ce Pacte va "mouler les institutions d'éducation et de formation, chargées à leur tour, de mouler le Burkinabè nouveau dans sa nouvelle mentalité, un nouvel être, un nouvel esprit".

M. Diabré a rappelé que son ministère est chargé d'écrire quatre référentiels qui seront soumis au forum national de réconciliation nationale qui doit se tenir d'ici la fin de cette année. Le Burkina Faso est confrontée depuis avril 2015 à des attaques terroristes, ayant causé des pertes en vies humaines, le déplacement de près de 1,3 millions de personnes et la fermeture de nombreux écoles et centres de santé.

Le forum va servir de cadre de validation de ces stratégies. "Et créer donc l'organe dont la mission sera de les mettre en route, c'est-à-dire de faire la réconciliation dans ces différents compartiments", a-t-il affirmé.

Il sied de rappeler que l'activité est soutenue par le programme des Nations Unies pour le développement (PUND) à travers son programme de cohésion sociale, sécurité et Etat de droit.

Elle vise à renforcer les capacités des autorités locales qui vont bientôt entamer des consultations au niveau de leurs circonscriptions administratives pour l'implémentation du processus de la réconciliation nationale.

TRANSITION AU MALI

Le parti PARENA propose la création de "l'Autorité Nationale de Gestion des Elections"

Le Parti pour la renaissance nationale au Mali (PARENA) a proposé vendredi dans une note remise au Premier ministre, la création d'une structure transitoire dénommée "ANGE" (Autorité Nationale de Gestion des Elections), ont rapporté des médias maliens.

Selon le parti Bélier blanc, l'Autorité Nationale de Gestion des Elections sera "présidée au niveau national par un Conseil d'Orientation et de Contrôle de vingt membres avec voix délibérative, tous nommés par décret présidentiel".

En outre, le Parti indique que les défis auxquels "cette Autorité aura à faire face sont essentiellement : L'audit du Fichier élec-

toral et la relecture de la loi électorale". "L'organe unique de gestion des élections prôné par le DNI (Dialogue national inclusif) en 2019 et les journées de concertations nationales de septembre 2020 auraient pu être la réponse appropriée si nous disposions de temps", a ajouté le parti.

"L'ANGE est une alternative à la fois crédible et réalisable dans le délai imparti à la Transition", selon le parti qui a indiqué que "l'Autorité sera consacrée par la loi électorale qui doit être revue à cet effet".

Il a précisé que "eu égard à la durée relativement courte de la Transition, donc l'impossibilité matérielle de réunir toutes ces conditions pour la mise en place

SAHARA OCCIDENTAL L'UE appelée à ouvrir une enquête sur les importations illégales issues du Sahara occidental occupé

L'eurodéputé Jordi Canas du parti espagnol Ciudadanos a appelé la Commission européenne à ouvrir une enquête sur les pratiques illégales du Maroc qui exporte des produits agricoles issues du Sahara occidental occupé vers l'UE en violation de nombreuses lois européennes.

Ces pratiques marocaines font qu'"il est impossible pour le consommateur européen de connaître l'origine réelle des produits, en violation flagrante des règles d'étiquetage de l'UE et des accords signés, générant également une concurrence déloyale avec les producteurs européens faisant baisser la production de tomates dans des pays producteurs comme l'Espagne", déplore Jordi Canas.

Citant le récent rapport "droits de l'Homme et entreprises transnationales au Sahara occidental", réalisé par l'organisation Mundubat, l'eurodéputé rappelle que "7 à 14% des tomates que le Maroc exporte vers l'Europe proviennent des champs de Dakhla, au Sahara occidental occupé".

Jordi Canas explique que "ces produits sont ensuite acheminés par voie terrestre jusqu'à Agadir au Maroc où elles sont mélangées avec des tomates locales, emballées et étiquetées comme un produit fabriqué au Maroc pour l'exportation". Face à ce constat alarmant, l'eurodéputé a exhorté la Commission eu-



ropéenne à mener sa propre enquête sur ces pratiques frauduleuses dénoncées dans le rapport de l'organisation Mundubat.

Il demande également à la Commission d'"expliquer quelles mesures elle compte prendre pour que la partie marocaine respecte l'accord d'association UE-Maroc et la décision (UE) 2019/217 du Conseil concernant les produits agricoles cultivés au Sahara occidental". Les agisse-

ments graves du Maroc et ses violations répétées des arrêts de la Cour européenne de justice ont également fait réagir la Coordinatrice des Organisations d'agriculteurs et d'éleveurs (COAG) qui a dénoncé les manœuvres de la Commission européenne consistant à maquiller l'illégalité des accords agricoles avec le Maroc en incluant les produits issus des territoires occupés du Sahara occidental. Elle prévient que la "mo-

dification unilatérale par la Commission européenne" contredit l'ONU, qui ne reconnaît pas la souveraineté du Maroc sur le territoire occupé du Sahara occidental. De même, le porte-parole de l'organisation fondée en 1977, Andres Gongora, souligne "qu'un autre droit continue d'être violé en cachant aux consommateurs l'origine exacte des produits qu'ils achètent dans les supermarchés".

L'armée sahraouie mène de nouvelles attaques contre des positions des forces d'occupation marocaines

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre des positions des forces de l'armée d'occupation marocaine le long du mur du sable, a indiqué jeudi soir le communiqué militaire 239 du ministère sahraoui de la Défense.

Les unités de l'APLS ont bombardé des positions des forces d'occupation

dans la région d'Oum Edken dans le secteur de Bakari et les régions d'Amekli Edechra et d'Amekli Lebker dans le secteur d'Amkala, selon le communiqué repris par l'agence de presse sahraouie (SPS).

L'armée sahraouie a également ciblé des retranchements des forces d'occupation marocaines dans les régions d'Akrara Echdida, Sebkhata

Tnouched et Oued Edhomran dans le secteur de Mahbes, a ajouté la même source.

Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces d'occupation marocaines qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte, a conclu le communiqué militaire.

PALESTINE-TURQUIE

Le président palestinien Mahmoud Abbas se rend en Turquie (présidence turque)

Le président palestinien Mahmoud Abbas va effectuer, vendredi, une visite en Turquie en réponse à l'invitation du président turc Recep Tayyip Erdogan et au cours de laquelle les deux dirigeants vont échanger leurs vues sur notamment les développements du conflit au Moyen-Orient, selon la présidence turque.

Une déclaration publiée par le département de la communication de la présidence turque a indiqué que la visite d'Abbas durera 3 jours, du 9 au 11 juillet, l'occasion de discuter des relations bilatérales.

Le communiqué souligne que les discussions porteront sur les mesures qui peuvent être prises pour

développer les relations de coopération entre la Turquie et "l'Etat ami et frère de Palestine" Erdogan et Abbas échangeront leurs vues sur la situation humanitaire en Palestine, les développements du conflit entre Palestiniens et Israéliens, la réconciliation palestinienne et les élections prévues en Palestine.



IRAK

Un policier et un civil tués dans une attaque dans le nord de l'Irak

Un policier irakien et un civil ont été tués, vendredi, dans deux attaques distinctes menées par des inconnus armés dans les provinces de Kirkouk et de Salah al-Din (nord), selon deux sources sécuritaires.

Un officier de police de Kirkouk cité par des agences, a déclaré que "des hommes armés ont attaqué plusieurs secteurs de la police fédérale

dans les districts de Riyad et de Rashad de la province, dans la nuit du jeudi au vendredi, après minuit".

La même source a ajouté que "l'un des policiers fédéraux a été tué dans l'attaque, avant que les assaillants ne prennent la fuite".

Pour sa part, le capitaine de la police de Salah al-Din, Samir al-Chihabi, a déclaré que "des hommes armés ont

pris d'assaut la maison du maire de la région d'al-Abbasiya au nord-est de la ville de Samarra, au sud de la province, tard dans la nuit du vendredi".

Et d'ajouter que "les hommes armés ont ouvert le feu sur les propriétaires de la maison, ce qui a causé la mort du frère du maire et la blessure de ce dernier et de son fils, avant que les assaillants ne prennent la fuite".

TURQUIE

Arrestation à Ankara de 7 étrangers soupçonnés d'appartenir à Daech

Les autorités turques ont arrêté 7 étrangers accusés d'appartenir à l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (Daech) dans la capitale, Ankara, ont rapporté vendredi des médias locaux.

Le parquet d'Ankara a déclaré, vendredi dans un communiqué, que dans le cadre des enquêtes du bureau antiterroriste, un mandat d'arrêt avait été émis contre 10 personnes étrangères, rapporte l'agence de

presse turque (Anadolu).

Le communiqué a ajouté que les personnes mentionnées sont des éléments de l'organisation terroriste Daech et mènent des activités dans la capitale pour l'organisation.

Il a indiqué que 7 des personnes recherchées ont été arrêtées par les équipes antiterroristes de la Direction de la sécurité d'Ankara, tandis que les efforts se poursuivent pour arrêter les autres.

YÉMEN

Les Houthis rejettent les initiatives de paix (Washington)

L'ambassade américaine au Yémen a accusé, jeudi, le groupe Houthi d'escalade et de rejet des initiatives de paix "dans le pays".

Dans un tweet, l'ambassade a déclaré que les Yéménites déplacés sont face à de grandes difficultés et dangers,

"d'autant plus que les Houthis insistent sur l'escalade et rejettent les initiatives de paix".

"Alors que les Etats-Unis continuent de porter secours au peuple yéménite, nous réitérons notre appel aux Houthis d'accepter un cessez-le-feu et d'enta-

mer des négociations immédiatement", a-t-elle ajouté. Le Yémen vit, depuis 2014, une guerre entre les forces gouvernementales, soutenues par une coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite, d'une part, et le groupe houthi, soutenu par l'Iran, d'autre part.

VENEZUELA-UE

Mission de l'UE au Venezuela pour étudier l'envoi d'observateurs électoraux

Des experts électoraux de l'Union européenne sont arrivés à Caracas pour évaluer la possibilité de déployer une mission d'observation des élections régionales du 21 novembre, a annoncé jeudi le ministère vénézuélien des Affaires étrangères.

Les représentants de l'UE vont tenir "des réunions avec les autorités publiques et les acteurs politiques", a indiqué le ministère dans un tweet.

Le 25 juin, le président du Conseil national électoral, Pedro Calzadilla, avait fait savoir que la mission de l'UE serait composée de

trois fonctionnaires et de quatre experts électoraux.

L'élection des maires et des gouverneurs aura lieu le 21 novembre, scrutin pour lequel le président Nicolas Maduro a voulu récemment donner des gages.

Il a notamment promis de respecter toute victoire de l'opposition, qui peut désormais se présenter en coalition, et de supprimer le système des "protectorats" dans les régions remportées par l'opposition, qui enlevait une grande partie de leur pouvoir aux élus.

De leur côté, l'UE, les Etats-Unis et le Canada se sont dit prêts fin juin à "re-

voir" les sanctions contre le gouvernement de M. Maduro s'il y a des avancées en vue d'élections "crédibles".

En 2020, l'UE avait déjà envoyé une mission pour tenter de convaincre les autorités de reporter les élections législatives afin de pouvoir déployer une mission d'observation.

Le pouvoir avait refusé et les élections législatives se sont tenues le 6 décembre, malgré le boycott d'une grande partie de l'opposition, en particulier de son chef de file, Juan Guaido.

Le parti du président Maduro avait finalement repris

le contrôle de l'Assemblée nationale, aux mains de l'opposition depuis 2015.

Pour l'UE, l'Assemblée nationale élue en 2015 et dont le mandat est arrivé à échéance en janvier 2021, est "la dernière expression libre des Vénézuéliens dans un processus électoral".

La réélection en 2018 de Nicolas Maduro pour un deuxième mandat n'a été reconnue ni par l'opposition, ni par une grande partie de la communauté internationale, Etats-Unis et Union européenne en tête, qui reconnaissent Juan Guaido comme président par intérim.

ETATS UNIS - AFGHANISTAN

Biden: le retrait des troupes américaines d'Afghanistan "sera achevé le 31 août"

Le président des Etats-Unis, Joe Biden a déclaré jeudi que le retrait des troupes américaines d'Afghanistan serait "achevé le 31 août", et assuré que la prise de contrôle du pays par les talibans n'était "pas inévitable".

Le démocrate a souligné que les Américains avaient "atteint leurs objectifs" dans le pays, à savoir lutter contre la menace terroriste.

"Ce n'est pas inévitable", a-t-il dit en réponse à une question sur une possible victoire des talibans, qui multiplient les offensives militaires dans le pays.

Joe Biden a aussi assuré que les autorités afghanes avaient "la capacité" d'assurer la continuité du gouvernement.

Aux journalistes qui lui demandaient si ses propres services de renseignement avaient prévu l'effondrement du gouvernement afghan, Joe Biden a répondu catégoriquement: "Cela n'est pas vrai".

"La probabilité qu'il n'y aura qu'un gouvernement uni en Afghanistan contrôlant tout le pays est hautement invraisemblable", a-t-il toutefois précisé.

Joe Biden a promis que le soutien américain au peuple afghan allait "perdurer" malgré le retrait des troupes, déjà accompli à 90%.

Les Etats-Unis ne sont pas intervenus en Afghanistan il y a vingt ans "pour construire une nation", a-t-il précisé, affirmant qu'il s'agissait là de "la responsabilité" des Afghans eux-mêmes.

"Je n'envoierai pas une autre génération d'Américains combattre en Afghanistan", a-t-il martelé. "Nous mettons fin à la plus longue guerre de l'Amérique mais nous honorerons pour toujours le courage de ceux qui ont servi là-bas". Le président s'est aussi adressé directement aux interprètes de l'armée américaine, qui risquent des représailles pour avoir aidé les forces étrangères: "Il y a une place pour vous" aux Etats-Unis, leur a-t-il promis.

Quelque 18.000 Afghans, interprètes, chauffeurs ou sous-traitants, attendent de savoir s'ils pourront s'installer aux Etats-Unis.

Le traitement de ces dossiers peut d'ordinaire prendre des années. Des combats entre talibans et forces afghanes ont fait rage jeudi pour le deuxième jour consécutif dans le nord-ouest de l'Afghanistan, où les talibans mènent leur première offensive contre une capitale provinciale depuis le début de la dernière phase du retrait des troupes américaines.

AFGHANISTAN

Les Talibans prennent le contrôle d'un poste sur la frontière avec le Turkménistan

Des responsables afghans ont affirmé, vendredi, que le mouvement des Talibans a pris le contrôle de la ville frontalière de Towrgondi, l'une des portes commerciales vers le Turkménistan, située dans la province occidentale d'Herat.

Cités par le site local TOLONews, des responsables locaux ont fait savoir que des Talibans ont pris le contrôle de la ville frontalière de Towrgondi près du Turkménistan.

Les affrontements entre les forces de sécurité afghanes et les Talibans se sont intensifiés depuis des jours, au moment où les forces américaines se retirent progressivement du pays, le retrait devant s'achever d'ici le 11 septembre prochain, selon le président des Etats-Unis, Joe Biden.

MILA

Plus de 280 objets historiques culturels déposés au musée Cirta de Constantine

Les services de la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Mila ont déposé 284 objets historiques culturels au musée national Cirta de Constantine, a-t-on appris jeudi auprès de cette direction. Le transfert de ces biens culturels, composés d'une collection de 283 pièces de monnaie en bronze datant de la période romaine et d'un pistolet de fabrication artisanale belge datant de 1884 a été menée mercredi, a précisé à l'APS, le chef du service du patrimoine culturel, Lazghad Chiaba.

Ces objets historiques culturels ont été récupérés par les services de la sûreté de wilaya, dans le cadre de leurs actions de protection du patrimoine culturel matériel et immatériel au cours de l'année 2021, et remis au service du patrimoine culturel en trois étapes, selon la même source.

Il est indiqué que 195 pièces de monnaie ont été remises durant la première étape, le pistolet

belge durant la deuxième étape et 88 pièces de monnaie durant la troisième. M. Chiaba a également salué les efforts des services de la sûreté de wilaya et autres corps de sécurité pour la protection du patrimoine, en coordination avec la direction de la culture qui prend en charge l'aspect technique et l'expertise des objets saisis.

Avec ce transfert, la wilaya de Mila aura déposé au musée Cirta

de Constantine un total de 11.077 biens culturels dont des pièces de monnaie, des fossiles, des ustensiles en terre cuite, des statues en bronze et en marbre et des bijoux. Le même cadre a expliqué, en outre, que le dépôt de ces biens au musée de Cirta par l'inexistence de musée à Mila, assurant qu'en cas de réalisation d'un musée local, ces biens seront récupérés pour y être déposés.



TIZI-OUZOU

L'organisation du festival Raconte-Arts tributaire de la situation sanitaire

L'organisation de la 17ème édition du festival culturel Raconte-Arts, prévue du 13 au 20 août prochain au village Ait Ouabane au Sud-est de Tizi-Ouzou, reste tributaire de l'évolution de la situation sanitaire de Covid-19, ont annoncé jeudi les organisateurs de cette manifestation culturelle.

Le village d'Ait Ouabane a accepté le principe d'accueillir le festival une seconde fois, après avoir accueilli la 14ème édition en 2017, "sous réserve d'une évolution positive de la situation sanitaire", souligne le communiqué des organisateurs.

Les organisateurs et le comité du village qui travaillent en étroite collaboration demeurent "très vigilant" et à l'écoute du corps médical consulté régulièrement, est-il souligné.

Les inscriptions pour les participants et l'établissement du programme de cette édition seront lancées dans quelques jours, et le public et les participants seront, en outre, informés de toute évolution de la situation.

Le choix du village hôte qui a déjà accueilli le festival et montré une capacité d'organisation hors norme, s'est imposé

suite au désistement du village Ait Aissi, dans la commune d'Yakourene, devant initialement accueillir cette édition.

L'organisation de la 17ème édition, prévue en juillet de l'année écoulée, 2020, au village Ait Smail dans la commune d'Yakourene, a été, pour rappel annulée pour cause de l'acuité de la crise sanitaire qui sévissait alors.

La reprise après deux années d'interruption sera, certes, "difficile mais pas impossible si tout le monde y met du sien", organisateurs, participants et public pour faire encore opérer la magie de Ra-

conte-Arts, est-il souligné de même source. Organisée par la Ligue locale des arts cinématographiques et dramatiques, le festival itinérant inauguré en 2004 à Ath-Yenni et ayant sillonné plusieurs villages, s'est imposé, depuis, comme un événement culturel incontournable à travers la wilaya.

Lors de sa 15ème édition organisée en 2018 au village Tiferdoud dans la commune d'Abi-Youcef, au Sud-est de la wilaya, il a été décidé de dédier une des journées du festival au village hôte pour se faire connaître.

NOUVEAU DOUBLE ALBUM DE TAKFARINAS

La musique pour raconter la "ratatouille" du monde

"Algérie, ma mère" et "Mon coeur, c'est l'amour", deux cris du coeur par lesquels la star algérienne de la world music, Takfarinas, de son vrai nom Hacène Zermani, signe son retour sur la scène musicale, après une décennie de silence, avec la sortie mondiale, le 18 juin dernier, de son double album.

Retour au pays pour la promotion de ces albums, Takfa, exprime déjà sa "satisfaction de l'écho reçu à travers le monde" et de ce "retour sur scène après un silence fructif et marqué par un long et dur travail pour concevoir ces deux albums", lors d'une rencontre conviviale, mardi dans la soirée, avec la presse locale à Tizi-Ouzou. Son dernier album, "Lwaldine" (Hymne aux parents) est sorti en 2011, depuis, "Takfa", a travaillé "sans discontinuité", dit-il sur ce 19ème album de sa carrière entamée en 1979, réalisé avec la complicité étroite de l'ingénieur du son algérien installé à Paris, Abdelghani Torqui, et du Cubain Luis Orlando.

Pour cet opus de 21 chansons, déjà prêt en 2019 mais dont la sortie a été reportée pour "cause de la situation politique au pays et ensuite de la pandémie de Coronavirus", l'artiste se fait accompagner de plusieurs étoiles montantes de la musique d'aujourd'hui, pour dire "le groove, le sentiment, le plaisir, la morale, la dent dure et le coeur tendre".

Exprimant la ratatouille "Tchektchouka" du monde d'aujourd'hui, les rappeurs Rohff, franco-comorien de Vitry-sur-Seine et l'Américain d'origine dominicaine, Mangu, lui donnent la réplique en s'interrogeant sur l'avenir du monde et de la jeunesse.

Célia Ould Mohand, lauréate de l'émission "Alhan oua chabab" (musique et jeunesse) et Rebecca phirmis (chanteuse française), deivent, elles, avec l'artiste, dans un échange plein d'humour et de quiproquos, sur un fond festif, sur la condition de la femme dans le monde d'aujourd'hui.

La JSK, que l'artiste accompagne, à l'occasion, au Bénin pour assister à la finale de la coupe de la Confédération africaine (CAF), est aussi présente dans cet album. Musicalement, Takfa varie les genres et les instruments. Du chaâbi, du rap et du rock.

Et c'est Norbert Krief, l'accompagnateur de Johnny Hallyday, "à la bonne époque, celle du Parc des Princes", qui apporte sa touche et ses riffs électro hard rock incendiaires sur l'une des chansons de l'album, "Ma Kabylité". La graphie n'est pas en reste chez Takfa, et pour ce double album, l'artiste, toujours à la page, s'est offert les services d'Etienne de Courrèges, Nawel Chabane et Adel Chaoui, trois graphistes à la pointe du combat.

Le rêve d'une tournée à travers l'Algérie

"Je ne suis pas un ingénieur qui pourra inventer une navette spatiale, mais, musicalement, je suis une météorite capable d'enflammer ce pays, pour peu qu'on me laisse faire à ma manière", affirme l'artiste, toujours amer quant à l'échec de son projet de tournée à travers le pays en 2015.

"J'ai pris le risque et travaillé pendant des mois avec 45 musiciens sans avoir aucun engagement écrit et à la fin le projet s'est évaporé sans raison ni explication aucune", déplore-t-il en assurant garder toujours l'espoir de faire une tournée à travers le pays "pour montrer de quoi nous sommes capables".

Une tournée qui sera, promet-il, "à 100% avec des compétences algériennes" avant de révéler que l'ingénieur du son de la rock star mondiale Prince est un algérien qui "sautera (avec lui) dans le premier avion pour donner du bonheur aux Algériens". Autre promesse faite par l'artiste pour son public, lors de cette rencontre, "un prochain album entièrement chaâbi qui va révolutionner cette musique", qui reste, dit-il, son "inspiration première".

MUSIQUE

Inauguration à Alger d'un nouveau studio dédié aux répétitions musicales

Un studio professionnel dédié aux répétitions musicales, mis à la disposition des artistes créateurs par l'Office nationale de la Culture et de l'Information (Onci), a été inauguré mercredi à Alger à l'occasion du 59e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse et baptisé du nom du grand compositeur et regretté, Ahmed Malek.

Officiellement ouvert au "Village des artistes", dans la localité de Zeralda (Ouest d'Alger), par le directeur général de l'Onci, Abdellah Bougandoura qui a confié au musicien chanteur Badji El Bahri le soin de couper le ruban inaugural, le Studio "Ahmed-Malek" compte quatre espaces de différentes superficies, qui s'étendent sur une surface de 150 m2.

Doté d'équipements numériques de dernière génération, le studio est composé d'une salle de réception, d'une régie technique de 32 pistes, d'un espace de mise en boîte pouvant accueillir une vingtaine de musiciens et d'une salle de travail et de concertation où les artistes pourront se réunir, explique le conseiller artistique du directeur général de l'Onci, Hakim Ladjal.

Le leader du groupe "Dzair" explique que la régie technique de ce nouvel espace, qui attend d'être renforcé par l'ouverture par un autre studio "réservé, celui là, uniquement pour les enregistrements", met à la disposition des musiciens, entre autres moyens techniques, pas moins de cinq logiciels générateurs de sons, un convertisseur d'enregistrements, écoute monitoring, compresseur de son et microphones omnidirectionnels.

La salle d'enregistrement est, quant à elle, dotée de trois batteries dont une électronique, deux amplificateurs pour guitares, solo et basse, un piano électrique, des guitares et plusieurs sortes d'instruments de percussions, entre autre.

En présence de plusieurs artistes in-

vités dont Kamel Maati, Fouad Ouamane, Salim Chaoui, Mohamed Rouane, et du secrétaire général de la Coordination des musiciens de la wilaya d'Alger, le violoniste compositeur, Kheireddine Mka-chiche, la cérémonie inaugurale a été marquée par l'intervention du directeur général de l'Onci et du premier responsable du "Village des artistes".

"La salle Ahmed-Bey de Constantine sera très prochainement dotée d'un studio similaire à celui que nous inaugurons aujourd'hui à Alger, un projet que nous comptons reproduire également dans la ville d'Oran", a déclaré Abdellah Bougandoura, qui a évoqué la possibilité d'"organiser des ateliers de formation technique" dans ces studios.

"Ce genre d'initiatives tend à assurer plus confort à nos musiciens qui auront par leurs créations à préserver et promouvoir la richesse et la diversité du patrimoine musical algérien", a estimé pour sa part Walid Tifoura, avant d'ajouter que cet investissement constituait un "nouvel acquis" pour les artistes, les musiciens notamment.

Né à Bordj El Kiffan à l'est d'Alger, Ahmed Malek (1931-2008) a rejoint l'Institut de musique en 1942 où il a appris à jouer au ney, au piano et à l'accordéon.

En 1947, il intègre l'Orchestre moderne de la Radio algérienne dirigé alors par le regretté Mustapha Skandrani (1920-2005) et collabore comme arrangeur avec plusieurs artistes et groupes de musique algériens de renom.

Ahmed Malek a composé nombre de musiques de films dont, "Zone interdite" d'Ahmed Lalle (1972), "Le charbonnier" de Mohammed Bouamari (1972), "Les enfants de novembre" de Moussa Haddad (1975), "Omar guetlatou" de Merzak Al-louache, (1976), "Autopsie d'un complot" de Mohamed Slim Riad (1977) et "Un toit, une famille" de Rabah Laradji (1982).

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mascara : installation de 19 nouveaux équipements de technologie AMSAN

Le secteur des télécommunications de la wilaya de Mascara a été renforcé, avec l'installation de 19 équipements de technologie de téléphonie multiservices (AMSAN), durant le premier semestre de l'année en cours, a-t-on appris jeudi de la direction opérationnelle locale d'Algérie Télécom".



Dans le cadre de l'extension et du développement du réseau téléphonique et l'installation des équipements techniques les plus modernes, à travers les communes de la wilaya de Mascara, 19 équipements de technologie de téléphonie multiservices d'une capacité de 6.000 lignes ont été mis en exploitation, la majorité dans les zones d'ombre, a précisé à l'APS le chargé de la communication de cette direction, Djamel Derir.

La même source a indiqué que ces nouveaux équipements sont répartis à travers les communes de Mascara, Ghriiss, Oud Taria, Tighenif et Maoussa, en plus des communes de Zlamta, Bouhenni,

Froha, Bouhanifia et Zahana.

Ces communes ont bénéficié de l'accompagnement d'Algérie Télécom au vu de l'extension urbaine qu'elles connaissent nécessitant une couverture des nouvelles cités d'habitation des réseaux téléphoniques et d'Internet. Le nombre d'équipements de téléphonie multiservices a augmenté à 184, à travers l'ensemble de la wilaya de Mascara, après l'entrée en service de ces 19 équipements, dont deux équipements fonctionnant avec la technologie de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), selon M. Derir.

Durant la même période, la même direction opérationnelle a installé deux nouvelles stations

des services du téléphone et de l'Internet de la 4ème génération d'une capacité atteignant 800 abonnés pour chaque station, au niveau des villages Beni Zighe de la commune de Fraguig et Sidi Hamadouche de la commune Sedjerara, ajoute la même source. L'entrée en service des deux stations a permis d'augmenter le nombre des stations d'émission des services du téléphone et d'Internet par la technologie de la 4G exploitée dans la wilaya à 61 stations d'une capacité atteignant les 48.800 abonnés, la majorité de ces stations ont été installées dans les petits villages et les zones reculées classifiées comme zones d'ombre.

BATNA

Plus de 300 enfants participent au 3ème championnat national du robot éducatif

La 3ème édition du championnat national du robot éducatif abrité par la salle polyvalente du complexe culturel et sportif de la ville de Batna a vu la participation, jeudi, de plus de 300 enfants venus de 27 wilayas du pays.

Tenu en présence des parents, dans le respect des conditions de prévention contre la Covid-19, l'ouverture de la manifestation a été présidée par le wali de Batna, Toufik Mezhoud, qui s'est entretenu avec des enfants participant au championnat et reçu des explications à ce sujet.

Initiée par l'association "Génération technologique" en coordination avec "Robot éducatif Algérie", et sous l'égide de la direction de la jeunesse et des sports, la manifestation est placée sous le slogan "Enfants d'aujourd'hui, ingénieur de demain" avec pour thème central "le sport et les villes intelligentes".

Selon la vice-présidente de l'association Géné-

ration technologique, Yemouna Chihani, le championnat est une opportunité pour présenter les projets et modèles de villes intelligentes conçues par les enfants sous la direction de formateurs spécialisés. L'objectif de la manifestation qui a regroupé des enfants de 3 à 16 ans est de sélectionner les meilleures œuvres pour participer aux manifestations continentales et internationales, a ajouté Mme. Chihani qui a indiqué que tous les jeunes participants ont reçu des médailles d'encouragement afin de poursuivre dans ce créneau novateur.

Les jeunes participants, les encadreurs et les parents ont salué, de leur côté, les conditions mises en place pour la tenue de cette manifestation par la direction de la jeunesse et des sports de Batna.

Les éliminatoires régionales de ce championnat s'étaient déroulées en avril passé dans cette même salle, a-t-on rappelé.

USA - RUSSIE - PIRATAGE

Joe Biden pressé de réagir après une série de cyber attaques liées à Moscou

Joe Biden était sous pression mercredi après une nouvelle série de cyberattaques liées à la Russie, qui mettent à l'épreuve sa fermeté affichée lors du sommet avec Vladimir Poutine.

Le président américain a réuni plusieurs hauts responsables du renseignement, de la diplomatie, de la justice ou encore de la sécurité intérieure, pour discuter de la stratégie de son administration à ce sujet.

Interrogé à la sortie de cette réunion sur le message qu'il sou-

haitait envoyer à son homologue russe, il a juste lancé: "Je lui transmets. "Il n'est pas dans notre intérêt de révéler nos coups à l'avance", a ajouté la porte-parole de la Maison Blanche Jen Psaki, en ajoutant que le président disposait "d'un large éventail d'options".

Les Etats-Unis ont été frappés récemment par de nombreuses attaques au "ransomware" ou "ransomware", qui consistent à s'introduire dans les réseaux d'une entité pour crypter ses don-

nées, puis à réclamer une rançon, le plus souvent en bitcoins, en échange de la clé de déchiffrement.

L'une des plus spectaculaires a visé vendredi la société américaine d'informatique Kaseya qui pourra t, indirectement, avoir affecté jusqu'à 1.500 entreprises.

Un groupe de hackers russes connus sous le nom de REvil a revendiqué l'intrusion, dont Kaseya ne s'était toujours pas remise mercredi, et a réclaté 70 millions de dollars.

CYBERSÉCURITÉ

Nécessaire échange interafricain des informations pour éviter de tomber dans le terrorisme conventionnel (expert)

Les participants aux travaux du 12e atelier de la Ligue des Oulémas, prêcheurs et imams du Sahel (LOPIS) tenus les 5 et 6 juillet courant à Ouagadougou (Burkina Faso) ont mis en garde contre les activités des réseaux terroristes via internet, soulignant la nécessité d'un échange d'informations pour éviter de tomber dans le terrorisme conventionnel.

Dans une déclaration à l'APS, le président de la LOPIS a souligné que la ligue s'employait à être présente dans les médias et sur les réseaux sociaux, estimant que ce domaine est "très important" pour contrer le discours extrémiste, à travers "une présence des Oulémas dans le monde virtuel".

Le représentant du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT), Dahmani Amer considère que la lutte efficace contre le risque accru du terrorisme cybernétique et le discours extrémiste nécessite de "renforcer l'échange des informations et des expertises pour éviter de tomber dans le terrorisme conventionnel", précisant que le CAERT veille à assumer ce rôle en collaboration avec les pays africains.

En avril dernier, l'Union européenne (UE) a imposé des restrictions sur les plateformes électroniques, applicables en 2022, consistant à retirer les contenus terroristes du web et supprimer les photos, les vidéos et les messages à caractère terroriste dans un délai d'une heure.

Le CAERT œuvre avec les pays membres de l'Union africaine (UA) à trouver des "textes clairs concernant la lutte contre le terrorisme cybernétique" et partant "renforcer la lutte contre le terrorisme cybernétique par des moyens juridiques et techniques", a précisé M. Dahmani.

Cela exige, entre autres, la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme dans l'espace cybernétique et la création de centres nationaux de cybersécurité, selon l'expert.

Il propose, dans ce contexte, la création d'une unité de recherche dans l'espace cybernétique, la formation de magistrats et d'hommes de loi dans ce domaine, outre la création de structures pour la lutte contre le terrorisme électronique et les crimes électroniques.

L'Algérie, à travers l'Armée nationale populaire (ANP), a adopté une stratégie générale de cyberdéfense, a fait savoir le directeur du centre de cyberdéfense et contrôle de la sécurité des systèmes, le lieutenant-colonel, Nabti Makram dans un entretien accordé à la revue El Djeich dans son numéro de juin dernier.

Cette stratégie a vu la contribution de tous les organismes spécialisés de l'ANP dont les services ont permis de développer et d'acquérir une expérience qui leur permet d'accomplir pleinement leurs missions, précise le responsable. Au regard des efforts accrus pour la numérisation des prestations des services de l'Etat, l'Algérie constitue désormais la cible de campagnes et d'attaques cybernétiques, a-t-il dit. Pour contrer ces attaques, l'Algérie a lancé en janvier 2020 la création d'un dispositif national de la sécurité des systèmes d'information qui constitue un outil d'Etat pour l'élaboration de la stratégie nationale et la coordination de sa mise en œuvre.

FRANCE

Une autorité administrative appelle à agir contre le racisme en ligne

Une autorité administrative indépendante a appelé jeudi le gouvernement français à réagir face au racisme et à l'antisémitisme qui essaient sur internet et nourrissent de plus en plus d'affaires. "Il est important de pouvoir mieux lutter" contre "le racisme et l'antisémitisme", très présents dans les "discours haineux véhiculés sur internet", souligne la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dans son rapport annuel sur l'"état des lieux" du racisme en France, remis jeudi au Premier ministre, repris par des médias. "Cela représente parfois plusieurs centaines de messages par jour" sur les réseaux sociaux, a expliqué à l'AFP le président de la commission, Jean-Marie Burguburu. La CNCDH appelle pour cela l'Etat à créer une nouvelle instance indépendante de régulation d'internet en France, chargée notamment de prévenir les propos haineux et d'imposer des obligations (modération et contrôle notamment) aux plateformes internet. La CNCDH réclame également au gouvernement un "plan d'action national pour l'éducation et la citoyenneté numériques".

GOLF

Munoz et Chesson en tête du John Deere Classic dans l'Illinois

Le Colombien Sebastian Munoz, grâce à cinq birdies sur ses cinq derniers trous, est ex-aequo avec l'Américain Chesson Hadley en tête après le 1er tour du John Deere Classic, comptant pour le PGA Tour, sur le parcours de Deere Run à Silvis (Illinois).

Munoz, victorieux pour la première et unique fois sur le PGA Tour en 2019, a rendu une carte de 63, à huit coups sous le par, grâce à neuf birdies pour un seul bogey.

Comme Hadley, mais avec un birdie de plus que l'Américain qui a rendu une carte vierge de tout bogey.

Un autre Colombien, Camilo Villegas, a fait presque aussi bien que son compatriote (64) et pointe à un coup du duo de leaders dans un trio de poursuivants complété par les Américains Chez Reavie et Hank Lebioda.

Cette première journée s'est mal terminée pour le Sud-Coréen Kim Si-woo, qui jouait avec Munoz. Alors qu'il venait de taper son drive au trou N.9, il s'est retiré du tournoi en raison d'un mal de dos. Il était alors à sept coups au dessus du par.

Classement du 1er tour du John Deere Classic, jeudi sur le parcours de

	(par 71):
1. Sebastián Muñoz (COL)	-8 (63)
2. Chesson Hadley (USA)	-8 (63)
3. Chez Reavie (USA)	-7 (64)
4. Camilo Villegas (COL)	-7 (64)
5. Hank Lebioda (USA)	-7 (64)
6. Ryan Moore (USA)	-6 (65)
7. Luke List (USA)	-5 (66)
8. Kevin Tway (USA)	-5 (66)
9. Cameron Champ (USA)	-5 (66)
10. Michael Gellerman (USA)	-5 (66)
11. Doug Ghim (USA)	-5 (66)
12. Cam Davis (AUS)	-4 (67)
13. Kang Sung (KOR)	-4 (67)
14. Jhonattan Vegas (VEN)	-4 (67)
15. Henrik Norlander (SWE)	-4 (67)
16. Nick Taylor (CAN)	-4 (67)
17. Fabián Gómez (ARG)	-4 (67)

AUSTRALIE

Le joueur de tennis australien Kyrgios confirme renoncer aux JO

Le joueur de tennis australien Nick Kyrgios a confirmé vendredi qu'il ne participerait pas aux Jeux olympiques de Tokyo, qui ouvrent dans deux semaines, affirmant que l'absence de spectateurs avait été un élément important dans sa prise de décision. Il avait déjà laissé planer le doute sur sa participation aux JO lorsqu'il avait abandonné sur blessure le tournoi de Wimbledon la semaine dernière.

Le joueur de 26 ans, qui devait représenter l'Australie avec dix autres joueurs de tennis, s'était également plaint des mesures de quarantaine imposées par les autorités japonaises à l'occasion des olympiades et il avait fait savoir qu'il ne voulait pas participer si le public n'était pas présent. "L'idée de jouer dans un court vide ne me convient pas. Ça n'a jamais été le cas", a indiqué Nick Kyrgios (60e mondial) sur les réseaux sociaux. "Je ne voudrais pas priver un athlète australien en bonne santé de cette opportunité de représenter le pays", a-t-il ajouté. Les organisateurs de Tokyo-2020 et les responsables japonais ont annoncé jeudi soir leur décision d'interdire aux spectateurs d'assister aux épreuves sportives dans la capitale. Le public devrait être autorisé sur certains sites hors de Tokyo. Le joueur australien, connu pour tirer une grande énergie du public, a indiqué que renoncer aux Jeux n'avait pas été une décision prise à la légère.

"C'était mon rêve de représenter l'Australie aux Jeux et je sais qu'il est possible que je n'aie jamais plus cette opportunité, mais je me connais", a expliqué celui qui s'était déjà retiré de l'équipe des JO de 2016 à Rio de Janeiro à cause d'un litige avec les responsables australiens au sujet de son comportement. Ian Chesterman, vice-président du Comité olympique australien et chef de mission pour les JO de Tokyo, avait indiqué cette semaine qu'il respecterait la décision de Nick Kyrgios, quelle que soit.

VOLLEY-BALL

Le RM Arzew honoré après son accession historique en Excellence

Une cérémonie en l'honneur du RM Arzew a été organisée, jeudi, par les autorités de la ville pour célébrer l'accession de cette équipe en division d'Excellence de volley-ball (seniors) pour devenir le seul club oranais à exercer dans ce palier.

L'accession de ce club fondé en 2006 est intervenue grâce à la troisième place obtenue lors de la saison 2019-2020 avant son interruption pour cause de coronavirus et au prix aussi du changement du système de compétition à partir de la saison prochaine.

Présent à cette cérémonie, le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, Yacine Siefi, a tenu à féliciter les joueurs du RMA pour cette accession, saluant les efforts déployés par le club en matière de formation étant donné que la quasi-totalité des joueurs de l'équipe ont été formés par ce club.

Il a, en outre, ajouté que son instance "encourage une telle politique et s'engage à accompagner les clubs qui font de la distinction, la réussite et l'esprit sportif crédo". Le même engagement a été tenu par



le chef de daïra d'Arzew, ainsi que le président d'APC, qui ont mis en valeur cet accès ainsi que le rôle joué par tous les clubs de la ville dans les différentes disciplines pour permettre aux jeunes de s'épanouir et s'éloigner des fléaux sociaux.

Les deux responsables ont tenu également à pro-

mettre d'aider et accompagner le mouvement sportif dans la ville, et ce, "selon les moyens financiers en notre possession". Pour sa part, le membre du staff technique du RMA, Abdelkader Belhadj, a qualifié "d'historique" l'accession réalisée par son équipe, souhaitant que cette dernière poursuive sur le même che-

min de réussite. Mettant en exergue la politique de formation adoptée par le club qui lui a permis d'accéder avec un effectif composé de "99% de joueurs du cru", il a regretté que le volley ball dans l'Oranie en particulier et l'ouest en général enregistre «une descente aux enfers sans précédent depuis plusieurs années».

RUGBY (ANTIDOPAGE)

Annulation du match Géorgie-Ecosse

Le test match entre la Géorgie et l'Ecosse, programmé le 17 juillet à Tbilissi, a été annulé après plusieurs cas de Covid-19 dans les rangs des joueurs géorgiens, a annoncé vendredi la Fédération écossaise de rugby.

"Nous sommes évidemment très déçus car le match contre la Géorgie était un défi que nous attendions avec impatience, d'autant plus que nos deux derniers matches ont été annu-

lés", a expliqué le sélectionneur intérimaire Mike Blair dans un communiqué. Le match entre l'Ecosse et la Roumanie, programmé le 10 juillet à Bucarest, avait déjà été annulé. La sélection géorgienne, actuellement en Afrique du Sud, a révélé six cas positifs dans la semaine.

La rencontre entre les Géorgiens et les Springboks sud-africains avait été annulée mercredi en raison de

cas de Covid-19, dont une douzaine chez les champions du monde en titre.

Le deuxième-ligne Marvin Orrie, le centre Frans Steyn, le demi d'ouverture Handre Pollard et le pilier Frans Malherbe sont notamment concernés et cinq autres membres du staff ont contracté le virus cette semaine.

Les internationaux écossais, convoqués pour cette rencontre, ont été libérés, a précisé la Fédération.

AVIRON (JEUX OLYMPIQUES-2020)

Exclusion de deux rameurs russes par leur fédération

La Fédération russe d'Aviron a exclu deux rameurs de son équipe pour les Jeux olympiques de Tokyo au Japon qui débutent, vendredi 23 juillet, après un contrôle anti-dopage positif, a rapporté l'Agence TASS, citant le président de l'instance Alexei Svirin.

Il s'agit des rameurs Nikita

Morgachev et Pavel Sorin, exclus de la délégation sur place à Tokyo.

Ils ont été contrôlés positifs au melidonium lors d'un test hors compétition effectué le 17 juin pendant un stage d'entraînement en Grèce.

Deux semaines de l'ouverture des Jeux de Tokyo, l'équipe russe d'Aviron perd deux éléments.

Elle était arrivée au Japon vendredi 2 juillet, avec un effectif de 14 rameurs, deux de moins que l'effectif déjà prévu.

Les échantillons B des deux exclus vont désormais être analysés.

En cas de résultat également positif, Nikita Morgachev et Pavel Sorin risquent jusqu'à quatre ans de suspension.

FINALE NBA

Phoenix repousse Milwaukee, prend l'avantage 2-0

Phoenix a repoussé jeudi les assauts d'un Milwaukee revancharde pour s'imposer une seconde fois chez lui (118-108) lors de cette finale du championnat NBA, malgré un Giannis Antetokounmpo en fusion (42 pts). Après avoir peiné en tout début de rencontre, les Suns ont peu à peu repris l'ascendant avant la pause, pour ne plus relâcher leur étreinte, malgré les multiples tentatives de retour des Bucks. Mis à part durant quelques minutes à l'entame du match, Milwaukee n'a jamais donné l'impression d'être en mesure d'imposer son basket, affichant une certaine résignation qui rappelait celle du Game 1 et qui ne peut qu'inquiéter pour la suite de la série. Critiqués pour leurs choix défensifs du premier match, les Bucks avaient pourtant abordé cette seconde manche avec un plan de marche défensif complètement revu. En attaque, les Bucks avaient aussi bouleversé leurs schémas de jeu et s'exprimaient tout en agressivité, près du panier, quand beaucoup leur avaient reproché un manque

de mordant au Game 1. Mais les belles velléités de Milwaukee allaient assez rapidement s'évaporer et Phoenix reprenait pied à deux points. Tout comme au premier match, les Suns, portés par leur public, grignotaient du terrain, pour arriver à la pause avec l'écart le plus conséquent de la première mi-temps (56-45). Au retour des vestiaires, il fallait un Antetokounmpo quasiment inarrêtable, auteur de 20 points (5/6) dans le seul troisième quart-temps, pour empêcher les Bucks de décrocher.

Mais cette équipe des Suns, qui n'était même pas en play-offs l'an dernier, rayonnait sous l'influence de Chris Paul. En deuxième mi-temps, le meneur a été assisté par Devin Booker (31 pts), beaucoup plus percutant qu'avant la pause, et l'aïlier Mikal Bridges (27 pts), efficace à toutes les distances.

Après un dernier rapproché (-6) à 5 minutes de la fin du temps réglementaire, Milwaukee finissait par rendre les armes, incapable de trouver un vrai renfort à Antetokounmpo.

ÉQUIPE NATIONALE (U20) "Lacete va rester pour préserver la stabilité" (DTN)

Le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) Ameur Chafik, a annoncé vendredi le maintien de Mohamed Lacete, à la tête de la sélection des moins de 20 ans (U20), "dans le souci de préserver la stabilité".

"La récente participation algérienne à la Coupe arabe des U20 sera évaluée prochainement par le président de la FAF (Amara Charaf-Eddine, ndlr) et la DTN.

Dans le souci de préserver la stabilité au sein de cette sélection, je pense que Lacete va rester à son poste, pour préparer les futures importantes", a indiqué le DTN sur les ondes de la radio nationale.

L'équipe algérienne des U20 a réalisé une belle performance, en atteignant la finale de la Coupe arabe de la catégorie disputée au Caire (20 juin - 6 juillet), s'inclinant en finale, mardi face à l'Arabie saoudite (1-2).

De son côté, Mohamed Lacete s'est dit "disposé" à rester aux commandes des U20, lui qui avait remplacé Sabeur Bens-

main, limogé suite à son échec à qualifier la sélection des U20 à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, disputée en Mauritanie (14 février - 4 mars). "Je reste à la disposition de la FAF et de la DTN. Je suis prêt à continuer ma mission avec les U20, et même à la tête d'une autre sélection des jeunes. Je suis là pour servir le football algérien et mon pays, qui m'a donné l'opportunité d'arriver là où je suis actuellement", a-t-il affirmé. Pour rappel, Lacete est parvenu à mettre sur pied l'équipe des U20, au terme de 4 stades d'évaluation et de présélection, effectués à Alger. Il a retenu au final un effectif de 23 joueurs, dont 15 évoluant à l'étranger, qui ont pris part au dernier rendez-vous arabe tenu en Egypte.



COUPE DE LA CONFÉDÉRATION - FINALE JSK - RAJA Les "Canaris" pour accrocher une 7^e étoile

La JS Kabylie affrontera les Marocains du Raja Casablanca, samedi au stade de l'Amitié Général-Mathieu-Kérékou de Cotonou (20h00), en finale de la Coupe de la Confédération africaine, avec l'intention de remporter une 7^e couronne continentale, 19 ans après sa dernière consécration en 2002.

Auteurs d'un parcours presque sans faute, les "Canaris" ne sont plus qu'à 90 minutes d'un exploit retentissant, alors que personne ne s'attendait à les voir arriver au dernier stade de la compétition.

Pour boucler victorieusement une campagne continentale réussie à tout point de vue, les coéquipiers du capitaine Réda Bensayah devront écarter le dernier obstacle sur la route menant vers le sacre : le Raja Casablanca, considéré comme l'une des grosses cylindres sur le plan africain et détenteur du trophée à deux reprises : 2003 (ancienne formule, ndlr) et 2018.

"Le Raja Casablanca est une belle équipe, composée d'excellentes individualités. A nous de faire prévaloir notre collectif par rapport aux qualités du Raja. Je pense que nous avons les qualités défensives et offensives pour les gêner. Nous devons arriver à 100% de nos capacités. Ce sera du 50/50", a indiqué le coach français de la JSK, Denis Lavagne. La formation kabyle a validé son billet pour sa première finale continentale depuis 2002, en battant les Camerounais de Coton Sport (3-0), à Alger.

Au match aller, les "Canaris" se sont aussi imposés 2-1 à Yaoundé. De son côté, le Raja Casablanca, reversé en Coupe de la Confédération après son élimination en 16^{es} de finale de la Ligue des champions, a sorti les Egyptiens de Pyramids FC (aller : 0-0, retour : 0-0, aux t.a.b : 5-4).

Battu qu'une seule fois depuis le début de l'actuelle édition (à Bamako face au Stade malien 2-1, ndlr), au même titre que le Raja (en déplacement face à l'US Monastir 1-0, ndlr), la JSK, détentrice de la Coupe de la CAF (ancienne formule) à trois reprises : 2000, 2001 et 2002, va se présenter avec un effectif au complet à l'exception de l'attaquant Zakaria Boulahia, blessé au genou et toujours incertain. "Le match va se jouer sur le contrôle émotionnel, être capable de jouer à son meilleur niveau le jour J, à l'heure H pour un match d'une telle importance. Jusque-là, nous avons toujours répondu présent. Le Raja Casablanca ressemble aux équipes de la RS Berkane et du CS Sfax que nous avons déjà affrontées et contre lesquelles nous n'avons pas perdu, réali sant de bonnes perfor-

mances", a ajouté Lavagne. Si la JSK va aborder cette finale avec un moral gonflé à bloc, notamment après son succès en championnat face au NC Magra (1-0), rien ne va plus chez le Raja, battu samedi dans le derby de Casablanca face à son éternel rival le Wydad (1-2) et auteur d'un triste 0-0 mardi sur le terrain d'Hassania Agadir en championnat.

L'entraîneur tunisien du Raja, Lassaâd Chabbi, a décidé d'écarter trois joueurs de cette finale, dont l'expérimenté meneur de jeu Mohcine Metouali, pour diverses raisons. La JSK est le troisième club algérien à atteindre la finale de la Coupe de la Confédération, dans sa nouvelle formule, après l'ES Sétif, battue en 2009 par le Stade malien (aller : 2-0, retour 0-2 : aux t.a.b : 3-2), et le MO Béjaïa, qui avait échoué devant l'ogre congolais du TP Mazembe en 2016 (aller : 1-1, retour : 4-1).

Cette finale a été confiée à l'arbitre sud-africain Victor Miguel de Freitas Gomes

Abdeslam : "Les joueurs sont bien concentrés sur leur sujet"

Le directeur sportif de la JS Kabylie Kamel Abdeslam, a déclaré jeudi que les joueurs étaient "bien concentrés", sur la finale de la Coupe de la Confédération, prévue samedi face aux Marocains du Raja Casablanca, au stade de l'Amitié Général-Mathieu-Kérékou de Cotonou (20h00), au lendemain de leur arrivée au Bénin.

"Le voyage s'est déroulée dans d'excellentes conditions. Au niveau de l'aéroport de Cotonou, les formalités douanières se sont déroulées très rapidement. Nous sommes très bien installés à notre lieu de résidence. Les joueurs sont désormais bien concentrés sur cette finale, à eux d'être à la hauteur", a indiqué à l'APS le dirigeant kabyle, joint par téléphone.

La JSK a validé son billet pour sa première finale continentale depuis 2002, en battant les Camerounais de Coton Sport (3-0), à Alger. Au match aller, les "Canaris" se sont aussi imposés 2-1 à Yaoundé.

De son côté, le Raja Casablanca, reversé en Coupe de la Confédération après son élimination en 16^{es} de finale de la Ligue des champions, a sorti les Egyptiens de Pyramids FC (aller : 0-0, retour : 0-0, aux t.a.b : 5-4).

"Tout le monde est prêt pour cette finale, y compris l'attaquant Zakaria Boulahia, rétabli d'une blessure au genou, et dont la participation va revenir à l'entraîneur (De-



(38 ans). Il sera assisté de son compatriote Zakhele Thusi et de Souru Phatsoane (Lesotho). Le Zambien Janny Sikazwe sera chargé lui de la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage).

nis Lavagne, ndlr). L'équipe va s'entraîner ce jeudi au stade de Porto-Novo, au moment où aucune séance n'a été programmée sur le terrain principal", a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner : "Le taux d'humidité est très élevé ici à Cotonou, les joueurs devront faire avec le jour du match, ça ne sera pas facile, mais au fil des minutes l'organisme va finir par s'habituer".

Appelé à se prononcer sur cette finale, la première pour la JSK depuis 2002, l'ancien milieu offensif de la JSK (1978-1991) a relevé la difficulté de ce "derby maghrébin face à une équipe d'expérience.

Les joueurs ne vont pas lésiner sur les efforts pour offrir à l'Algérie ce trophée tant désiré", a-t-il conclu.

Pour rappel, la JSK est le troisième club algérien à atteindre la finale de la Coupe de la Confédération, dans sa nouvelle formule, après l'ES Sétif, battue en 2009 par le Stade malien (aller : 2-0, retour 0-2 : aux t.a.b : 3-2), et le MO Béjaïa, qui avait échoué devant l'ogre congolais du TP Mazembe en 2016 (aller : 1-1, retour : 4-1).

Cette finale a été confiée à l'arbitre sud-africain Victor Miguel de Freitas Gomes (38 ans). Il sera assisté de son compatriote Zakhele Thusi et de Souru Phatsoane (Lesotho). Le Zambien Janny Sikazwe sera chargé lui de la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage).

Boulahia reprend l'entraînement collectif et rassure Lavagne

L'attaquant de la JS Kabylie Zakaria Boulahia, rétabli d'une blessure au genou, a repris l'entraînement, lors de la séance qui s'est déroulée jeudi soir au stade de Porto-Novo, à la veille de la finale de la Coupe de la Confédération, samedi face aux Marocains du Raja Casablanca, au stade de l'Amitié Général-Mathieu-Kérékou de Cotonou au Bénin (20h00), a indiqué le club kabyle, jeudi soir dans un communiqué.

"L'attaquant Zakaria Boulahia a intégré le groupe. Le joueur s'est exercé le plus normalement du monde", a écrit la JSK sur sa page officielle Facebook.

Boulahia (24 ans), auteur d'un doublé lors de la demi-finale (retour) face aux Camerounais de Coton Sport (3-0), s'est blessé lors de la défaite concédée à Béchar face à la JS Saoura (2-0), le jeudi 1^{er} juillet, pour le compte de la 28^e journée du championnat de Ligue 1.

L'équipe phare de Djurdjura, est arrivée mercredi en fin d'après-midi à Cotonou, à bord d'un vol spécial, en vue de sa première finale continentale depuis 2002.

Pour rappel, les "Canaris" ont validé leur billet pour la finale, en battant les Camerounais de Coton Sport (3-0), à Alger.

Au match aller, les "Canaris" se sont aussi imposés 2-1 à Yaoundé.

De son côté, le Raja Casablanca, reversé en Coupe de la Confédération après son élimination en 16^{es} de finale de la Ligue des champions, a sorti les Egyptiens de Pyramids FC (aller : 0-0, retour : 0-0, aux t.a.b : 5-4).

DÉCÈS DU MOUDJAHID ET ANCIEN JOUEUR DE L'ÉQUIPE DU FLN ISMAIL IBIRIR

Condoléances du ministre des Moudjahidine à la famille du défunt

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Laïd Rebigua a adressé, jeudi, un message de condoléances à la famille du moudjahid et ancien joueur de l'équipe du Front de libération nationale (FLN) de football, Smain Ibrir décédé, mercredi, à l'âge de 89 ans.

"Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Laïd Rebigua, a appris avec une grande tristesse la disparition du moudjahid et ancien joueur de l'équipe de football du FLN, Smain Ibrir, à l'âge de 89 ans", lit-on dans le message de condoléances.

"Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits présente à la famille du défunt et à ses compagnons de lutte, ses sincères condoléances et sa profonde compassion soulignant qu'avec la disparition de Smain Ibrir, l'Algérie a perdu un moudjahid dévoué à sa Patrie, un sportif professionnel et un éducateur exemplaire pourvu d'un grand esprit de sacrifice, priant Dieu Le Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde, de l'accueillir dans Son vaste paradis et d'assister les siens en cette pénible épreuve, ajoute le com muni qué.

Né le 28 mars 1932 à El-Biar (Alger), le défunt a porté les couleurs de l'équipe Union sportive d'El Biar (USEB) avant de mener une expérience professionnelle en France, pendant les années 1950, au sein des rangs du club français Le Havre Athletic Club pour une courte durée.

Smain Ibrir a rejoint l'équipe du FLN de football fondée en avril 1958, une équipe qui fut la voix de la Révolution algérienne dans différents pays du monde et a eu le mérite de hisser haut l'emblème national.

A l'instar des autres joueurs de l'équipe du FLN de football, le défunt moudjahid a renoncé au renom et à l'argent, pour soutenir la cause nationale.

Après l'indépendance, le regretté a contribué, aux côtés des joueurs du FLN, à la reconstruction de l'Algérie indépendante, en développant ce sport d'équipe par la formation dans tout le pays.

LIGUE 1 (30E JOURNÉE) Statu quo en haut du classement, le NAHD et Relizane respirent

Le choc au sommet de la 30e journée du Championnat de Ligue 1 de football, disputé jeudi soir, entre le leader l'ES Sétif et son dauphin le CR Belouizdad n'a pas donné de vainqueur (0-0), alors que le NA Hussein-Dey et le RC Relizane victorieux, respectivement, devant le CA Bordj Bou Arréridj (3-0) et le WA Tlemcen (1-0), ont réussi à s'extirper de la zone de relégation.

Dans le duel pour la course au titre, l'ES Sétif (1er - 60 pts) n'a pas réussi à creuser l'écart en tête du classement, en se contentant du point du match nul face à son poursuivant direct le CR Belouizdad (2e - 57 pts), qui aura la chance de revenir à hauteur des Sétifiens, à l'occasion du match en retard face à la JS Kabylie.

Même score de parité (1-1), dans l'opposition entre le troisième du classement, la JS Saoura (54 pts) et le quatrième le MC Oran (50 pts).

La JSS a ouvert le score en fin de première mi-temps par Hamidi (45' + 3'), mais les visiteurs ont réussi à égaliser par l'intermédiaire de Khettab (57'). De son côté, l'USM Alger (49 pts)



a réussi à remonter à la 5e place du classement suite sa victoire à domicile devant l'USM Bel Abbès (3-1), profitant de la défaite du MC Alger face à l'US Biskra (2-1).

Le Mouloudia (6e - 48 pts) concède à cette occasion sa troisième défaite consécutive en déplacement, alors que l'US Biskra (12e - 36 pts) s'éloigne de la zone de relégation.

Dans la lutte pour le maintien en Ligue 1, le NA Hussein-Dey et le RC Relizane vainqueurs, respectivement, devant le CA Bordj Bou Arréridj (3-0) et le WA Tlemcen (1-0), ont réussi à s'extirper de la zone de relégation, occupée désormais par le WA Tlemcen (17e - 30 pts), l'USM Bel Abbès (18e - 24 pts), le CABB Arréridj (19e - 21 pts) et la JSM Skikda (20e - 17 pts) Cette 30e journée de Ligue 1 a, également, enregistré les victoires à domicile du NC Magra contre le CS Constantine (1-0), de l'AS Ain M'lila devant le Paradou AC (2-1) et l'ASO Chlef devant l'O Médéa (1-0).

Pour rappel, le match JSM Skikda - JS Kabylie est reporté à une date ultérieure en raison de l'engagement des "Canaris", samedi en finale de la Coupe de la Confédération, face aux Marocains du Raja Casablanca, à Cotonou (Bénin, 20h00).

LIGUE 2/ASM ORAN Six joueurs se plaignent auprès de la CNRL

Pas moins de six joueurs de l'ASM Oran s'approprient à saisir la chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour réclamer leur libération automatique ainsi que la régularisation de leur situation financière, a-t-on appris jeudi de ce club de ligue 2 de football.

La même source a fait savoir que les joueurs en question, à savoir Lehbiri, Ali Larbi, Laribi, Belaha, Kouriba et Benshana, ont déjà envoyé des mises en demeure à la direction de la formation oranaise dans les délais fixés par la réglementation en la matière.

Cette action intervient après que les dirigeants de l'ASMO aient accusé un retard très sensible dans le versement des salaires de leurs joueurs, qui ont de fortes chances pour avoir gain de cause, vu qu'ils ne sont pas payés depuis huit mois, prédisent les spécialistes.

Si un tel verdict venait de tomber,

il compliquerait davantage les affaires de la direction du club de "M'dina J'dida" qui coule déjà sous le poids des dettes d'où l'interdiction de recrutement dont elle fait l'objet de la part de la CNRL depuis le précédent mercato.

Cela se passe au moment où les Vert et Blanc ont raté une chance inouïe pour retrouver la Ligue 1 qu'ils ont quittée à l'issue de l'exercice 2015-2016.

Donnés favoris en puissance pour accéder, ils se sont contentés de la troisième place au classement de leur groupe Ouest dominé par le MCB Oued Sly, ce qui lui a permis de se qualifier aux Play-offs.

C'est la direction du club sportif amateur (CSA), que préside Merouane Beghor, qui prend en charge les affaires du club professionnel, alors que ce dernier est censé être géré par la société sportive par actions (SSPA), soulignent-on.

Les résultats et classement

Résultats et classement à l'issue des rencontres de la 30e journée du championnat de Ligue 1 de football, disputées jeudi :

NC Magra - CS Constantine 1-0
JS Saoura - MC Oran 1-1
NA Hussein-Dey - CA Bordj Bou Arréridj 3-0
ASO Chlef - Olympique Médéa 1-0
WA Tlemcen - RC Relizane 0-1
US Biskra - MC Alger 2-1
AS Ain M'lila - Paradou AC 2-1
ES Sétif - CR Belouizdad 0-0
USM Alger - USM Bel-Abbès 3-1

Reportée :
JSM Skikda - JS Kabylie

Classement :	Pts	J
1). ES Sétif	60	30
2). CR Belouizdad	57	29
3). JS Saoura	54	30
4). MC Oran	50	30
5). USM Alger	49	29
6). MC Alger	48	30
7). CS Constantine	46	30
8). JS Kabylie	45	26
-). O. Médéa	45	30
10). Paradou AC	38	30
11). AS Ain M'lila	37	30
12). US Biskra	36	30
13). ASO Chlef	35	30
14). NC Magra	34	30
15). NA Hussein-Dey	32	30
-). RC Relizane	32	30
17). WA Tlemcen	30	29
18). USM Bel-Abbès	24	30
19). CABB Arréridj	21	30
20). JSM Skikda	17	29.

COUPE ARABE (U17)

Le tournoi reporté à une date ultérieure (UAFA)

L'Union arabe de football (UAFA) a annoncé jeudi sa décision de reporter à une date ultérieure, la 4e édition de la Coupe arabe des moins de 17 ans (U17) qui devait se dérouler au Maroc du 29 juillet au 14 août en présence de 16 nations, dont l'Algérie. "Ce report intervient

suite aux recommandations du ministère de la Santé marocain, relatives aux mesures prises par les différentes commissions pour endiguer la propagation de la pandémie de Covid-19, et ses différents variants auxquels fait face actuellement le monde", a indiqué l'instance arabe dans

un communiqué publié sur son compte Twitter. Selon le tirage au sort effectué lundi au Caire, l'Algérie avait hérité du groupe B, en compagnie des Emirats arabes unis, de la Libye et de Djibouti. Le Maroc a déjà renoncé à l'organisation d'une compétition réservée aux

jeunes, à savoir la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 des moins de 17 ans (U17), qui devait se jouer du 13 au 31 mars dernier, poussant l'instance continentale à annuler carrément le tournoi en raison de la situation épidémiologique dans plusieurs pays africains.

ES TUNIS

La suspension de l'attaquant Khénissi réduite à six mois

L'attaquant de l'Espérance de Tunis de football, Taha Yassine Khénissi, a vu sa sanction de 12 mois infligée par la Confédération africaine de football (CAF), revue à la baisse et réduite à six (6) mois, par la Commission d'appel de l'instance continentale a indiqué son avocat jeudi.

Le Jury disciplinaire de la CAF avait décidé, le 2 juin dernier, de suspendre le joueur de l'EST, Khenissi de toute activité liée au football pour une période de douze mois (un an) à partir de la date de notification de la suspension provisoire le 19 mai 2021. Taha Yassine Khenissi avait été contrôlé positif à une substance interdite par l'AMA lors du match de la Ligue des Champions de la CAF entre le MC Alger et l'Espérance de Tunisie le 10 mai 2021, qui s'est terminé sur un score nul (1-1).

COVID 19

suspension de certaines activités en Tunisie (Fédération)

La Fédération tunisienne de football (FTF) a annoncé jeudi, dans un communiqué, la suspension de toutes les activités et stages liés aux sélections des jeunes et au football féminin et ce, jusqu'à la fin du mois d'août prochain, en raison de la situation épidémiologique dans le pays.

La sélection tunisienne U17 de football s'appropriait, rappelle-t-on, à disputer la coupe arabe U17 au Maroc du 29 juillet au 15 août, avant que la compétition ne soit reportée par l'UAFA. La FTF avait, également, reporté la supercoupe de Tunisie 2019-2020 qui devait opposer l'Espérance sportive de Tunis (champion de Tunisie) à l'US Monastir (vainqueur de la coupe de Tunisie).

LOSC : Renato Sanches ne restera pas...

Encore face à la Belgique, Renato Sanches a convaincu les dirigeants du Bayern Munich de lever l'option de rachat de 30 millions d'euros incluse dans son contrat à Lille. Impressionnant huitième de finale de l'Euro la défaite du Portugal face à la Belgique (1-0). Renato Sanches a marqué des points auprès de son sélectionneur Fernando Santos... mais pas seulement. À en croire les informations du journaliste de SportItalia Rudy Galetti, le Bayern Munich aurait l'intention de faire valoir sa clause de rachat cet été. Recruté en provenance de Benfica contre 35 millions d'euros en 2016, le Portugais n'a jamais vraiment réussi à s'imposer en Allemagne. Du côté du championnat français en revanche, Renato Sanches a brillé sous les couleurs du LOSC.



HAKIMI, LE DÉPART QUI FAIT MAL

Le nouveau coach de l'Inter Milan, Simone Inzaghi, regrette déjà le départ d'Achraf Hakimi au PSG.

Le PSG a frappé un grand coup. En recrutant Achraf Hakimi pour près de 70 millions d'euros (bonus compris), le club de la capitale s'est offert l'un des meilleurs latéraux droit de la planète. A l'inverse, c'est une énorme perte pour l'Inter Milan, en proie à des difficultés financières et qui s'est finalement décidé à céder son international marocain. Pour sa première conférence de presse en tant que coach interiste, Simone Inzaghi est revenu sur ce départ. « Je le savais déjà, le départ était prévu même s'il a été douloureux », a déploré l'ancien entraîneur de la Lazio. Il faut dire que si ce juteux transfert va permettre de renflouer les caisses, il va laisser un grand vide dans les rangs nerazzurri.

« Il était demandé dans toute l'Europe et il y avait des besoins budgétaires, a-t-il ensuite rappelé. Mais on m'a promis que l'équipe restera compétitive et que les autres meilleurs joueurs resteront ». En effet, le départ d'Hakimi à Paris devrait permettre à Inzaghi de conserver ses meilleurs éléments, à l'instar de Romelu Lukaku et Lautaro Martinez.



GRIEZMANN PROPOSÉ À CHELSEA ?

Poussé vers la sortie par le FC Barcelone qui veut réduire sa masse salariale, Antoine Griezmann pourrait rebondir en Premier League. Le joueur français est susceptible de rejoindre le Chelsea FC.

Selon des informations du Daily Star, le FC Barcelone tenterait de se débarrasser d'Antoine Griezmann. Le club catalan souhaite réduire sa masse salariale pour faire entrer la rémunération prévue dans le futur contrat de Lionel Messi dans son budget. L'international français pourrait être proposé à Chelsea croit savoir le journal anglais. Ce dernier précise que les représentants de l'ancien joueur de l'Atletico Madrid seraient attendus à Londres pour évaluer cette possibilité. Antoine Griezmann qui n'a pas convaincu en deux saisons passées en Catalogne ne serait plus contre un départ. Outre Chelsea, les représentants de l'attaquant français vont également prospecter d'autres clubs en Premier League (Arsenal, Man United) pour connaître leur intérêt pour un joueur encore sous contrat jusqu'en 2024 et dont la valeur est estimée à 60 millions d'euros par Transfermarkt.



LE PSG CIBLE BIEN POGBA !

Sur ce mercato d'été, le nom du milieu de terrain de Manchester United Paul Pogba (28 ans, 26 matchs et 3 buts en Premier League pour la saison 2020-2021) revient avec insistance pour éventuellement renforcer le Paris Saint-Germain. Dans son édition du jour ce jeudi, le quotidien L'Equipe confirme l'intérêt mutuel entre le vice-champion de France et l'international français. Pour autant, avant de potentiellement passer à l'offensive sur ce dossier, le PSG va absolument devoir dégraisser au sein de son effectif, notamment dans l'entrejeu. De plus, si Pogba se montre séduit par la perspective d'évoluer à Paris d'après son entourage, il ne sera pas simple de s'entendre avec les Red Devils, qui ont toujours l'intention de conserver et de prolonger le Tricolore, actuellement sous contrat jusqu'en juin 2022. Un feuilleton à suivre...

Le dossier Pjanic prend un tournant décisif

N'ayant ni les grâces de Ronald Koeman ni celles du président Joan Laporta, Miralem Pjanic pourrait y voir plus clair d'ici la fin de la semaine au sujet de son avenir qui ne devrait certainement pas s'écrire au FC Barcelone. Arrivé en provenance de la Juventus en juin 2020 lorsque Arthur Melo faisait le chemin inverse, Miralem Pjanic ne devrait pas s'éterniser au FC Barcelone. En effet, après une saison galère au sein du club culé où il a notamment vu le jeune Pedri (18 ans) lui faire de l'ombre aux yeux de Ronald Koeman, l'international bosnien disposerait d'un bon de sortie. Et alors que la Juventus serait son option privilégiée, il se pourrait que Manuel Llorente chamboule ses plans, la Vieille Dame semblant privilégier une offensive pour l'international italien évoluant à Sassuolo plutôt que son ancien milieu de terrain. Et à en croire les informations divulguées par SPORT, Miralem Pjanic en aurait assez de sa situation sportive au FC Barcelone. Ce serait la raison pour laquelle il discuterait activement, avec ses représentants et les dirigeants du Barça pour que sa situation soit réglée cette semaine afin de ne pas l'obliger à revenir en Catalogne et repartir par la suite.



Ramos : «Un projet très attrayant»

Sergio Ramos est désormais un joueur du PSG. Le défenseur a signé jusqu'en 2023 et le club a publié une vidéo du joueur livrant ses premières impressions.

Après avoir paraphé son nouveau contrat, l'Espagnol s'est exprimé dans une vidéo diffusée par le club parisien. Ramos se dit très content et souligne l'attraction du projet qu'il rejoint.

"C'est un jour très spécial. Je suis très heureux d'avoir signé au Paris Saint-Germain. C'est un grand changement dans ma vie, un nouveau défi. Je viens avec l'envie de travailler, et de gagner, qui est ce qui définit le mieux ce club. C'est un jour que je n'oublierai jamais, c'est un plaisir de faire partie de ce grand club.

C'est un projet très attrayant. Je suis fier de faire partie d'un projet aussi ambitieux, de rejoindre une équipe composée de grands joueurs. C'est un club qui a déjà fait ses preuves au plus haut niveau avec une base solide. Je veux continuer à grandir avec Paris et aider l'équipe à travailler pour gagner des titres", a déclaré Sergio Ramos.



ACADÉMIE MILITAIRE DE CHERCHELL

Le Président de la République préside la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé jeudi à l'Académie militaire de Cherchell "défunt Président Houari Boumediène" la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers ayant reçu une formation de haut niveau dans ce pôle de formation d'excellence.

Il s'agit de la sortie de la 14^{ème} promotion de formation militaire commune de base, la 52^{ème} promotion de formation fondamentale et la 5^{ème} promotion des officiers de la session Master, de l'Académie militaire après une formation de trois ans. Le président de la République est arrivé dans la matinée à Cherchell, accompagné du président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche et des membres du Gouvernement.

Le chef de l'Etat a été accueilli à l'entrée principale de l'Académie, par le chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Saïd Chenegriha, accompagné du Commandant des forces terrestres, le Général-major Athamnia, du Commandant de la Première région Militaire, le Général-Major Ali Sidane, et du commandant de l'Académie, le Général-Major Salmi Bacha. Sur place, une formation militaire a présenté les honneurs au président de la République.

Le Président Tebboune s'est recueilli devant la stèle commémorative de la mémoire du défunt président Houari Boumediène, dont l'Académie porte le nom, en récitant la Fatiha du Saint Coran, et le dépôt d'une gerbe de fleurs.

Il s'est ensuite dirigé à la salle d'honneur, où il a suivi un exposé sur l'Académie de Cherchell et sur le cursus de formation qui y est dispensé, ainsi que sur les promotions sortantes. S'ensuivit le coup d'envoi officiel de la cérémonie de sortie des nouvelles promotions de l'année scolaire 2020/2021, entamée par un passage en revue des carrés des formations militaires alignés au niveau de la place d'Armes.

Le général de corps d'Armée, chef d'état-major de l'ANP a prononcé, à l'occasion, une allocution dans laquelle il a remercié le président de la République d'avoir supervisé la cérémonie de sortie de promotions de l'Académie militaire de Cherchell, "la colonne vertébrale du système de formation de l'Armée nationale populaire qui dote nos Forces armées d'officiers qualifiés, compétents et imprégnés des principes et valeurs de la glorieuse Révolution de Novembre", a-t-il dit.

Il a, aussi, salué "l'intérêt particulier et permanent" accordé par le président de la République à l'Académie, à l'instar des autres écoles de formation de l'ANP, à travers "la mise à disposition de toutes les conditions et tous les moyens humains, matériels, moraux et de motivation qui permettent de promouvoir les capacités de l'Institution militaire et de concrétiser les objectifs escomptés en termes de modernisation et de professionnalisation de notre Armée".



A son tour, le commandant de l'Académie militaire de Cherchell, le général-major Salmi Bacha, a évoqué dans son allocution "le rôle pionnier de l'Académie dans l'instruction d'une élite de cadres de l'Armée nationale populaire, en leur offrant une formation militaire scientifique de qualité, imprégnée d'une discipline militaire pleine d'esprit nationaliste, de ferme détermination et d'abnégation au service de la Nation, à travers des programmes de qualité, au diapason des exigences de formation modernes dans les domaines techniques et technologiques". Les promotions sortantes ont ensuite prêté serment, avant que le président de la République ne procède à la remise des grades et des diplômes aux majors de promotions. Il a remis le diplôme au major de promotion du cycle Master, puis le grade de sous-lieutenant et l'épée de l'Académie au major de promotion de la formation fondamentale.

Le Président Tebboune a aussi remis le diplôme au major de la promotion de formation militaire commune de base. Les membres de la délégation accompagnant le chef de l'Etat ont ensuite procédé à la remise des diplômes et des grades aux autres lauréats. La cérémonie s'est poursuivie en présentant une photo de lui lors de l'accomplissement de son service national à cette Académie.

Le chef de l'Etat est arrivé dans la matinée à l'Académie de Cherchell, où il a été accueilli, à l'entrée principale, par le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Saïd Chanegriha, accompagné du Commandant des forces terrestres, le Général-major Amar Athamnia, du Commandant de la Première région Militaire, le Général-Major Ali Sidane, et du commandant de l'Académie, le Général-Major Salmi Bacha. Une formation militaire lui a présenté les honneurs.

Le président du Conseil de la Nation, le président du Conseil constitutionnel et le Premier ministre et ministre des finances, respectivement MM. Salah Goudjil, Kamel Fenniche et Aïmene Benabderrahmane, en plus de membres du Gouvernement, du Commandant de la Garde républicaine, le Général d'Armée Benali Benali, de hauts cadres de l'ANP et des représentants du corps diplomatique en Algérie, étaient, également, présents à cette cérémonie.

A l'entrée de l'Académie, le Président Tebboune s'est recueilli la mémoire du défunt président Houari Boumediène, au niveau de la stèle commémorative qui lui est dédiée et dont l'Académie porte le nom, en récitant la Fatiha du Saint Coran, et en déposant une gerbe de fleurs. Après quoi, il s'est dirigé à la salle d'honneur, où il a suivi un exposé détaillé sur l'Académie de Cherchell et sur le cursus de formation qui y est dispensé, ainsi que sur les promotions sortantes.

Le coup d'envoi officiel de la cérémonie de sortie des nouvelles promotions de l'année scolaire 2020/2021, entamée par un passage en revue des carrés des formations militaires alignés au niveau de la place d'Armes, puis la baptismation des promotions sortantes, et l'exécution d'exercices opérationnels, des démonstrations de combat et d'exhibitions sportives. Avant de quitter l'Académie militaire de Cherchell, le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé une cérémonie en l'honneur de la famille du défunt moudjahid général de corps d'Armée, Mohamed Lamari, dont les promotions sortantes portent le nom, avant de signer le registre d'or de l'établissement.

Le général de corps d'Armée, Mohamed Lamari, dont les promotions sortantes portent le nom, est décédé en février 2012 à l'âge de 73 ans. Il a eu un parcours des plus riches au sein de l'institution militaire, jalonné par d'importants postes de responsabilité, dont le dernier fut sa nomination comme chef d'état-major de l'ANP (juillet 1993, août 2004).

Le général est né le 7 juin 1939 à Alger. Il rejoint l'Armée de libération nationale en 1960, avant de poursuivre sa carrière au sein de l'ANP après l'indépendance. Il occupa en son sein plusieurs postes de responsabilité, dont celui de commandant de l'Ecole technique du matériel (1968/1970), commandant de l'Infanterie mécanisée (1979/1980), chef des opérations de l'Etat-major de l'ANP et chef du département d'exploitation et de préparation durant les années 86, 87 et 88 du siècle dernier. Il fut également commandant de la 5^e région militaire en décembre 1988 avant d'être promu au poste de commandant des forces terrestres jusqu'en avril 1992, année durant laquelle il a occupé le poste de conseiller auprès de ministre de la défense nationale, puis général de corps d'armée, chef d'état major de l'ANP de juillet 1993 jusqu'à août 2004, avant de reprendre sa retraite. Le défunt général de corps d'Armée, Mohamed Lamari a été décoré de nombreuses médailles et grades en reconnaissance de son dévouement au service de la Nation. Il fut notamment décoré de la Médaille du mérite, de la Médaille de l'ANP, de la Médaille de l'Ordre de mérite national du rang "Djadid", et de la médaille de l'Ordre de l'ANP (2^{ème} insigne).

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a, par ailleurs, suivi, sur écran géant, des exercices démonstratifs en mer, exécutés par les Forces navales intitulés "intervention pour interpellation d'un navire suspect et libération d'otages à son bord".

La cérémonie a été clôturée par une parade sur des airs de musique militaire interprétés par une troupe de la Garde républicaine, à laquelle ont pris part des carrés d'élèves officiers de carrière de Formation fondamentale et militaire commune de base, ainsi qu'une exhibition de saut de parachutes.

Le président Tebboune a visité, à l'occasion, une exposition scientifique mettant en exergue les travaux réalisés par des élèves officiers en Master et Licence, ainsi que des cadres et enseignants de l'Académie, avant la clôture de cette cérémonie de sortie 2020/2021 par un hommage spécial en l'honneur de la famille du défunt général de corps d'Armée, Mohamed Lamari, et la signature, par le président de la République, du registre d'or de l'Académie militaire de Cherchell.

Le général de corps d'Armée, Mohamed Lamari, dont les promotions sortantes portent le nom, est décédé en février 2012 à l'âge de 73 ans. Il a eu un parcours des plus riches au sein de l'institution militaire, jalonné par d'importants postes de responsabilité, dont le dernier fut sa nomination comme chef d'état-major de l'ANP (juillet 1993, août 2004).

Le général est né le 7 juin 1939 à Alger. Il rejoint l'Armée de libération nationale en 1960, avant de poursuivre sa carrière au sein de l'ANP après l'indépendance. Il occupa en son sein plusieurs postes de responsabilité, dont celui de commandant de l'Ecole technique du matériel (1968/1970), commandant de l'Infanterie mécanisée (1979/1980), chef des opérations de l'Etat-major de l'ANP et chef du département d'exploitation et de préparation durant les années 86, 87 et 88 du siècle dernier. Il fut également commandant de la 5^e région militaire en décembre 1988 avant d'être promu au poste de commandant des forces terrestres jusqu'en avril 1992, année durant laquelle il a occupé le poste de conseiller auprès de ministre de la défense nationale, puis général de corps d'armée, chef d'état major de l'ANP de juillet 1993 jusqu'à août 2004, avant de reprendre sa retraite. Le défunt général de corps d'Armée, Mohamed Lamari a été décoré de nombreuses médailles et grades en reconnaissance de son dévouement au service de la Nation. Il fut notamment décoré de la Médaille du mérite, de la Médaille de l'ANP, de la Médaille de l'Ordre de mérite national du rang "Djadid", et de la médaille de l'Ordre de l'ANP (2^{ème} insigne).

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a, par ailleurs, suivi, sur écran géant, des exercices démonstratifs en mer, exécutés par les Forces navales intitulés "intervention pour interpellation d'un navire suspect et libération d'otages à son bord".

La cérémonie a été clôturée par une parade sur des airs de musique militaire interprétés par une troupe de la Garde républicaine, à laquelle ont pris part des carrés d'élèves officiers de carrière de Formation fondamentale et militaire commune de base, ainsi qu'une exhibition de saut de parachutes.

PARLEMENT M. Goudjil félicite Brahim Boughali pour son élection à la présidence de l'APN

Le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil a félicité M. Brahim Boughali, à l'issue de son élection jeudi après-midi à la tête de l'Assemblée populaire nationale (APN) issu des élections législatives du 12 juin. "Il me plaît à l'occasion de votre élection à la tête de l'Assemblée nationale populaire grâce à la confiance que vos collègues députés élus à la faveur des législatives du 12 juin ont placée en vous, de vous adresser mes vœux de succès dans l'accomplissement de vos missions durant cette législature où le Parlement aura à poursuivre ses missions législatives et contribuer à la consécration du processus de réformes initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour assoir les fondements de l'Algérie nouvelle et répondre aux attentes de notre peuple qui aspire à un Etat fort de son régime républicain et ses institutions démocratiques", précise M. Goudjil dans son message. "Je vous félicite également pour la confiance placée en votre personne et félicite, à travers vous, l'ensemble des députés de l'APN élus pour cette législature".

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA L'Association "El Baraka" fait un don pour la prise en charge de 300 victimes palestiniennes

L'Association caritative algérienne "El Baraka" a lancé jeudi à Alger une initiative pour la prise en charge des victimes de la bataille "Seif El Qods" suite à la récente agression sioniste contre la Bande de Gaza, 300 victimes palestiniennes ayant bénéficié d'aides financières. Dans une allocution lors d'une cérémonie organisée au siège de l'association à Alger, en coïncidence avec celle tenue par visioconférence au siège de l'association dans la bande de Gaza, soumise à un blocus, l'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, Amine Makboul a salué l'initiative de l'association, affirmant que les Palestiniens sont conscients de la solidarité et du soutien exprimés par les Algériens, peuple et gouvernement. Lors de la cérémonie de remise des enveloppes financières, organisée en hommage au défunt journaliste Slimane Bakhilili et en coïncidence avec le double anniversaire des fêtes de l'indépendance et de la jeunesse, M. Makboul a précisé que "le soutien des Algériens en faveur de leurs frères palestiniens ne date pas d'aujourd'hui, mais remonte à l'ère de Salah Eddine El Ayoubi".

Cette cérémonie qui a vu la présence de l'ambassadeur de la République islamique d'Iran en Algérie, Hussein Mashalchi et du Conseiller de l'ambassadeur tunisien à Alger, a été l'occasion pour l'ambassadeur palestinien de saluer la Révolution algérienne qui "était un exemple pour le lancement de la révolution moderne en Palestine". S'agissant du feu Slimane Bakhilili, M. Makboul a tenu à indiquer qu'il "vivait la souffrance du peuple palestinien et soutenait fermement la cause palestinienne".

De son côté, le président de l'Association "El Baraka", Ahmed Ibrahim a souligné que la distribution des aides financières sur les victimes de la bataille de "Seif El Qods" était "un devoir envers le peuple vaillant de la Palestine". Les participants à la cérémonie ont porté des témoignages vivants sur le défunt journaliste, en se félicitant de ses qualités et de ses œuvres dans les domaines des médias et de la culture, à l'image des célèbres émissions "Khatem Souleymane", "Chahir Errassoul", "Nour Ala Nour" et "Hadainah Ennajdain".

Clôture de la cérémonie de sortie de promotions d'officiers

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a annoncé, dans l'après-midi de jeudi, la clôture de la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers à l'Académie militaire de Cherchell "défunt Président Houari Boumediène".

La cérémonie de clôture de cette sortie de promotions au niveau de cette citadelle de formation militaire a été marquée par une démonstration d'avions de combat, qui ont présenté les honneurs au président de la République, avant que ne lui soit présenté l'équipe nationale de saut en parachute, laquelle a exécuté avec succès un exercice de saut en parachute. Le président Tebboune a félicité les parachutistes pour leur "performance remarquable", tout en leur exprimant sa "fierté" à leur égard, et leur souhaitant d'autres réussites. Après la clôture de cette cérémonie, le président de la République a visité une exposition scientifique mettant en exergue des travaux réalisés par des officiers sortants (Master et Licence), ainsi que des cadres et enseignants de l'Académie. Le Président Tebboune a reçu, à cette occasion, un cadeau symbolique de la part de l'Académie militaire re-